



TABLEAU DE BORD NATIONAL DES

# Objectifs de croissance et de prospérité du Canada

3<sup>e</sup> édition  
**2023**



# Century Initiative | Initiative du Siècle

## À PROPOS DE L'INITIATIVE DU SIÈCLE

**L'Initiative du Siècle est un organisme caritatif national non partisan qui s'est donné pour mission de soutenir à long terme la prospérité, la résilience et l'influence du Canada par une croissance démographique responsable en vue d'atteindre une population de 100 millions d'habitants d'ici 2100**

À cette fin, l'Initiative du Siècle propose et soutient des initiatives de réflexion et de projection à long terme dans les domaines suivants : l'immigration; les infrastructures et l'environnement; l'économie, l'entrepreneuriat et l'emploi; l'aide à la petite enfance et aux familles; ainsi que l'éducation, les compétences et l'emploi. L'Initiative du Siècle adopte une approche en réseau, toujours dans un souci de diversification des points de vue afin de nourrir ses ambitions.

[www.centuryinitiative.ca](http://www.centuryinitiative.ca) | [info@centuryinitiative.ca](mailto:info@centuryinitiative.ca)

2, av. Saint Clair E., bureau 300, Toronto (ON) M4T 2T5 Canada

Numéro d'organisme de bienfaisance canadien : BN 843519638 RR0001



**L'Initiative du Siècle exprime toute sa reconnaissance au *Globe and Mail*, partenaire média exclusif du *Tableau de bord*.**

Notre travail ne serait pas possible sans le généreux soutien de nos donateurs, y compris la Banque de Montréal, la Banque Scotia, la Banque TD, la CIBC, la société de portefeuille Pacific Century Group, la Fondation Quarrywood, la Fondation Lynwood Family, la Fondation Srinarayanathas, et la Fondation Larry and Judy Tanenbaum Family. Nous leur sommes reconnaissants de leur soutien continu à notre travail.



# Remerciements

La recherche et les analyses pour le *Tableau de bord national* ont été fournies par Sara Ditta, Jon Medow, Rachele Soliman et James White de Medow Consulting. La conception et l'élaboration des versions imprimée et numérique du *Tableau de bord national* ont été réalisées par Sandbox inc.

---

Medow Consulting tient à remercier Lisa Lalande, chef de la direction d'Initiative du Siècle, ainsi que les personnes et les groupes ci-dessous, qui ont généreusement accepté de lui apporter leurs commentaires, leurs savoirs et leurs points de vue.

## **Naomi Alboim**

Chercheuse principale en matière de politique, Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration, Université métropolitaine de Toronto; membre émérite, École de politiques publiques, Université Queen's

## **Robert Asselin**

Premier vice-président, Politiques publiques, Conseil canadien des affaires; agrégé supérieur à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto

## **Sara Austin**

Fondatrice et directrice générale, Les enfants d'abord Canada

## **Noel Baldwin**

Directeur, Affaires publiques et gouvernementales, Centre des Compétences futures

## **Pedro Barata**

Directeur exécutif, Centre des Compétences futures

## **Fiona Deller**

Directrice des opérations, Centre des Compétences futures

## **Andrea Doucet**

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'égalité entre les sexes, le travail et les soins; professeure de sociologie et d'études sur les femmes et le genre, Université Brock; professeure et chercheuse en sociologie, Université Carleton

## **Howard Duncan**

Professeur auxiliaire de recherche, Université Carleton

## **Kareem El-Assal**

Directeur des politiques et de la stratégie numérique, CanadaVisa

## **Matthew Foss**

Vice-président à la recherche et aux politiques publiques, Conseil canadien pour le commerce autochtone

## **Martha Friendly**

Fondatrice et directrice générale, Childcare Resource and Research Unit

## **Matt Gemmel**

Directeur des politiques et de la recherche, Fédération canadienne des municipalités

## **Agapi Gessesse**

Directrice générale, CEE Centre for Young Black Professionals

## **Carol Anne Hilton**

Chef de la direction, Indigenomics Institute; fondatrice, The Global Center of Indigenomics

## **Feng Hou**

Chercheur principal, Division de l'analyse sociale et de la modélisation, Statistique Canada

## **Les membres du conseil d'administration de l'Initiative du Siècle**

## **Matthew Mendelsohn**

Professeur invité, Université métropolitaine de Toronto

## **Andrew Parkin**

Directeur général, Environics Institute for Survey Research

## **Matthew Pelletier**

Agent de données et de recherche, Fédération canadienne des municipalités

## **Iain Reeve**

Directeur adjoint, recherche sur l'immigration, Conference Board du Canada

# Contents

Sommaire	4	Aide aux enfants et aux familles	46
Introduction	8	Infrastructure et environnement	53
Atteindre une population de 100 millions d'habitants	10	La voie à suivre	61
Immigration	16	Annexe A : Sources des données	62
Économie, innovation et entrepreneuriat	25	Annexe B : Sélection et interprétation des données	69
Éducation, compétences et emploi	38	Notes	70

# Sommaire

## En cette période d'instabilité, l'engagement du Canada envers la stabilité et l'inclusion en fait un véritable phare pour des millions de personnes dans le monde.

---

De récentes recherches sur l'opinion publique démontrent que la diversité du Canada représente de plus en plus un fondement de son identité.<sup>1</sup> La société canadienne est particulièrement ouverte sur le monde et cette source constante de force a permis au Canada de prospérer en tant que pays d'immigration.

La dernière année a été remarquable dans toutes les régions du monde. Le Canada est sorti de son isolement causé par la pandémie de COVID-19, retournant tranquillement vers le bourdonnement habituel de la vie sociale et économique. Pourtant, cette émergence a été marquée par des bouleversements et des incertitudes. Les Canadiens ont dû faire face à un cycle économique inhabituel, marqué par une inflation croissante et une hausse du coût de la vie. Les conflits mondiaux et les catastrophes liées au climat ont ébranlé le sentiment de sécurité du Canada. Les inégalités existantes dans la société et l'économie du Canada ont été exacerbées. Tous ces événements se sont ajoutés à des défis structurels permanents qui menacent la croissance économique et la viabilité de services publics de grandes qualités, notamment le vieillissement de la population, les faibles indices de fécondité et la faible croissance de la main-d'œuvre. D'un point de vue international, le Canada exerce une certaine influence à l'échelle mondiale en tant que membre du G7 et du G20. Le fait est que les grands pays prospères sont mieux en mesure de promouvoir leurs intérêts – et maintenir leur position dans le monde – que les pays plus petits.

Ces défis montrent clairement qu'il est plus crucial que jamais de bâtir un Canada fort et résilient en renforçant sa force économique, sa diversité et son influence à l'étranger.

Pour atteindre ces objectifs, le Canada doit devenir une nation plus grande et plus audacieuse. L'Initiative du Siècle croit que la prospérité économique et la qualité de vie du Canada de demain reposent à la fois sur sa population – sa taille, sa composition et sa répartition sur le territoire – et sur les éléments sociaux et structurels nécessaires à une croissance démographique heureuse. De la même façon, le fait d'être un pays d'envergure donnera au Canada un meilleur accès aux marchés internationaux et lui permettra de rester à la tête des tables internationales pour veiller à ce que sa voix soit entendue sur les questions transnationales qui touchent le pays.

Pour que le pays s'engage sur cette voie, l'Initiative du Siècle s'est fixé comme objectif ambitieux d'atteindre une population de 100 millions d'habitants d'ici 2100, tout en construisant l'infrastructure physique et sociale nécessaire pour soutenir cette population. Le *Tableau de bord national des objectifs de croissance et de prospérité* suit les progrès réalisés par le Canada vers l'atteinte de ces objectifs, en plus de présenter les principales informations et les mesures à prendre aux intervenants de l'ensemble de la société canadienne afin de faire de ces objectifs une réalité.

La proposition de valeur unique du *Tableau de bord national* de l'Initiative du Siècle est son accent sur les progrès réalisés par le Canada en vue de bien croître, c'est-à-dire de veiller à ce que la croissance démographique soit durable et à ce que les bénéfices de cette croissance soient partagés par tous ceux qui considèrent (ou considéreront) le Canada comme leur pays.



## Méthode d'évaluation : Tendances

### En tête de file

Pour cet indicateur, le Canada fait bonne figure : soit il se classe parmi les meilleurs pays, soit il a atteint ses propres objectifs.

### En bonne voie

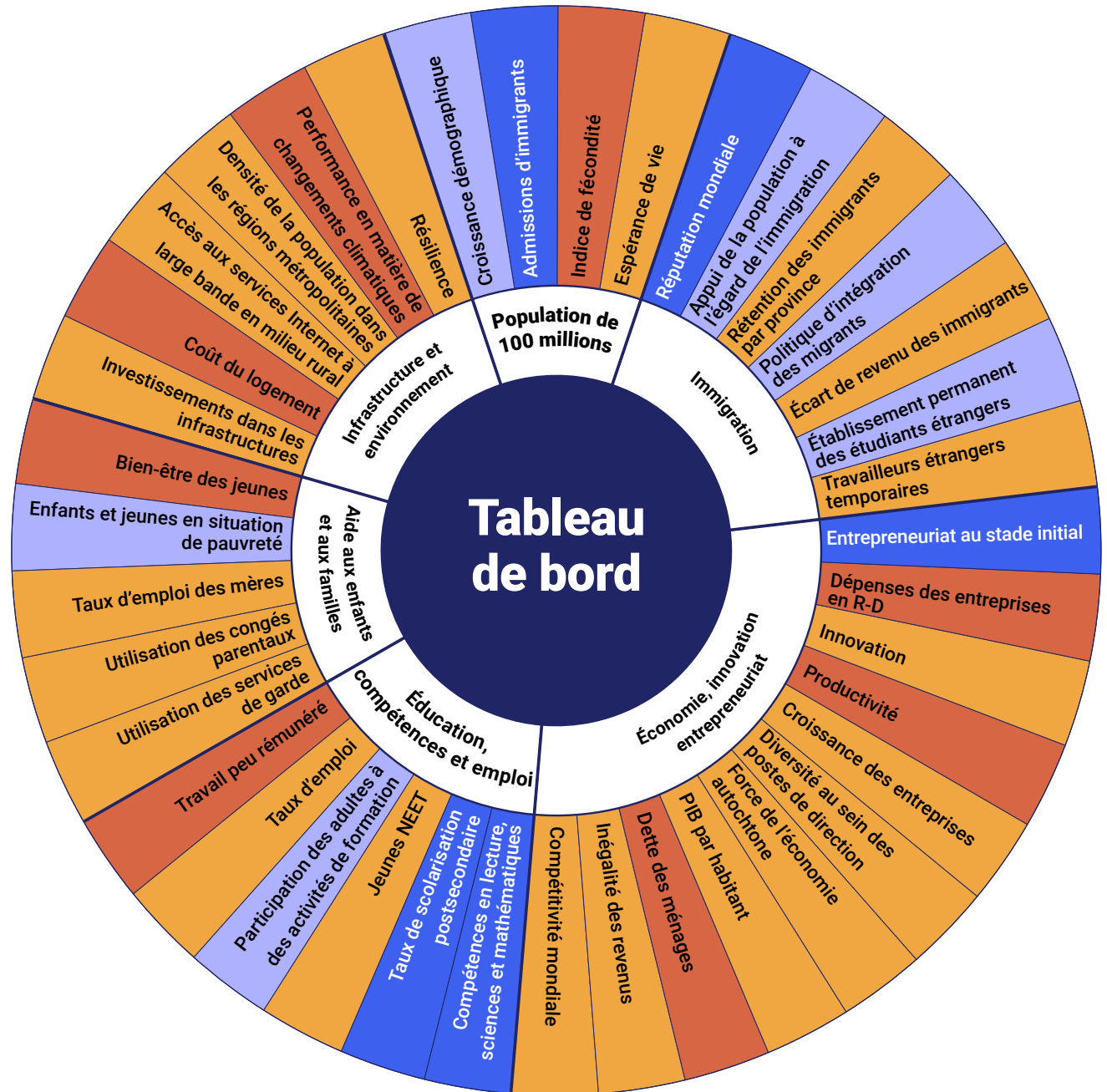
Le Canada a atteint la cible associée à l'indicateur ou est en passe de l'atteindre à courte échéance.

### À améliorer

Le Canada n'a pas atteint la cible associée à l'indicateur, mais pourrait encore y parvenir dans les prochaines années moyennant une intervention et du soutien.

### En retard

Le Canada a pris du retard par rapport à des pays comparables ou n'a pas atteint la cible associée à l'indicateur et devra déployer des efforts énormes pour l'atteindre dans les prochaines années.



## Comment ça fonctionne

Il s'agit de la troisième édition du *Tableau de bord national des objectifs de croissance et de prospérité du Canada* de l'Initiative du Siècle, portant sur les facteurs qui contribuent à la croissance responsable de la population. À l'aide de données provenant de diverses sources, dont l'OCDE et Statistique Canada, le *Tableau de bord* évalue 39 indicateurs regroupés en six domaines d'intervention. Les six domaines d'intervention sont les suivants :

- | Population de 100 millions d'habitants
- | Immigration
- | Économie, innovation et entrepreneuriat
- | Éducation, compétences et emploi
- | Aide aux enfants et aux familles
- | Infrastructure et environnement

Chacun des 39 indicateurs est évalué pour déterminer si le Canada est en tête de file, en bonne voie d'atteindre ses objectifs, si des améliorations sont nécessaires ou si le pays est en retard. Bien qu'il y ait de nombreuses façons de mesurer les progrès, l'approche adoptée dans le *Tableau de bord national* est axée sur l'évaluation du rendement du Canada par rapport à des pays semblables ou par rapport aux objectifs établis à l'échelle nationale à l'aide de données fiables (voir **l'annexe B** pour de plus amples renseignements sur la sélection et l'interprétation des données). Ces indicateurs sont profondément interconnectés, couvrant de nombreux secteurs et domaines de politiques et de pratique habituellement cloisonnés. Ensemble, ils dressent un portrait puissant, évaluant le travail de base à accomplir pour assurer la prospérité économique et sociale du Canada.

Le *Tableau de bord national* a été conçu pour aider les principaux acteurs des secteurs public, privé et des organismes sans but lucratif à discuter et à déterminer les facteurs qui permettront au Canada de bien croître. L'Initiative du Siècle encourage tout le monde à utiliser le *Tableau de bord* comme outil commun pour favoriser des changements systémiques.

## Faits importants

La position du Canada dans le monde est enviable à bien des égards. Le Canada est une société multiculturelle en pleine croissance qui jouit d'une réputation mondiale à titre de destination pour travailler, étudier et vivre. L'ouverture et l'engagement du pays à l'égard de l'immigration depuis plusieurs décennies ont produit des dividendes sur le plan de la croissance économique, de la connectivité mondiale et de la vitalité culturelle. Les Canadiens et les nouveaux arrivants, tout comme l'économie canadienne, bénéficient de systèmes d'éducation publique robustes et le pays s'efforce d'étendre ce succès à ses plus jeunes apprenants grâce à l'éducation préscolaire et à la garde des jeunes enfants. Cependant, il y a plusieurs domaines importants, notamment l'infrastructure, l'innovation et la performance climatique, où le Canada a besoin d'attention ou prend du retard, ce qui menace la qualité de vie, le niveau de vie et la place du Canada sur la scène internationale au cours des prochaines décennies.

Les informations clés suivantes sont tirées du *Tableau de bord 2023* :

### Pour la première fois, l'Initiative du Siècle a déterminé que le Canada est en voie d'atteindre l'objectif de 100 millions de Canadiens d'ici 2100.

1. L'objectif ambitieux de calibre mondial du Canada en ce qui a trait à ses plans de niveaux d'immigration et l'appui de la population à l'égard de l'immigration ont joué un rôle important dans la croissance de la population canadienne. Toutefois, les retards administratifs, l'augmentation du coût de la vie, le coût du logement et la concurrence mondiale pour attirer les talents menacent la capacité du Canada d'attirer et de retenir les nouveaux arrivants.
2. Le soutien continu envers des niveaux d'immigration ambitieux, ainsi que le bien-être des immigrants, dépendent de l'intégration réussie des immigrants, peu importe leur catégorie d'immigration. Le Canada a un bon cadre stratégique pour l'intégration et il est remarquable que les enfants d'immigrants économiques gagnent plus que leurs pairs. Cependant, la reconnaissance de l'expérience professionnelle et des titres de compétence des immigrants continue d'accuser du retard, ce qui prive les immigrants d'un accès équitable aux occasions d'emploi et prive le marché du travail des compétences et des talents des immigrants.
3. Une immigration accrue doit coïncider avec d'importants changements de politiques et de systèmes pour combler les écarts en matière de possibilités d'éducation, d'emploi et d'infrastructure que connaissent fréquemment les peuples autochtones. Ces politiques doivent être élaborées conjointement avec les peuples autochtones.

**Les investissements dans les infrastructures ont diminué au cours des dernières années et stagnent dans l'ensemble. Le logement devient de plus en plus inabordable pour les jeunes Canadiens. En même temps, les changements climatiques touchent déjà les foyers de nombreux Canadiens en raison de phénomènes météorologiques extrêmes.**

4. Pour construire un Canada plus grand et plus audacieux, il faut investir dans les infrastructures comme le logement abordable, la large bande, les routes, les ponts, l'eau, les eaux usées et le transport en commun. Sans investissements planifiés et stratégiques dans les infrastructures, la croissance démographique mettra à rude épreuve notre économie, notre qualité de vie et notre bien-être. Les plus hauts ordres de gouvernement qui disposent d'une plus grande capacité budgétaire doivent aider les villes et les collectivités à relever les défis.
5. L'accroissement de la population canadienne exige des réductions d'émissions ambitieuses et des investissements dans les infrastructures essentielles d'adaptation aux changements climatiques afin d'atténuer les répercussions des incendies, des inondations et d'autres événements liés au climat.
6. Une densité urbaine bien planifiée est essentielle pour suivre l'accroissement de la population du Canada de manière à répondre aux enjeux d'abordabilité du logement, d'accès aux services, des résultats en matière de santé, de qualité de vie et de durabilité environnementale. De plus, les

petits et moyens centres du Canada ont besoin d'investissements dans les infrastructures telles que le transport en commun, ainsi que de meilleurs liens avec les grands centres urbains pour soutenir la prospérité de leurs collectivités et leur croissance démographique.

**Pour être un moteur d'innovation, d'entrepreneuriat et de talent, le Canada doit bâtir une économie de pointe du 21<sup>e</sup> siècle.**

7. Le Canada connaît des développements économiques positifs, y compris une croissance de l'activité d'entrepreneuriat de stade initial et un nombre croissant d'entreprises « licornes » capables de prendre de l'expansion. Toutefois, le pays fait face à des défis importants, notamment un faible investissement des entreprises dans la R-D et une faible croissance de la productivité. L'incertitude économique persistante pourrait miner le solide appui de la population à l'égard de l'immigration.
8. Les Canadiens doivent acquérir aujourd'hui les compétences dont l'économie de demain aura besoin pour que le Canada soit concurrentiel et prospère. Bien que les systèmes d'éducation du Canada demeurent parmi les meilleurs au monde, le soutien à l'apprentissage continu pourrait être amélioré grâce à des investissements dans le renforcement des compétences, la formation et les services d'orientation professionnelle. Les secteurs public et privé doivent encore déployer des efforts pour combler les lacunes et réduire les inégalités sur le plan des chances.

9. Les aides financières temporaires pendant la pandémie ont empêché un grand nombre de Canadiens de sombrer dans la pauvreté, mais ces améliorations n'ont pas eu un effet persistant. Aujourd'hui, le coût de la vie et la dette des ménages augmentent, ce qui nuit au bien-être des Canadiens et cause des difficultés à ceux qui sont nouvellement arrivés.
10. Un système pancanadien d'éducation préscolaire et de garde des jeunes enfants commence à être mis en œuvre et certains signes indiquent qu'il pourrait déjà améliorer le soutien aux mères de jeunes enfants pour l'accès à l'emploi. L'engagement de tous les ordres de gouvernement au fil de multiples cycles électoraux sera essentiel à la réussite de la mise en œuvre du système, ce qui aura un effet positif sur les enfants, les familles et l'économie.

Le Canada peut tirer parti de ses bases solides. Grâce à la réflexion et à la planification à long terme, l'amélioration du rendement des 39 indicateurs du *Tableau de bord national* peut aider le Canada à croître pendant de nombreuses années.



# Introduction

Il s'agit de la troisième édition du *Tableau de bord* annuel des objectifs de croissance et de prospérité du Canada de l'Initiative du Siècle. Le *Tableau de bord* évalue 39 indicateurs dans six domaines d'intervention jugés essentiels pour que le Canada atteigne la prospérité économique et sociale à long terme, à savoir : 1) population de 100 millions d'habitants, 2) immigration, 3) économie, innovation et entrepreneuriat, 4) éducation, compétences et emploi, 5) aide aux enfants et aux familles et 6) infrastructures et environnement.

## LE TABLEAU DE BORD INTÈGRE LES OBJECTIFS SUIVANTS :

- | Établir une nouvelle vision économique et sociale audacieuse pour le pays.
- | Déterminer les indicateurs clés de la croissance économique et de la prospérité du Canada.
- | Sensibiliser la société civile, les principaux leaders d'opinion et le public intéressé aux importants enjeux qui ont une incidence sur l'avenir du Canada.
- | Fournir aux décideurs canadiens un outil pour suivre les progrès du Canada à l'égard de chaque indicateur.
- | Orienter les activités de recherche, d'information et de ralliement de l'Initiative du Siècle.
- | Guider l'élaboration des politiques et des pratiques.

Tant au Canada qu'à l'étranger, il existe de nombreux tableaux de bord, bilans et autres outils d'évaluation qui examinent les progrès économiques, sociaux et environnementaux dans de multiples domaines. La proposition de valeur unique du *Tableau de bord national* de l'Initiative du siècle est son accent sur les progrès réalisés par le Canada en vue de bien croître, c'est-à-dire de veiller à ce que le Canada dispose de l'infrastructure physique et sociale nécessaire pour soutenir une population croissante.

De cette façon, les collectivités peuvent s'adapter à la croissance et aider à faire en sorte que les bénéfices de cette croissance soient partagés par tous ceux qui considèrent (ou considéreront) le Canada comme leur pays.

À mesure que le travail de l'Initiative du Siècle avance, le *Tableau de bord* rend compte des progrès accomplis et indique la manière dont nous devons appliquer la réflexion et la planification à long terme pour permettre au Canada de continuer à progresser. L'Initiative du Siècle encourage tous les intervenants à utiliser le *Tableau de bord national* comme outil commun pour favoriser des changements systémiques.

## Comment utiliser le Tableau de bord

Tous les Canadiens devraient participer à la construction d'un avenir meilleur, plus prospère, plus inclusif et plus durable.

L'Initiative du Siècle rend le *Tableau de bord national* public et accessible afin que plus de gens puissent se joindre à la conversation. Le *Tableau de bord* de l'Initiative du Siècle a été conçu pour être utilisé de manière collaborative par différents intervenants et secteurs et ainsi que l'ensemble des Canadiens :

**LES GOUVERNEMENTS** peuvent utiliser le *Tableau de bord* pour évaluer dans quels domaines le Canada affiche une bonne performance ou accuse du retard, ainsi que pour déterminer les domaines prioritaires où des changements de politiques publiques et des investissements sont nécessaires. Ils peuvent le citer lorsqu'ils communiquent avec le public au sujet de la nécessité d'agir dans les domaines prioritaires et des risques liés au maintien du statu quo.

**LE MILIEU DES AFFAIRES** peut utiliser le *Tableau de bord* pour connaître les défis et les interconnexions entre des domaines clés comme l'éducation, la formation, les infrastructures, le climat et l'immigration. Ces connaissances peuvent permettre aux entreprises d'être des chefs de file en améliorant leurs pratiques commerciales et en préconisant des changements de politiques qui amélioreront le contexte d'investissement du Canada et la position du pays sur la scène internationale.

**LES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF ET LES SYNDICATS** peuvent utiliser le *Tableau de bord* pour mobiliser les partenaires communautaires, les donateurs et les parties prenantes autour d'actions locales et nationales susceptibles d'influencer le bien-être social et économique et de renforcer la capacité du Canada à bâtir un pays fondé sur la durabilité et une prospérité commune.

**LE MILIEU UNIVERSITAIRE** peut utiliser le *Tableau de bord* pour déterminer les domaines de recherche qui sont prioritaires pour approfondir la compréhension des principaux défis liés à la prospérité future du Canada. Il peut également s'en servir pour mobiliser les recherches existantes qui proposent des solutions aux défis qui y sont relevés

**TOUS LES CANADIENS** peuvent utiliser le *Tableau de bord* et ses indicateurs pour comprendre le rôle que peut jouer la croissance démographique du Canada dans l'établissement d'une prospérité durable qui profite à tous à long terme.

## Comment lire le Tableau de bord

### ÉVALUATION DES INDICATEURS

Chaque indicateur est assorti d'une cible déterminant les résultats attendus par rapport à d'autres pays, aux objectifs définis à l'échelle nationale ou à la tendance dans laquelle le Canada s'est engagé ces dernières années. Les cibles associées à chaque indicateur servent à évaluer les progrès accomplis, sur la base des critères définis à la section « Méthode d'évaluation » du sommaire. Chaque indicateur est accompagné d'une analyse qui est présentée à la suite des tableaux. Cette analyse peut comprendre d'autres éléments pertinents sur l'indicateur, comme l'exploration des expériences de certains groupes de la population, comme les femmes, les Autochtones, les Noirs, les groupes racialisés et les immigrants.

### CHOIX DES INDICATEURS ET ÉTABLISSEMENT DES CIBLES

Le Tableau de bord national est conçu pour servir de baromètre à long terme et offrir une valeur de suivi qui s'approfondira au fil du temps. Tous les indicateurs de la deuxième édition du Tableau de bord national ont été repris dans cette troisième édition. Les sources de données de certains indicateurs ont changé pour tenir compte des limites des données, des améliorations apportées aux données ou pour attirer l'attention sur de nouvelles avenues liées à l'indicateur. Un nouvel indicateur a été ajouté cette année pour évaluer le rôle des travailleurs étrangers temporaires sur le marché du travail.

Chacun des indicateurs du Tableau de bord a été obtenu à partir d'une série de données provenant de sources publiques, comme Statistique Canada et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ainsi que de sources privées. Pour certains indicateurs, les hypothèses et les méthodologies sous-jacentes sont publiques et peuvent faire l'objet de vérifications plus approfondies que d'autres indicateurs. Dans certains cas, l'Initiative du Siècle a choisi des indicateurs qui servent à analyser un grand nombre d'enjeux liés à des questions complexes. Par exemple, l'indicateur relatif aux investissements dans les infrastructures nous renseigne aussi sur l'état des infrastructures. Dans ces cas, l'analyse dresse un portrait plus détaillé de l'enjeu.

[L'annexe A](#) décrit en détail les sources utilisées pour les différents indicateurs, et [l'annexe B](#) explique la sélection des données et leur interprétation.



# Atteindre une population de 100 millions d'habitants

## Vue d'ensemble

La réussite à long terme du Canada dépend de la capacité du pays d'accroître sa population tout en assurant une bonne croissance, c'est-à-dire en fournissant l'infrastructure nécessaire et en aidant tous les Canadiens à participer pleinement à l'édification d'une économie croissante et d'une société dynamique, tout en en profitant pleinement.

Si la croissance démographique ne se maintient pas à un niveau élevé, le Canada pourrait se retrouver dans une situation où il n'a ni les ressources humaines ni les moyens économiques pour soutenir une qualité de vie élevée et faire progresser les ambitions sociales, environnementales et économiques du pays. Au cours de la dernière année, de grands progrès ont été réalisés en vue d'atteindre l'objectif de 100 millions d'habitants d'ici 2100. Cela se manifeste par des décisions stratégiques ambitieuses. Les niveaux élevés d'immigration ont été la principale composante de la croissance démographique récente. Cependant, il y a de véritables défis à relever dans le système d'immigration, notamment les retards administratifs.



## ATTEINDRE UNE POPULATION DE 100 MILLIONS D'HABITANTS

---

### En bref

- | Le Canada a connu une forte **croissance démographique** au lendemain de la pandémie
- | Le Canada a connu une croissance importante du **nombre d'immigrants admis**
- | L'**indice de fécondité** du Canada demeure faible
- | La pandémie a eu un effet négatif sur l'**espérance de vie** au Canada

# Le Canada a connu une forte **croissance démographique** au lendemain de la pandémie



Amélioration de la situation pour cet indicateur (était **À améliorer** dans le Tableau de bord national 2022).



## Pertinence

La prospérité à long terme du Canada dépendra de sa capacité à assurer une forte croissance démographique tout en bâtissant les infrastructures physiques, numériques et sociales nécessaires pour soutenir cette croissance.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada affiche un taux annuel de croissance démographique moyen de **1,14 % pour les 10 dernières années**, et de **1,27 % pour les 5 dernières années**.



## Cibel

Une **croissance démographique annuelle entre 1,25 % et 1,30 %** au cours de la prochaine décennie.



## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Les taux de croissance de la population ont rebondi considérablement après les creux observés pendant la pandémie. Au début de 2022, la croissance a atteint un sommet record depuis plusieurs décennies, en grande partie en raison de l'augmentation de l'immigration. Le taux de croissance démographique moyen du Canada au cours des cinq dernières années se situe dans la fourchette cible. Il faudra maintenir une forte croissance dans les années à venir, parallèlement aux efforts visant à faire en sorte que le Canada croisse bien et ait la capacité de soutenir une population plus nombreuse pour prospérer. La population autochtone croît à un rythme plus rapide que la population canadienne en général et représente une proportion de plus en plus importante de l'accroissement de la population en âge de travailler. Amélioration de la situation pour cet indicateur.

Remarque : La cible est établie en fonction d'un modèle de population élaboré par le Conference Board du Canada.

## Analyse

Le Canada a connu une croissance démographique record en 2021-2022, enregistrant une augmentation de 703 404 personnes. Le taux de croissance démographique de 1,8 % en 2021-2022 est le plus élevé au Canada depuis plus de 50 ans, soit depuis la fin du baby-boom. L'immigration a été le principal facteur de la croissance démographique, représentant 94 % de la croissance. Le Canada atlantique a connu des taux de croissance démographique beaucoup plus élevés, particulièrement à l'Île-du-Prince-Édouard (3,5 %), en Nouvelle-Écosse (2,8 %) et au Nouveau-Brunswick (2,7 %), les niveaux les plus élevés depuis la confédération.<sup>2</sup>

La population autochtone du Canada croît à un rythme plus rapide que le reste du Canada. Bien qu'elle n'ait pas connu une croissance aussi rapide qu'au cours des quatre années précédentes, la population autochtone a augmenté de 9,4 % entre 2016 et 2021, comparativement à 5,3 % pour la population non autochtone au cours de la même période.<sup>3</sup> D'ici 2041, on prévoit que la population autochtone au Canada pourrait atteindre entre 2,5 et 3,2 millions de personnes.<sup>4</sup> Comme l'indique la Stratégie Économique Nationale pour les Autochtones au Canada 2022, les « peuples autochtones constituent la base principale ou croissante de la population dans de nombreuses régions du Canada ».<sup>5</sup>

Le taux de croissance démographique du Canada est également le plus élevé parmi les pays du G7, avec un taux de croissance deux fois plus élevé que celui de ses pairs entre 2016 et 2021.<sup>6</sup> Selon les projections de Statistique Canada, la population totale du Canada pourrait augmenter de 42,9 à 52,5 millions d'ici 2043, et de 45 à 74 millions d'ici 2068.<sup>7</sup> Le scénario de forte croissance dépasse les niveaux nécessaires pour atteindre 100 millions de Canadiens d'ici 2100, selon un modèle démographique élaboré pour l'Initiative du Siècle par le Conference Board du Canada.<sup>8</sup>



# Le Canada a connu une croissance importante du *nombre d'immigrants admis*



Amélioration de la situation pour cet indicateur (était **En bonne voie** dans le Tableau de bord national 2022).



## Pertinence

L'immigration est un facteur clé de l'accroissement démographique du Canada et est essentielle à la prospérité économique à long terme, à la diversité, à la résilience et à l'influence mondiale du Canada.



## Situation actuelle au Canada

En 2020-2021, **492 984 immigrants** ont été admis au Canada. L'immigration annuelle représentait en moyenne **0,86 % de la population canadienne au cours des cinq dernières années.**



## Cibler

Des admissions d'immigrants dans une fourchette cible de **1,15 % à 1,25 % de la population par année** au cours des dix prochaines années.



## Tendances pour le Canada

Les admissions d'immigrants ont augmenté considérablement en 2021-2022, un rebond après des baisses attribuables à la pandémie. En 2021-2022, les nouveaux immigrants représentaient 1,29 % de la population. Bien que ce chiffre dépasse la fourchette cible et les cibles du gouvernement fédéral, les niveaux d'immigration des années précédentes ont fait passer la moyenne sur cinq ans en deçà de la fourchette cible. Il faudra une immigration soutenue dans la fourchette cible pour rester sur la bonne voie. Le gouvernement a dû composer avec des niveaux d'admission plus élevés et d'importants retards dans le traitement des demandes, ce qui présente des risques pour la poursuite des progrès.

En tête de file

Remarque : La cible est établie en fonction d'un modèle de population élaboré par le Conference Board du Canada.

## Analyse

L'immigration est le facteur le plus important de la croissance démographique du Canada. Les nouveaux arrivants sont répartis selon trois grandes catégories : immigrants économiques, immigrants parrainés par la famille et réfugiés ou personnes protégées. En 2021, les immigrants (actuels et anciens) représentaient la plus grande part de la population canadienne en plus de 150 ans, soit 23 %.<sup>9</sup> L'immigration a augmenté considérablement en 2021-2022, le Canada ayant plus que doublé le nombre de nouveaux immigrants par rapport à 2020-2021.<sup>10</sup> À la fin de 2022, les admissions d'immigrants dépassaient les niveaux prévus dans le Plan des niveaux d'immigration du gouvernement fédéral pour 2022.<sup>11</sup> Au cours des trois prochaines années, les niveaux annuels d'admission d'immigrants, s'ils correspondent au plus récent Plan des niveaux d'immigration du gouvernement fédéral (465 000 en 2023, 485 000 en 2024 et 500 000 en 2025)<sup>12</sup>, placeront le Canada en bonne voie d'atteindre ou de dépasser l'objectif de 100 millions de Canadiens en 2100. Dans les années à venir, le Canada pourrait

atteindre une croissance démographique suffisante pour atteindre l'objectif même en enregistrant des augmentations annuelles plus faibles de la proportion de nouveaux immigrants au sein de la population. Le nombre d'admissions d'immigrants comprend les personnes qui sont déjà au pays et qui font la transition vers la résidence permanente ainsi que ceux qui arrivent au Canada à titre de résidents permanents. Il n'inclut pas les nouveaux arrivants ayant un statut temporaire, comme les travailleurs ou les étudiants.

Bien que l'augmentation importante du nombre d'admissions soit une évolution positive, des défis persistent dans le système d'immigration du Canada. En décembre 2022, le Canada comptait 2,2 millions de demandes dans les inventaires d'IRCC (pour la résidence temporaire, la résidence permanente et la citoyenneté), dont 1,09 million dépassait les délais de traitement normaux. Il s'agit d'une amélioration par rapport en septembre, alors qu'il y avait 2,6 millions de demandes en attente de traitement. Des niveaux

élevés de traitement des demandes, appuyés par les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour éliminer les problèmes d'efficacité organisationnelle, comme dans l'embauche de nouveaux employés et l'augmentation de la numérisation des demandes, ont permis de réaliser des progrès. Bien qu'il s'agisse d'un signe positif, les retards persistent.<sup>13</sup> Le Conseil canadien des affaires a qualifié ce retard de « crise nationale », craignant qu'il n'exacerbe pas les difficultés en raison du resserrement du marché du travail.<sup>14</sup> Ces retards ont fait en sorte que certains nouveaux arrivants qui sont arrivés au Canada avec un statut temporaire ont quitté le pays parce que leur permis de travail était arrivé à échéance et qu'ils n'avaient pas été en mesure de faire la transition vers le statut de résident permanent à temps. Le gouvernement a modifié son approche pour inviter les titulaires de permis de travail à devenir résidents permanents à plusieurs occasions pendant la pandémie afin de réduire les retards. Les changements apportés à l'approche et aux critères ont causé un mécontentement chez certains demandeurs.<sup>15</sup>



# L'indice de fécondité du Canada demeure faible



## Pertinence

Les naissances sont un facteur clé de la croissance démographique. Des politiques robustes visant à soutenir les enfants et les familles pourraient avoir une incidence modérée sur l'indice de fécondité en appuyant les choix des Canadiens quant à la taille des familles, tout en favorisant des avantages sociaux et économiques importants.



## Situation actuelle au Canada

Un indice de fécondité de **1,43 enfant par femme** en 2021.



## Cibler

Un indice de fécondité accru pour atteindre la moyenne actuelle de l'OCDE de **1,6 enfant par femme** au cours de la prochaine décennie.



## Tendances pour le Canada

En retard

L'indice de fécondité au Canada a légèrement augmenté en 2021 comparativement à l'année précédente, alors qu'il avait atteint un creux historique pendant la pandémie. Les indices de fécondité sont en baisse constante au Canada depuis plus de dix ans et sont bien en deçà de la moyenne de l'OCDE.

## Analyse

Les indices de fécondité au Canada sont généralement en baisse depuis plus d'une décennie. Ces indices sont inférieurs au seuil de remplacement de la population (2,1 enfants par femme) depuis les années 1970.<sup>16</sup> En 2021, l'indice de fécondité au Canada était de 1,43 enfant par femme, pour un total de 367 684 naissances, une légère augmentation par rapport à l'année précédente, alors que les indices de fécondité atteignaient un creux record. Les taux étaient les plus élevés au Nunavut (2,56) et les plus faibles en Nouvelle-Écosse (1,11) en 2021.<sup>17</sup> L'indice de fécondité chez les Autochtones est historiquement plus élevé que celui de la population non autochtone au Canada.<sup>18</sup>

La pandémie a eu un effet négatif sur les intentions des Canadiens d'avoir des enfants. Des facteurs sociaux et économiques liés à la pandémie comme la fermeture d'écoles et de garderies, des pertes d'emploi et une situation financière précaire ont peut-être amené certains Canadiens à retarder l'agrandissement de leur famille.<sup>19</sup> Selon une enquête menée en 2021, 24 % des personnes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré que la pandémie avait changé leurs intentions d'avoir des enfants et 19 % ont déclaré qu'elle les avait incitées à avoir moins d'enfants que prévu initialement ou à retarder l'agrandissement de leur famille. Les personnes racialisées ont déclaré être plus susceptibles d'avoir moins d'enfants ou d'avoir des enfants plus tard dans la vie (25 %) que les personnes non racialisées (17 %).<sup>20</sup>

L'indice de fécondité du Canada est également faible par rapport à des pays comparables.<sup>21</sup> Si l'indice de fécondité continue de diminuer et atteint un niveau de 1,3 enfant par femme ou moins, le Canada pourrait se retrouver parmi les pays dont l'indice de fécondité figure parmi les plus faibles. L'indice de fécondité peut être associé à des répercussions sur le marché du travail, les systèmes de santé publique et les systèmes de pension.<sup>22</sup>

# La pandémie a eu un effet négatif sur l'espérance de vie au Canada

## Pertinence

L'espérance de vie a une incidence sur la taille de la population et est étroitement liée au niveau de vie, à la qualité de vie et aux résultats en matière de santé, qui sont des éléments importants de la croissance à long terme.

## Situation actuelle au Canada

En 2020, le Canada arrivait en **16<sup>e</sup> place parmi 37 pays de l'OCDE** sur la question de l'espérance de vie.

En 2020, l'espérance de vie au Canada s'élevait à **81,7 ans**.

## Cible

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'OCDE en ce qui a trait à l'espérance de vie.

Seuil : La Suède et l'Espagne ont été à égalité au dixième rang des pays de l'OCDE en 2020, avec une espérance de vie de **82,4 ans**.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

L'espérance de vie au Canada a diminué en 2020 par rapport à l'année précédente, et la pandémie a eu des répercussions négatives importantes sur celle-ci. L'espérance de vie avait augmenté avant la pandémie. Les Canadiens à faible revenu, les Autochtones et les autres groupes confrontés à des obstacles systémiques ont souvent une plus courte espérance de vie.

## Analyse

L'espérance de vie au Canada a diminué au début de la pandémie, diminuant de plus de six mois (0,6 an) par rapport à l'année précédente, passant ainsi de 82,3 ans en 2019 à 81,7 ans en 2020. L'espérance de vie était plus élevée chez les femmes (84 ans) que chez les hommes (79,5 ans).<sup>23</sup> Ce recul représente la plus importante baisse observée au Canada depuis qu'il a commencé à suivre cet indicateur en 1921 et une inversion de la tendance précédente, alors que l'espérance de vie était en augmentation constante au cours des années précédentes.<sup>24</sup> Toutefois, la diminution de l'espérance de vie au Canada n'a pas été aussi marquée que dans certains pays comparables, et son niveau demeure plus élevé que la moyenne de l'OCDE.<sup>25</sup>

La COVID-19 était la troisième cause de décès au Canada en 2020, représentant 5,3 % des décès, derrière le cancer (26,4 %) et les maladies cardiaques (17,5 %). La pandémie pourrait avoir eu des répercussions indirectes ayant entraîné des taux de mortalité plus élevés, comme des retards dans les actes médicaux et des méfaits associés aux substances.<sup>26</sup> Le taux de mortalité des Canadiens âgés de 25 à 39 ans a atteint son plus haut niveau en 20 ans en raison de facteurs comme l'augmentation des décès associés à la consommation de substances.<sup>27</sup>

Les taux de mortalité étaient beaucoup plus élevés dans les régions à faible revenu; les personnes vivant dans ces régions étaient 1,7 fois plus susceptibles de mourir en raison de la COVID-19.<sup>28</sup> Avant la pandémie, l'espérance de vie des Autochtones était de près de dix ans plus courte en raison des inégalités en matière de santé. Il semble que la pandémie a aggravé ces inégalités.<sup>29</sup>



# Immigration

## Vue d'ensemble

L'immigration est le moyen le plus fiable pour le Canada d'accroître sa population. L'augmentation constante des niveaux d'immigration peut soutenir la prospérité à long terme du Canada, son influence sur la scène internationale et la qualité de vie de ses habitants, maintenant et dans les années à venir.

---

Pour y arriver, les immigrants doivent être intégrés et soutenus de manière efficace. En 2021-2022, le nombre de nouveaux résidents permanents admis au Canada a connu une augmentation importante en raison des nouvelles politiques fédérales conçues pour faire face au recul de l'immigration pendant la pandémie.

En 2022, le Canada a également accéléré le processus de demande de résidence temporaire pour les personnes qui fuyaient la guerre en Ukraine, dont bon nombre feront la transition vers la résidence permanente. Parallèlement à ces développements, l'appui du public pour des niveaux élevés d'immigration a augmenté. Cependant, le système d'immigration canadien présente des défis systémiques. Parmi ceux-ci, on peut compter notamment des processus administratifs inefficaces qui nuisent à la compétitivité mondiale du Canada pour l'acquisition de talents, le manque de reconnaissance des compétences et de l'expérience des immigrants ou encore des défis d'intégration, comme l'accès au logement et le coût de la vie. Ces défis, qui touchent tous les Canadiens, soulignent l'importance de répondre aux besoins en matière de logement et d'infrastructures ainsi qu'aux autres besoins de la population croissante.

Le système de soutien du Canada pour les nouveaux arrivants est principalement axé sur les résidents permanents. Cela a entraîné des écarts pour les nouveaux arrivants ayant un statut temporaire, comme les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants étrangers. Même si l'on compte de plus en plus sur eux pour soutenir l'économie du Canada, les personnes ayant un statut temporaire sont souvent confrontées à la précarité et à des défis dans leur parcours vers la résidence permanente.



## IMMIGRATION

---

### En bref

- | La **réputation mondiale** du Canada figure parmi les meilleures au monde
- | L'**appui du public à l'égard de l'immigration** continue d'augmenter chez les Canadiens
- | La **rétenion des immigrants par province** s'est améliorée, mais des écarts demeurent à l'échelle du pays
- | Le Canada dispose d'un système complet de **politiques d'intégration des migrants**
- | Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'**écart de revenu des immigrants**, mais il reste des défis à relever
- | Les récents changements dans les politiques ont stimulé une croissance importante dans l'**établissement permanent des étudiants étrangers**
- | Le Canada compte de plus en plus sur les **travailleurs étrangers temporaires** depuis quelques années

# La *réputation mondiale* du Canada figure parmi les meilleures au monde



## Pertinence

Une solide réputation mondiale peut aider à attirer des immigrants talentueux au Canada, à soutenir les investissements et à renforcer l'influence du pays sur la scène internationale.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait au **troisième rang** du Nation Brand Index 2021.



## Cibel

Figurer parmi les **5 pays en tête** du Nation Brand Index.



## Tendances pour le Canada

En tête de file

Le Canada figure constamment parmi les pays ayant une marque nationale forte. Bien que le Canada ait perdu du terrain par rapport à l'année précédente, il conserve un bon classement parmi les pays de comparaison pour ce qui est des principaux facteurs liés à la réputation, comme les perceptions sur la qualité de vie. Toutefois, il faudra poursuivre les efforts pour que la marque du Canada demeure forte dans les années à venir.

## Analyse

La marque nationale et la réputation mondiale du Canada demeurent solides. En 2022, le Canada s'est classé au troisième rang du Nation Brand Index 2022 d'Ipsos, derrière l'Allemagne et le Japon. Le Canada a reculé d'une place, passant du deuxième rang en 2021 au troisième rang en 2022, en raison d'un déclin dans le volet de gouvernance de l'indice, qui évalue la compétence perçue du gouvernement et son respect des droits des citoyens.<sup>30</sup> D'autres données issues d'enquête récentes ont révélé que les citoyens de 28 pays croient que le Canada est susceptible d'avoir l'impact le plus positif sur les affaires mondiales au cours de la prochaine décennie, le plaçant en tête de liste.<sup>31</sup>

La réputation du Canada en tant que pays diversifié qui offre des possibilités de réussite à tous contribue à renforcer le commerce et l'investissement tout

en favorisant une croissance inclusive.<sup>32</sup> Les villes canadiennes ont également aidé le pays à bâtir sa réputation. Calgary, Vancouver et Toronto figurent parmi les dix villes les plus agréables à habiter dans le monde, ce qui montre que le niveau de vie au Canada est généralement élevé.<sup>33</sup> Cependant, la qualité de vie dans ces villes est compromise par des problèmes d'abordabilité et des niveaux accrus d'inégalité des revenus par rapport au reste du pays.

L'immigration a aidé le Canada à se bâtir une solide réputation à l'échelle mondiale. Le Canada est en tête de tous les autres pays pour ce qui est du volet de l'immigration du Nation Brand Index (consulter **l'annexe A** pour trouver une liste de tous les volets de l'indice).<sup>34</sup> Le Canada est considéré comme un pays sécuritaire et inclusif, ce qui en fait une destination de choix pour les étudiants étrangers.<sup>35</sup>

Cependant, bien que la plupart des Canadiens et des nouveaux arrivants considèrent que le pays offre aux immigrants une bonne qualité de vie, les immigrants sont beaucoup plus susceptibles de déclarer que le Canada est moins accueillant qu'il y a 10 ans et sont aussi plus susceptibles de déclarer que la hausse du coût de la vie diminue la probabilité qu'ils restent au Canada.<sup>36</sup> Ces perceptions chez les immigrants peuvent nuire à l'image de marque du Canada et à la capacité du Canada d'attirer et de retenir de nouveaux arrivants à l'avenir. Il est essentiel de relever ces défis pour réussir à attirer des talents internationaux, car la compétitivité mondiale pour l'acquisition de talents s'intensifie.<sup>37</sup>



# L'appui du public à l'égard de l'immigration continue d'augmenter chez les Canadiens

## Pertinence

L'appui de la population à l'égard de l'immigration est une condition essentielle pour que le Canada attire et retienne efficacement les immigrants et augmente stratégiquement ses niveaux d'immigration au fil du temps.

## Situation actuelle au Canada

En 2022, **69 %** des Canadiens n'étaient pas d'accord pour dire qu'il y avait trop d'immigrants au Canada.

## Cibél

Tendance vers un **soutien accru** des niveaux d'immigration à travers le pays.

## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le nombre de Canadiens rejetant l'opinion selon laquelle les niveaux d'immigration étaient trop élevés en 2022 a augmenté par rapport à l'année précédente. Cela correspond à l'augmentation du soutien à l'égard de l'immigration au cours des deux dernières décennies. La plupart des Canadiens estiment que l'immigration a un effet positif sur le Canada, même si une minorité importante a diverses préoccupations au sujet des niveaux d'immigration.

## Analyse

L'appui de la population à l'égard de l'immigration au Canada a continué de s'améliorer au cours des dernières années, même dans le contexte de l'incertitude économique et des troubles mondiaux. Ce soutien est également notable, car le Canada a augmenté le nombre de nouveaux immigrants admis. En 2022, selon l'enquête annuelle Focus Canada de l'Environics Institute, 69 % des répondants ont exprimé leur appui à l'égard des niveaux d'immigration, soit la plus grande proportion jamais enregistrée.<sup>38</sup> L'Initiative du Siècle est un partenaire de recherche des récentes éditions de l'enquête, qui suit le soutien à l'égard de l'immigration depuis 1976. Le soutien à l'immigration s'est accru à long terme, et l'attitude du public est devenue plus positive au cours des trois dernières décennies. L'attitude positive

à l'égard de l'immigration reflète les contributions économiques et culturelles des nouveaux arrivants au Canada. L'attitude des Canadiens à l'égard des immigrants est unique parmi de nombreux pays comparables. Cependant, en dépit de cette tendance positive générale, la situation économique a eu historiquement un certain impact sur l'attitude du public à l'égard de l'immigration. Par exemple, il y a eu une diminution du soutien pendant la crise financière et la récession de 2008 à 2010.<sup>39</sup>

Bien que la plupart des Canadiens aient une opinion positive vis-à-vis de l'immigration, une certaine variation persiste en fonction du revenu, du niveau de scolarité et de la province de résidence. Les répondants au sondage ayant des points de

vue négatifs sur l'immigration ont soulevé des préoccupations, notamment que l'immigration représente une menace pour la culture canadienne, qu'elle nuira aux finances publiques ou qu'elle aura un effet négatif sur l'économie.<sup>40</sup> Ce genre de perception souligne l'importance de continuer à faire valoir les avantages de l'immigration tout en répondant aux besoins en matière d'infrastructures, en augmentant l'offre de logements, en améliorant les services publics et en veillant à ce que les avantages de l'immigration soient largement partagés. Même si l'immigration a obtenu un fort appui des Canadiens en 2022, il est essentiel de continuer de surveiller la situation, qui pourrait évoluer en fonction des pressions économiques et sociétales.

# La rétention des immigrants par province s'est améliorée, mais des écarts demeurent à l'échelle du pays

## Pertinence

Pour que toutes les régions du Canada profitent de sa prospérité future, toutes les provinces doivent être en mesure de retenir les immigrants, particulièrement là où le besoin de croissance de la main-d'œuvre est plus important en raison du vieillissement de la population.

## Situation actuelle au Canada

Le taux moyen de rétention des immigrants admis cinq ans plus tôt était de **48,4 %** en 2020 dans les cinq provinces affichant les taux les plus bas.

## Cibel

Un taux de rétention plus uniforme au Canada pour les immigrants admis cinq ans plus tôt, avec un meilleur alignement sur la moyenne actuelle de **65,3 %** chez les provinces affichant les taux les plus bas.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Les taux de rétention à l'échelle nationale sont élevés, mais il y a une grande variabilité dans la rétention à l'échelle provinciale. Un écart notable persiste dans le taux de rétention entre les cinq provinces affichant les taux de rétention les plus bas et le reste des provinces. Néanmoins, des signes positifs ont été constatés récemment, comme une augmentation importante du nombre de nouveaux immigrants dans le Canada atlantique.

## Analyse

Les taux de rétention des immigrants varient encore considérablement d'une province à l'autre. En 2020, il y avait un écart de 34 points de pourcentage dans les taux de rétention moyens entre les provinces affichant les taux de rétention les plus élevés et celles affichant les taux de rétention les plus bas (48,4 % comparativement à 82,2 %). Les provinces affichant les taux de rétention les plus bas étaient : l'Île-du-Prince-Édouard (28 %), Terre-Neuve-et-Labrador (47,8 %), le Nouveau-Brunswick (48 %), la Nouvelle-Écosse (55,2 %) et la Saskatchewan (62,9 %).<sup>41</sup>

Les possibilités d'emploi, les services d'établissement et les liens avec les réseaux sociaux sont parmi les principaux facteurs qui influencent les immigrants dans le choix d'un endroit où s'établir. L'accès au logement, au transport en commun, à la garde d'enfants et à l'éducation sont également des éléments importants à prendre en compte.<sup>42</sup> Une

forte majorité d'immigrants s'établissent dans les régions urbaines du Canada. Cependant, certains indicateurs pourraient suggérer un changement de tendances. Par exemple, en 2021, une proportion croissante d'immigrants se sont établis en dehors des trois plus grandes villes du Canada. De plus, la proportion de nouveaux immigrants qui se sont établis au Canada atlantique a presque triplé au cours des 15 dernières années.<sup>43</sup> De même, en 2022, l'Ontario a enregistré le plus grand déficit migratoire net, un nombre croissant de personnes ayant migré vers d'autres régions du pays, comme l'Alberta et le Canada atlantique. Cela s'inscrivait dans une tendance plus vaste, car le coût du logement a augmenté, et de plus en plus de gens ont travaillé à distance depuis le début de la pandémie.<sup>44</sup>

Le Canada adopte une approche unique pour faire participer les collectivités locales et les provinces

au processus d'immigration. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont pris des mesures qui ont amélioré la rétention des immigrants grâce à des initiatives comme le Programme des candidats des provinces, qui permet aux provinces de sélectionner les nouveaux arrivants. Des demandes ont récemment été présentées au gouvernement fédéral pour augmenter le nombre de nouveaux arrivants qui peuvent être sélectionnés par les provinces dans le cadre du programme.<sup>45</sup> De plus, le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique a contribué à accroître considérablement la rétention des travailleurs qualifiés dans toutes les provinces de l'Atlantique, ce qui a permis au programme de devenir permanent en 2022.<sup>46</sup> D'autres initiatives comme le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord pourraient aussi contribuer à des changements positifs à l'avenir.



# Le Canada dispose d'un système complet de politiques d'intégration des migrants



## Pertinence

L'intégration des immigrants est influencée par les mesures de soutien et les services qui leur sont offerts à leur arrivée. Les politiques d'intégration peuvent influencer sur les attitudes des immigrants, leur sentiment d'appartenance, leur participation au marché du travail et à la société, et leur bien-être général.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait au **quatrième rang** sur 42 pays au Migrant Integration Policy Index de 2020.



## Cibel

Figurer parmi les **5 pays en tête** du Migrant Integration Policy Index.



## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le Canada se classe parmi les pays les plus avancés en matière de systèmes complets de soutien aux immigrants. Les gouvernements du Canada ont fait des investissements importants dans l'intégration. Cependant, il existe des disparités dans le soutien offert aux différents types de nouveaux arrivants au Canada qui ont besoin de soutien à l'intégration, comme les résidents temporaires, et le talent des immigrants n'est pas toujours efficacement exploité.

## Analyse

Les politiques canadiennes d'intégration des immigrants sont considérées comme solides. Bien que le pays ait obtenu de bons résultats dans la plupart des catégories du 2020 Migrant Integration Policy Index, il s'est moins bien illustré sur le plan de la mobilité de la main-d'œuvre, de la santé et de la participation politique.<sup>47</sup> Les services d'intégration sont généralement axés sur les résidents permanents et n'offrent pas de soutien aux travailleurs temporaires ou aux étudiants étrangers, qui sont de plus en plus susceptibles de devenir des résidents permanents et qui ont donc besoin de programmes de soutien pour les aider dans cette voie.

Les dépenses par habitant du Canada pour l'intégration des immigrants sont élevées par rapport à celles d'autres pays. Des études récentes

ont révélé que les immigrants au Canada ont des expériences positives dans l'ensemble, car ils trouvent généralement un emploi et restent au pays à long terme.<sup>48</sup> Cependant, les immigrants ont souvent des emplois qui ne tirent pas pleinement parti de leurs talents et de leurs compétences, ce qui peut avoir un effet négatif sur leur bien-être social et économique, ainsi que sur l'économie canadienne dans son ensemble. Un sondage récent a révélé que seulement 35 % des nouveaux immigrants croient que les immigrants ont des chances équitables sur le marché du travail canadien.<sup>49</sup> De plus, les expériences d'intégration peuvent varier selon la région. Selon un indice récent, le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador affichaient des niveaux

d'intégration élevés, tandis que le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard affichaient des niveaux plus faibles.<sup>50</sup>

La citoyenneté est une autre mesure importante d'intégration et reflète le sentiment d'appartenance des immigrants au Canada. En 2021, plus de six millions de Canadiens avaient immigré au pays et cherché à obtenir la citoyenneté par naturalisation.<sup>51</sup> Toutefois, le taux d'obtention de la citoyenneté chez les immigrants admissibles a diminué au cours de la dernière décennie, passant de 87,8 % en 2011 à 83,1 % en 2021.<sup>52</sup> Les coûts associés à l'obtention de la citoyenneté et les exigences linguistiques sont considérés comme des obstacles à l'obtention de la citoyenneté pour certains immigrants, en particulier ceux qui ont un faible niveau de revenu.<sup>53</sup>

# Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'écart de revenu des immigrants, mais il reste des défis à relever

## Pertinence

L'écart de revenu entre les nouveaux arrivants et l'ensemble des Canadiens est un indicateur de l'intégration des immigrants récents. Il indique si les nouveaux arrivants connaissent du succès économique au Canada et si l'économie tire efficacement parti de leurs talents et de leurs compétences.

## Situation actuelle au Canada

En 2020, on constatait un **écart de 2 730 \$** du revenu d'emploi médian total entre les immigrants admis cinq ans plus tôt et l'ensemble des Canadiens (37 900 \$ comparativement à 40 630 \$).

## Cibler

**Rétrécir l'écart de revenu** entre les immigrants admis cinq ans plus tôt et l'ensemble des Canadiens.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Des progrès notables ont été réalisés en 2019 et en 2020 pour combler l'écart de revenu entre les immigrants cinq ans après leur arrivée par rapport aux années précédentes. Toutefois, les salaires des immigrants demeurent inférieurs à ceux de l'ensemble de la population canadienne, et l'écart est plus grand chez les immigrants arrivés plus récemment. Des écarts demeurent également en fonction du sexe, de la race et de la catégorie d'immigration, et tout indique que la pandémie a accru les inégalités. Les mesures d'aide offertes pendant la pandémie ont contribué à améliorer les revenus en 2020.

## Analyse

Des progrès ont été réalisés récemment pour réduire l'écart de revenu entre les immigrants cinq ans après leur arrivée et l'ensemble des Canadiens. L'écart du revenu total médian était de 2 730 \$ en 2020 (pour la cohorte de 2015), ce qui représente une diminution de l'écart de près de 50 % par rapport à 2019 (pour la cohorte de 2014) et de près de 60 % par rapport à 2018 (pour la cohorte de 2013).<sup>54</sup> L'augmentation du revenu total médian des immigrants en 2020 était en grande partie attribuable aux mesures de soutien associées à la pandémie. Les niveaux de revenu total ont augmenté même à mesure que le revenu d'emploi diminuait.<sup>55</sup> L'écart de revenu total médian a néanmoins commencé à se rétrécir considérablement en 2019, reflétant une proportion croissante d'immigrants économiques dans la cohorte d'immigrants de 2014 ayant des revenus plus

élevés. En particulier, on constate une augmentation du nombre de personnes faisant partie de la catégorie de l'expérience canadienne. Les immigrants qui arrivent par l'entremise de la catégorie de l'expérience canadienne ont de l'expérience de travail au Canada et sont plus susceptibles d'avoir un revenu plus élevé.<sup>56</sup> De plus, les exigences d'évaluation des titres de compétence obtenus à l'étranger qui ont été introduites en 2013 ont été associées à des niveaux d'emploi et de rémunération plus élevés.<sup>57</sup>

Malgré les améliorations récentes, l'écart de revenu demeure. L'écart entre les immigrants et les non-immigrants ayant une situation sociodémographique semblable s'est creusé entre 2000 et 2015, bien que la tendance ait commencé à s'inverser et à s'améliorer à la fin des années 2010.<sup>58</sup> La pandémie a

eu un effet négatif sur les expériences d'emploi des immigrants, en particulier pour ceux qui sont arrivés récemment et qui sont racialisés, car ils étaient plus susceptibles de gagner moins, de perdre des heures de travail ou de devenir chômeurs.<sup>59</sup> L'écart de revenu est généralement plus grand pour les immigrantes racialisées.<sup>60</sup> Les revenus des immigrants qui sont arrivés au Canada pendant l'enfance sont plus comparables à ceux de l'ensemble de la population, une situation attribuable à leur participation au système d'éducation canadienne et à leur maîtrise des langues officielles. Dans une optique multigénérationnelle, les enfants d'immigrants économiques ont un salaire médian plus élevé que l'ensemble des Canadiens après la mi-vingtaine.<sup>61</sup>



# Les récents changements dans les politiques ont stimulé une croissance importante dans l'établissement permanent des étudiants étrangers

## Pertinence

Les étudiants étrangers contribuent grandement à la croissance et à la prospérité. Les étudiants étrangers sont un atout majeur pour augmenter l'immigration permanente afin de répondre aux demandes du marché du travail.

## Situation actuelle au Canada

En 2021, le Canada a admis **157 290 résidents permanents** ayant déjà détenu un permis d'études.

## Cibél

Tendance à **accroître la transition vers la résidence permanente** pour les diplômés étrangers.

## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le nombre de nouveaux résidents permanents ayant déjà détenu un permis d'études a augmenté considérablement en 2021 et a presque quadruplé par rapport à l'année précédente. Cette augmentation importante est principalement attribuable aux changements temporaires apportés aux politiques en raison des perturbations causées par la pandémie. Les étudiants étrangers sont un facteur de plus en plus important pour atteindre les objectifs d'immigration et relever les défis du marché du travail. Bien que certains étudiants étrangers aient vécu des expériences positives, d'autres signalent des défis qu'il faudra relever pour que le Canada conserve une longueur d'avance dans les années à venir.

## Analyse

Le Canada a connu une croissance importante du nombre de nouveaux résidents permanents ayant déjà détenu un permis d'études, passant de 40 915 en 2020 à 157 290 en 2021.<sup>62</sup> Cette croissance massive a été soutenue par une initiative fédérale temporaire qui a facilité la transition des étudiants étrangers vers le statut de résident permanent, conçue pour compenser les pertes d'immigration attribuables à la pandémie. La forte croissance indique que l'on compte de plus en plus sur les étudiants étrangers pour aider à atteindre les objectifs d'immigration et à relever les défis du marché du travail.<sup>63</sup> En 2022, le gouvernement fédéral a annoncé l'élimination temporaire des limites au nombre d'heures que les étudiants étrangers peuvent travailler hors campus. Cet effort visait à aider à relever les défis des étudiants sur le plan de l'abordabilité et à atténuer la pénurie de main-d'œuvre.<sup>64</sup> Malgré l'importance accrue des étudiants étrangers, le système d'immigration du Canada a eu

de la difficulté à traiter les demandes de visa d'étudiant à temps pour que certains étudiants puissent suivre leurs cours.<sup>65</sup> De plus, certains étudiants étrangers ont fait état de difficultés liées à la transition vers la résidence permanente, en particulier ceux qui occupent des emplois considérés comme peu spécialisés.<sup>66</sup>

Le Canada est l'une des principales destinations des étudiants étrangers. Un récent sondage mené auprès d'étudiants étrangers a révélé que la majorité d'entre eux prévoyaient rester au Canada après leurs études. Bien que de nombreux étudiants étrangers aient déclaré être satisfaits, ils ont également relevé des défis comme la recherche d'un logement et les possibilités d'emploi correspondant à leurs compétences et à leur éducation.<sup>67</sup> Certains étudiants étrangers ont déclaré avoir été poussés à étudier au Canada en raison de déclarations irréalistes de la part de recruteurs. Les établissements postsecondaires

canadiens sont particulièrement intéressés à attirer des étudiants étrangers parce qu'ils paient des frais de scolarité beaucoup plus élevés que les étudiants canadiens. Des préoccupations ont été soulevées au sujet de la qualité, du coût et de l'engagement à l'égard du bien-être des étudiants dans certains établissements postsecondaires privés qui cherchent activement à attirer des étudiants étrangers.<sup>68</sup> On s'inquiète également du fait que le Canada n'aide pas efficacement les étudiants étrangers à faire la transition vers le marché du travail ou la résidence permanente. Les étudiants étrangers n'ont pas souvent accès aux mesures d'aide habituellement offertes aux nouveaux immigrants pour favoriser leur intégration et leur réussite sur le marché du travail au Canada.<sup>69</sup> Le Conference Board du Canada s'est récemment dit préoccupé par l'absence de stratégie pour retenir les étudiants étrangers au Canada.<sup>70</sup>

# Le Canada compte de plus en plus sur les *travailleurs étrangers temporaires* depuis quelques années

## Pertinence

La prospérité du Canada a été bâtie grâce à l'immigration permanente. Admettre des personnes au moyen d'un statut temporaire peut aider à répondre aux besoins à court terme sur le marché du travail, mais ce n'est pas une stratégie fiable pour relever des défis à long terme.

## Situation actuelle au Canada

Les travailleurs étrangers temporaires représentaient **4,1 %** de la main-d'œuvre en emploi au Canada en 2021, soit une **augmentation de 61 %** par rapport à cinq ans plus tôt.

## Cibel

Tendance vers une **réduction du recours au statut temporaire** pour les travailleurs qui viennent au Canada.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Le nombre de travailleurs étrangers temporaires a augmenté considérablement au cours des dernières années, ce qui témoigne d'une plus grande dépendance à l'égard des travailleurs temporaires pour répondre aux besoins permanents ou à long terme du marché du travail. Les travailleurs étrangers temporaires sont dans une situation plus précaire que les autres travailleurs et n'ont pas accès au même niveau de soutien. Une meilleure possibilité pour les travailleurs d'entrer au Canada comme résidents permanents et de faire la transition vers la résidence permanente pour répondre aux besoins permanents du marché du travail aurait des avantages à long terme. Certaines mesures ont été prises récemment pour aider à améliorer le passage du statut temporaire au statut permanent.

## Analyse

Ces dernières années, on compte de plus en plus sur les travailleurs étrangers temporaires au Canada.<sup>i</sup> En 2021, il y avait plus de 777 000 titulaires de permis de travail temporaire au Canada.<sup>71</sup> La proportion de travailleurs étrangers temporaires (dans le cadre du Programme de mobilité internationale et du Programme des travailleurs étrangers temporaires) dans la main-d'œuvre en emploi a augmenté, passant de 2,6 % en 2016 à 4,1 % en 2021.<sup>72</sup> Bien que cela puisse représenter un faible pourcentage dans l'ensemble, le nombre de titulaires de permis de travail temporaire a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, enregistrant une augmentation de plus de sept fois son niveau depuis 2000.<sup>73</sup> Certains secteurs comptent une proportion de travailleurs étrangers temporaires encore plus élevée.<sup>74</sup> Il y a eu une augmentation record

du nombre de résidents temporaires dans l'ensemble en 2022, en raison des titulaires de permis de travail et des personnes qui ont fui la guerre en Ukraine.<sup>75</sup>

Les travailleurs étrangers temporaires sont plus à risque de subir des mauvais traitements que les autres travailleurs, car leur capacité de rester au Canada peut être liée à des emplois précis.<sup>76</sup> Pour certains travailleurs étrangers temporaires, particulièrement ceux qui occupent des emplois peu spécialisés, il est plus difficile de faire la transition vers la résidence permanente.<sup>77</sup> Toutefois, le recours accru aux travailleurs étrangers temporaires indique qu'ils ne font pas seulement combler des lacunes à court terme et répondre à des besoins temporaires. Au cours des dernières années, ils sont devenus une composante

essentielle de l'économie canadienne, particulièrement dans les emplois à faible revenu. En 2022, la portée des programmes des travailleurs étrangers temporaires au Canada a été élargie pour aider à atténuer les pénuries de main-d'œuvre.<sup>78</sup> Bien que cela puisse avoir une incidence importante, cela pourrait également accroître le recours aux travailleurs étrangers temporaires pendant des périodes prolongées. Parallèlement, des mesures ont été prises au cours des dernières années pour aider à améliorer le passage du statut temporaire au statut permanent pour certains travailleurs hautement qualifiés ou essentiels.<sup>79</sup> Il est possible d'améliorer la transition vers la résidence permanente pour tous les travailleurs étrangers temporaires en s'appuyant sur l'expérience des étudiants étrangers.

<sup>i</sup> Les travailleurs étrangers temporaires sont des citoyens étrangers autorisés à travailler au Canada sur une base temporaire. Il existe deux programmes pour le main-d'œuvre temporaire au Canada : le Programme de mobilité internationale et le Programme des travailleurs étrangers temporaires.



# Économie, innovation et entrepreneuriat

## Vue d'ensemble

La croissance de la population et de la réserve de talents du Canada est nécessaire pour que le pays soit un moteur d'innovation et un bassin d'entrepreneurs, deux facteurs clés de la compétitivité pour les années à venir.

Le Canada doit bâtir une économie du 21<sup>e</sup> siècle à la fine pointe qui soit forte, dynamique, adaptable et résiliente, en plus de déployer des efforts pour établir des relations et des réseaux d'investissement. Il est nécessaire de soutenir l'innovation, la transformation numérique et la transition vers la carboneutralité, non seulement pour faire croître l'économie, mais aussi pour bien croître. En 2022, le Canada a connu un cycle économique inhabituel alors qu'il se remettait de la pandémie. Bien qu'il y ait eu certains signes positifs, comme la croissance de l'activité entrepreneuriale au stade initial, il y a également eu une faible croissance de plusieurs indicateurs économiques clés comme la productivité. Les niveaux élevés d'inflation et l'augmentation des taux d'intérêt ont eu une incidence sur l'économie canadienne et sur la qualité de vie des Canadiens. Le coût de la vie a augmenté, ce qui a mené à une augmentation de la dette des ménages et a rendu plus difficile pour de nombreux Canadiens de payer pour des choses essentielles comme la nourriture et le logement. Les mesures d'aide temporaires ont aidé à réduire les inégalités au début de la pandémie, mais comme ces mesures ne sont plus en vigueur, on s'attend à ce que l'inégalité des revenus s'accroisse au cours des années à venir, ce qui nuira à la capacité du Canada de bien croître à l'avenir.



### En bref

- | L'activité **d'entrepreneuriat au stade initial** prend de la vigueur au Canada
- | Les **dépenses des entreprises en R-D** au Canada demeurent bien inférieures à celles de pays comparables
- | Il y a eu de légères améliorations en **matière d'innovation**, mais il reste des défis à relever
- | La **productivité** du Canada a diminué à un rythme plus rapide que celle des pays comparables
- | La **compétitivité mondiale** du Canada demeure stable, mais pourrait s'améliorer
- | La **croissance des entreprises** a diminué pendant la pandémie
- | La **diversité dans les équipes de direction** s'est améliorée, mais les progrès demeurent lents
- | Il est essentiel de continuer à tirer parti de la **vigueur de l'économie autochtone**
- | Le **PIB par habitant** a augmenté pendant la reprise de la pandémie, mais la croissance a été lente
- | Le Canada continue de se classer parmi les pays où la **dette des ménages** est la plus élevée
- | Les **inégalités de revenus** ont baissé grâce aux mesures d'aide offertes lors de la pandémie, mais les progrès sont menacés par les bouleversements économiques



# L'activité d'entrepreneuriat au stade initial prend de la vigueur au Canada

▲ Amélioration de la situation pour cet indicateur (était En bonne voie dans le Tableau de bord national 2022).

## Pertinence

L'entrepreneuriat est une composante importante de la croissance économique et de la création d'emplois qui sont nécessaires à la prospérité future du Canada.

## Situation actuelle au Canada

Sur les 47 pays évalués par Global Entrepreneurship Monitor en 2021-2022, le Canada se classait au **huitième rang** pour ce qui est de l'entrepreneuriat au stade initial.

## Cibel

Figurer parmi les **10 premiers pays** dans l'évaluation de l'entrepreneuriat au stade initial de Global Entrepreneurship Monitor.



## Tendances pour le Canada

En tête de file

En tête de file – L'activité entrepreneuriale au stade initial s'est nettement accrue au Canada en 2021, renversant ainsi la tendance à la baisse observée l'année précédente, alors que le Canada se classait au 15<sup>e</sup> rang. Le Canada affichait le plus haut niveau d'activité entrepreneuriale parmi les pays à revenu élevé.

## Analyse

Selon Global Entrepreneurship Monitor (GEM), le Canada affiche de solides niveaux d'activité entrepreneuriale au stade initial et a atteint un niveau record en 2021. Au Canada, l'activité entrepreneuriale totale au stade initial, c'est-à-dire la proportion d'adultes qui démarrent ou exploitent une nouvelle entreprise, était la plus élevée parmi les pays à revenu élevé, augmentant en 2021 en raison d'une économie en croissance et d'un soutien gouvernemental solide. De plus, 67 % des répondants dans l'enquête de GEM ont indiqué avoir vu de nouvelles occasions de démarrer une entreprise en raison de la pandémie.<sup>80</sup> D'autres recherches montrent également que la pandémie a déclenché un boom de l'entrepreneuriat au Canada, un entrepreneur sur quatre (24 %) ayant démarré une petite entreprise pendant la pandémie.<sup>81</sup>

Même si le Canada a amélioré ses résultats en ce qui concerne l'activité entrepreneuriale au stade initial, il reste des défis à relever. Par exemple, des faiblesses ont été relevées en matière de recherche et développement et d'infrastructure physique au Canada.<sup>82</sup> Bien que la pandémie ait créé de nouvelles occasions pour certains entrepreneurs, elle a aussi créé des défis pour d'autres. Par exemple, les entreprises appartenant à des femmes ont connu un plus grand déclin des activités au stade initial, ont mis à pied plus d'employés et étaient plus susceptibles de fermer ou de mettre fin à leurs activités.<sup>83</sup>

Compte tenu des préoccupations exprimées en 2022 au sujet de l'inflation et de la hausse des coûts, les petites entreprises étaient plus susceptibles de s'attendre à une baisse des bénéfices en raison d'une baisse de la demande et de contraintes financières accrues, et les entreprises offrant des services à contact élevé, du domaine de la construction et des secteurs de la santé et des services sociaux étaient les moins susceptibles de s'endetter.<sup>84</sup> Il est important que l'activité entrepreneuriale au stade initial demeure forte au Canada, car l'entrepreneuriat est étroitement lié à la reprise économique, à la croissance future et à la prospérité à long terme.<sup>85</sup> Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel de continuer à attirer et à retenir des talents étrangers.

# Les dépenses des entreprises en R-D au Canada demeurent bien inférieures à celles de pays comparables

## Pertinence

Les investissements des entreprises dans la recherche et le développement sont essentiels pour créer un environnement attrayant pour les talents internationaux. Ils constituent un indicateur du soutien du secteur privé à l'innovation et permettent de savoir si les entreprises investissent dans le développement de nouvelles idées et de nouveaux produits, processus ou services.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait au **20<sup>e</sup> rang** sur 35 pays de l'OCDE pour ce qui est des investissements des entreprises dans la recherche et le développement en 2020.

Les entreprises canadiennes investissaient **0,95 % du PIB** en recherche et développement en 2020.

## Cibel

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de se maintenir dans la **moyenne des pays de l'OCDE** en ce qui a trait aux investissements des entreprises dans la recherche et le développement.

Seuil : Les pays de l'OCDE investissaient en moyenne **1,92 % du PIB** en recherche et développement en 2020.

## Tendances pour le Canada

En retard

Le Canada demeure bien en deçà de la moyenne de l'OCDE pour ce qui est des investissements des entreprises dans la recherche et le développement (R-D). Bien que le Canada ait légèrement amélioré ses dépenses des entreprises en R-D par rapport aux dernières années, d'importants efforts sont nécessaires pour réaliser des progrès à ce chapitre.

## Analyse

Les dépenses des entreprises canadiennes en recherche et développement (R-D) sont bien inférieures à celles de pays comparables. Bien que les dépenses des entreprises en R-D au Canada aient légèrement augmenté, passant de 0,90 % en 2015 à 0,95 % en 2020, elles demeurent bien en deçà de la moyenne de l'OCDE.<sup>86</sup> Le Canada se classe au dernier rang des pays du G7 pour ce qui est des dépenses des entreprises en R-D.<sup>87</sup> Le Canada se classe également sous la moyenne de l'OCDE en ce qui concerne les dépenses intérieures brutes en R-D.<sup>88</sup>

Les dépenses des entreprises en R-D sont demeurées relativement stables pendant la pandémie et devraient continuer d'augmenter lentement. On s'attend à ce que la croissance soit inégale, avec des augmentations prévues dans les industries de services, mais des baisses dans le secteur manufacturier.<sup>89</sup> L'un des facteurs qui contribuent au faible niveau des dépenses des entreprises en R-D au Canada est que l'économie du pays est principalement concentrée dans des industries où la R-D n'est pas une composante importante des activités, comme les industries de l'immobilier, de la construction et des finances.<sup>90</sup> Ces dernières années, l'immobilier a été l'un des principaux moteurs de l'économie.<sup>91</sup>

Les faibles niveaux d'investissement des entreprises en R-D sont liés au retard dans l'innovation et la croissance de la productivité.<sup>92</sup> La capacité de transformer le capital intellectuel du Canada en production économique est essentielle à la croissance future. Compte tenu de son importance, les gouvernements du monde entier, y compris celui du Canada, ont récemment augmenté leur soutien en matière de R-D, particulièrement en maximisant leurs investissements dans les entreprises pour favoriser la croissance.<sup>93</sup>



# Il y a eu de légères améliorations en *matière d'innovation*, mais il reste des défis à relever

## Pertinence

L'innovation est directement liée à la croissance économique à long terme, car elle constitue un moyen clé de stimuler la productivité. La capacité du Canada à innover détermine sa compétitivité, son niveau de vie et sa préparation pour l'avenir.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada occupait en 2021 le **15<sup>e</sup> rang** sur 132 pays selon l'indice Global Innovation Index.

## Cibel

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'indice Global Innovation Index.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Le Canada a légèrement amélioré son classement en matière d'innovation en 2022, et est revenu au 15<sup>e</sup> rang du Global Innovation Index pour la première fois depuis 2016. Toutefois, le classement du Canada demeure inférieur aux années précédentes et il a toujours de la difficulté à trouver l'équilibre entre l'investissement dans l'innovation et les résultats.

## Analyse

Le Canada s'est amélioré sur le plan de l'innovation, mais il traîne toujours derrière de nombreux pays comparables. L'innovation consiste essentiellement à créer de nouvelles idées, à inventer des produits et services nouveaux ou améliorés, puis à les mettre en marché. Le Canada a amélioré ses résultats en matière d'innovation en 2022 par rapport à l'année précédente grâce à une amélioration de l'efficacité de l'innovation, mais il se situe tout de même en deçà du dixième rang qu'il avait atteint dans l'indice Global Innovation Index il y a plus d'une décennie.<sup>94</sup> Un ralentissement économique mondial pourrait avoir une incidence négative sur les résultats en matière d'innovation dans les années à venir.<sup>95</sup>

Le Canada a des défis particuliers à relever en matière d'innovation.<sup>96</sup> Les principales faiblesses qui ont influencé les résultats du Canada en matière d'innovation en 2022 comprennent l'infrastructure, les extrants du savoir et de la technologie et la sophistication des entreprises. Le Canada continue d'être reconnu comme une économie à revenu élevé qui peine à trouver l'équilibre entre l'investissement dans l'innovation et les résultats.<sup>97</sup>

On constate également une participation inégale à l'économie de l'innovation au Canada : les femmes, les personnes handicapées, les Canadiens racialisés et les Autochtones font face à des obstacles. La capacité de profiter de l'innovation,

par exemple en occupant des emplois de qualité créés par l'économie de l'innovation, n'est pas non plus répartie équitablement au Canada. Une économie inclusive est plus susceptible d'avoir des niveaux d'innovation élevés.<sup>98</sup> En 2020, en réponse aux défis posés par le rendement du Canada en matière d'innovation, le gouvernement fédéral a annoncé trois initiatives pour mieux soutenir l'innovation – un virage vers les grappes d'innovation mondiales, le lancement du Fonds de croissance du Canada et la création d'une agence canadienne d'innovation et d'investissement.<sup>99</sup>

# La **productivité** du Canada a diminué à un rythme plus rapide que celle des pays comparables



## Pertinence

Dans un contexte de vieillissement de la population, il est indispensable d'améliorer la productivité pour maintenir la croissance économique. La productivité joue un rôle vital pour attirer les investissements et constitue un moteur important de la compétitivité mondiale.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait au **18<sup>e</sup> rang** parmi 38 pays de l'OCDE en 2021 pour ce qui est de la productivité.

Il affichait un **PIB par heure travaillée de 53,97 \$ US.**



## Cibel

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'OCDE pour ce qui est de la productivité.

Seuil : La France affichait un **PIB par heure travaillée de 68,30 \$ US** en 2021.



## Tendances pour le Canada

En retard

La productivité du Canada a diminué en 2021, après avoir fait un bond l'année précédente en raison des restrictions liées à la pandémie. Le PIB par heure travaillée a chuté plus rapidement par rapport à la moyenne de l'OCDE. Le pays continue de connaître une croissance modérée de la productivité du travail et reste bien en deçà de son objectif.

## Analyse

La croissance de la productivité du Canada a été lente ces dernières années. Après un bond en 2020, au début de la pandémie, favorisé en grande partie par les mesures de santé publique adoptées à l'époque, le PIB par heure travaillée du Canada a diminué considérablement en 2021. La productivité du Canada a diminué de plus de 5 % par rapport à l'année précédente, tandis que la moyenne de l'OCDE a diminué de moins de 1 %.<sup>100</sup> De plus, le Canada continue de se classer derrière d'autres économies avancées en matière d'investissement et de mise en œuvre de nouvelles technologies pouvant améliorer la productivité. La croissance de la productivité du travail au Canada a diminué considérablement depuis les années 1960 et 1970.<sup>101</sup>

La productivité du travail des entreprises canadiennes a légèrement augmenté en 2022, une première augmentation en deux ans. Toutefois, en septembre 2022, la productivité était de 1,3 % inférieure au niveau observé au quatrième trimestre de 2019, soit le dernier trimestre terminé avant le début de la pandémie.<sup>102</sup> Le retard en matière de productivité et les pénuries de main-d'œuvre ont créé des défis continus pour les entreprises.<sup>103</sup>

L'augmentation de la productivité peut aider à atténuer les effets d'une inflation élevée.<sup>104</sup> La croissance de l'immigration peut grandement stimuler la productivité, si les immigrants sont bien intégrés, car elle contribue à élargir le bassin

de talents et apporte de nouvelles idées et approches.<sup>105</sup> Une analyse récente de l'Initiative du Siècle a révélé qu'en 2021, le tiers des entreprises de technologie privée au Canada qui ont pris de l'expansion avec succès et qui étaient bien placées pour devenir des entreprises de calibre mondial ont été fondées ou cofondées par des immigrants.<sup>106</sup>



# La **compétitivité mondiale** du Canada demeure stable, mais pourrait s'améliorer

## Pertinence

La compétitivité est un moteur de la prospérité économique du Canada et un facteur de l'attrait du pays en tant qu'acteur sur la scène internationale et destination d'immigration. Elle reflète la capacité du Canada d'attirer les investissements, d'innover et de stimuler sa croissance économique.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada occupait en 2019 le **14<sup>e</sup> rang** sur 141 pays de l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial.

## Cibel

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'indice mondial de compétitivité.

## Tendances pour le Canada

Le Canada demeure une économie concurrentielle, mais il peut faire mieux. Les défis liés à la compétitivité du Canada relevés en 2022 comprennent l'inflation, les contraintes associées aux chaînes d'approvisionnement, la faible disponibilité des logements et les déséquilibres du marché du travail.

**À améliorer**

## Analyse

De façon générale, la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale est demeurée stable et se classe au 14<sup>e</sup> rang sur 141 pays selon le Forum économique mondial, juste en deçà de la cible ambitieuse pour se classer parmi les 10 premiers. Bien que le Canada demeure une économie concurrentielle, des défis importants persistent dans certains domaines comme la technologie et l'innovation.<sup>107</sup> Un examen annuel de la compétitivité de 2022 par l'International Institute for Management Development (IMD) met en lumière les défis pour le Canada, notamment l'inflation persistante, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, le coût du logement, les déséquilibres du marché du travail, les phénomènes météorologiques extrêmes et les faibles capitaux de placement, ce qui crée des obstacles à l'innovation et à la rétention des entreprises en expansion.<sup>108</sup>

Parmi les autres défis à la compétitivité du Canada, mentionnons l'affaiblissement de sa compétitivité en matière d'exportation, notamment en raison de la diminution de la part du marché américain détenue par le Canada et du fait que le commerce n'est plus une source importante de la croissance économique du Canada. Divers domaines d'intervention ont été définis pour aider à améliorer la compétitivité du Canada, notamment le commerce, les investissements publics et privés, l'approvisionnement, la recherche et le développement et la main-d'œuvre qualifiée.<sup>109</sup>

Néanmoins, le Canada demeure une destination de choix pour les travailleurs étrangers.<sup>110</sup> Selon une enquête, le Canada est le pays où le plus de travailleurs choisiraient de s'installer s'ils devaient déménager pour le travail. Le Canada a

été choisi comme la destination de choix pour les personnes aux circonstances variées, y compris les titulaires de diplômes d'études supérieures, les personnes ayant suivi une formation et détenant une expertise dans le domaine numérique et les personnes de moins de 30 ans.<sup>111</sup>

# La croissance des entreprises a diminué pendant la pandémie

## Pertinence

Une population croissante, avec une augmentation du talent à l'échelle internationale et du soutien aux entrepreneurs locaux, peut stimuler la croissance des entreprises. Bien qu'elles ne représentent qu'une faible proportion des entreprises canadiennes, ces entreprises contribuent beaucoup plus que les autres à la création d'emplois et à la croissance du PIB.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada comptait **10 700 entreprises à forte croissance** en 2020.

## Cibel

Atteindre l'objectif du gouvernement fédéral de **doubler le nombre d'entreprises canadiennes à forte croissance** entre 2015 et 2025.

## Tendances pour le Canada

Le nombre d'entreprises à forte croissance (selon le revenu) a diminué en 2020 après plusieurs années d'augmentations progressives. Toutefois, des signes positifs ont été observés pour cet indicateur en 2022, comme la croissance récente du nombre d'entreprises « licornes » au Canada.

À améliorer

## Analyse

La croissance des entreprises, mesurée par le nombre d'entreprises à forte croissance au Canada, a diminué au début de la pandémie. Le nombre d'entreprises à forte croissance est passé de 12 970 en 2019 à 10 700 en 2020. Au cours des dernières années, le nombre d'entreprises à forte croissance avait connu une croissance lente (une entreprise à forte croissance étant définie comme une entreprise qui enregistre une augmentation de son revenu annualisé moyen supérieure à 20 % par an sur une période de trois ans et compte au moins 10 employés au début de la période en question). En 2020, les entreprises à forte croissance représentaient une proportion notable des industries de l'information et

de la culture (11,2 %), de la finance et de l'assurance (9,7 %) et la construction (9,3 %). Elles constituaient auparavant la plus importante proportion du secteur des mines, des carrières et de l'extraction de gaz, mais ce chiffre a diminué considérablement, passant de 16,5 % en 2019 à 8,1 % en 2020.<sup>112</sup>

Cependant, des signes positifs ont été constatés depuis 2020. Par exemple, depuis 2019, le nombre d'entreprises « licornes » (des entreprises en démarrage dont la valeur est d'au moins 1 milliard de dollars), a augmenté considérablement au Canada dans le secteur des technologies.<sup>113</sup> Le nombre d'entreprises « licornes » fondées par

des femmes a presque doublé depuis 2019.<sup>114</sup> Dans les années à venir, la plupart des entreprises canadiennes s'attendent à une croissance positive, mais peu d'entre elles s'attendent à connaître une forte croissance, selon une récente enquête auprès des entreprises canadiennes.<sup>115</sup> Les entreprises ont fait face à plusieurs défis récents, notamment l'augmentation des coûts, l'inflation, la rétention des travailleurs dans un marché du travail restreint, les contraintes de la chaîne d'approvisionnement et l'accès limité au capital.<sup>116</sup>



# La diversité dans les équipes de direction s'est améliorée, mais les progrès demeurent lents



Amélioration de la situation pour cet indicateur (était **En retard** dans le Tableau de bord national 2022).



## Pertinence

Au fur et à mesure que le Canada s'engage sur la voie de la croissance démographique, sa population deviendra plus diversifiée, et cette diversité doit se refléter dans les postes de direction. La diversité contribue à la productivité et à l'innovation des entreprises, surtout au sein des équipes de direction.



## Situation actuelle au Canada

Among public companies that disclosed diversity information, in 2021:

- les **femmes occupaient 20 %** des sièges des conseils d'administration;
- les **personnes racialisées occupaient 7 %** des sièges des conseils d'administration;
- les **personnes handicapées occupaient 0,4 %** des sièges des conseils d'administration;
- les **Autochtones occupaient 0,4 %** des sièges des conseils d'administration.



## Cibler

Atteindre l'objectif de représentation du Défi 50-30 du gouvernement fédéral, à savoir compter **50 % de femmes et 30 % de personnes issues d'autres groupes sous-représentés** au sein des conseils d'administration.



## Tendances pour le Canada

Il y a eu certaines améliorations par rapport à l'année précédente dans la proportion de femmes, de personnes racialisées, de personnes handicapées et d'Autochtones au sein des conseils d'administration. La transparence semble avoir un effet positif, mais il reste encore beaucoup à faire pour atteindre les objectifs en matière de représentation au sein des équipes de direction.

À améliorer

## Analyse

La diversité au sein des équipes de direction au Canada s'est améliorée au cours des dernières années. En 2021, parmi les sociétés ouvertes qui ont divulgué de l'information sur la diversité, on a constaté une augmentation de la proportion des sièges occupés par des femmes (de 17 % à 20 %) et par des personnes racisées (de 4 % à 7 %) au sein des conseils de direction. La représentation des personnes handicapées et des Autochtones au sein des conseils d'administration n'a que légèrement augmenté, passant de 0,3 % à 0,4 %.<sup>117</sup>

On a constaté un accent accru sur l'accroissement de la diversité dans les postes de direction grâce à des initiatives comme le Défi 50-30 du gouvernement fédéral et les exigences législatives sur la divulgation de

la diversité au sein des entreprises. Les progrès les plus importants ont été enregistrés dans la représentation des femmes à des postes de direction et de gestion.<sup>118</sup> La proportion de femmes siégeant aux conseils d'administration a augmenté d'un taux annuel moyen de 2,5 % depuis 2016.<sup>119</sup> Cependant, les progrès en matière d'inclusion des Canadiens racialisés ont été plus lents. Bien que de nombreuses entreprises aient annoncé des engagements en 2020 pour lutter contre le racisme envers les Noirs, il n'y a eu que des améliorations mineures sur deux ans : 10 % des 481 entreprises qui ont pris des engagements ont déclaré des améliorations sur les principales mesures de la diversité.<sup>120</sup>

Le racisme et la discrimination demeurent des problèmes dans le milieu des affaires et nuisent à la prospérité future du Canada. L'accroissement de la diversité, de l'équité et de l'inclusion peut aider l'économie canadienne à croître, car les organisations diversifiées réussissent mieux à attirer et à retenir les meilleurs talents.<sup>121</sup> Les conseils d'administration d'organismes de bienfaisance et d'organismes sans but lucratif ont aussi des défis à relever en matière de diversité, mais ceux-ci sont moins marqués que dans le contexte des entreprises. Selon une enquête de 2020-2021 menée auprès des directeurs d'organismes caritatifs et sans but lucratif, 11 % des répondants ont indiqué être racialisés, 6 % ont indiqué avoir un handicap et 3 % ont indiqué être autochtones.<sup>122</sup>

# Il est essentiel de continuer à tirer parti de la vigueur de l'économie autochtone

## Pertinence

La croissance et le développement des entreprises et de l'économie autochtones sont essentiels pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones et constituent un moteur clé de l'avenir économique du Canada, car la population autochtone continue de croître à un rythme plus rapide que celui de la population de l'ensemble du Canada

## Situation actuelle au Canada

En 2020, le PIB attribuable aux peuples autochtones était de **49 milliards de dollars**.

## Cibel

Faire passer la valeur de l'économie autochtone à **100 milliards de dollars** par année.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Des avancées positives ont été enregistrées dans la croissance de l'économie, notamment des taux plus élevés de création de nouvelles entreprises chez les peuples autochtones comparativement à la population en général. Des progrès ont été réalisés au cours des dernières années, mais il reste un potentiel important de croissance de l'économie autochtone grâce aux partenariats et au développement dirigé par les Autochtones.

## Analyse

La croissance de l'économie autochtone est essentielle à la réconciliation et à l'économie de l'ensemble du Canada. L'Indigenomics Institute a fixé un objectif de 100 milliards de dollars annuels pour l'économie autochtone. Selon une nouvelle évaluation de Statistique Canada, le PIB attribuable aux peuples autochtones n'a cessé de croître au cours de la dernière décennie, passant de 41,7 milliards de dollars en 2012 à 48,9 milliards de dollars en 2020. Le PIB autochtone a atteint un sommet de 54,1 milliards de dollars en 2019, mais il a chuté en 2020 en raison de la pandémie.<sup>123</sup> Au-delà de la croissance du PIB, des indicateurs plus précis de la prospérité sont pertinents pour de nombreuses collectivités autochtones, comme la taille des fiducies sous contrôle autochtone et les revenus autonomes des collectivités (générés par l'imposition ou les entreprises).

Les Autochtones créent de nouvelles entreprises à un rythme bien supérieur à la moyenne canadienne.<sup>124</sup> La pandémie a causé des difficultés aux entreprises autochtones, les deux tiers ayant déclaré en 2021 qu'elle avait eu des répercussions négatives sur leurs activités. Cependant, également en 2021, 60 % des entreprises autochtones avaient des perspectives optimistes.<sup>125</sup> La valeur de la production autochtone a augmenté de près de 20 % avant la pandémie, et le nombre d'emplois occupés par des Autochtones a augmenté de plus de 10 % en moins d'une décennie.<sup>126</sup>

Plusieurs initiatives et partenariats ont aidé à renforcer l'économie autochtone au Canada au cours des dernières années. Par exemple, en 2022, l'aménagement des terres Señákw a commencé à Vancouver dans ce qui a été désigné comme

le plus grand projet économique dirigé par les Autochtones de l'histoire du Canada.<sup>127</sup> La toute première stratégie économique nationale autochtone, élaborée par plus de 20 organisations autochtones, a également été présentée en juin 2022 comme guide pour réduire la pauvreté dans les collectivités autochtones et améliorer l'économie du Canada.<sup>128</sup>



# Le PIB par habitant a augmenté pendant la reprise de la pandémie, mais la croissance a été lente

## Pertinence

Le PIB par habitant reflète la production économique totale par personne et constitue une mesure importante de la prospérité globale du Canada, de son niveau de vie et de son bien-être économique, mais pas de sa répartition des revenus.

## Situation actuelle au Canada

En 2021, le Canada occupait le **15<sup>e</sup> rang** des 38 pays de l'OCDE à cet égard.

Il affichait un PIB par habitant de **53 074,09 \$ US**.

## Cibel

Figurer parmi les 10 premiers pays de l'OCDE pour le PIB par habitant.

Seuil : la Suède occupait le 10<sup>e</sup> rang avec un PIB par habitant de **59 973,97 \$ US** en 2021.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

Le PIB par habitant a augmenté au Canada en 2021 par rapport à l'année précédente, en grande partie en raison de la reprise économique après la pandémie. Néanmoins, il demeure inférieur à la cible et dans l'ensemble, la croissance est lente.

## Analyse

Le PIB par habitant a augmenté récemment au Canada dans le cadre de la reprise économique qui a suivi la pandémie. En 2021, le PIB par habitant du Canada se rapprochait de la moyenne des pays du G7.<sup>129</sup> Pendant la pandémie, ce chiffre a baissé en raison de la réduction de l'intensité du travail, des taux d'emploi et des taux d'activité.<sup>130</sup> Même s'il y a eu une reprise depuis la pandémie, une certaine baisse a précédé celle-ci.<sup>131</sup>

La reprise économique du Canada après la pandémie a été stimulée par des facteurs comme l'augmentation de la demande intérieure et la croissance des exportations. Toutefois, les tensions mondiales sur l'offre et l'augmentation du taux d'inflation ont exercé des pressions en 2022.<sup>132</sup> La croissance enregistrée a été atténuée par une baisse des investissements en logement et des dépenses

des ménages, ainsi que par le ralentissement du marché du logement en raison de la hausse des coûts d'emprunt et de l'augmentation des taux d'intérêt. La hausse des importations supérieure à celle des exportations et l'envol des prix des aliments et de l'énergie, à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont également contribué à une inflation élevée et à un ralentissement de la croissance.<sup>133</sup> Les projections du PIB par habitant au Canada pour les années et les décennies à venir sont faibles comparativement à celles des pays comparables. L'OCDE prévoit que le taux de croissance annuel du PIB par habitant au Canada sera de 0,7 % entre 2020 et 2030, alors que le taux de croissance moyen qu'elle prévoit pour la même période est de 1,3 %.<sup>134</sup> Aider les immigrants à trouver plus rapidement un emploi qui correspond

à leurs compétences et à leur expérience accélérerait la croissance du PIB par habitant à mesure que la population du Canada augmente.<sup>135</sup> Les recherches internationales indiquent que l'immigration peut entraîner une augmentation du PIB par habitant dans les économies avancées, et que l'ensemble de la population en tire profit.<sup>136</sup> De plus, des effets positifs sont plus probables à court terme si les programmes de sélection ciblent les immigrants ayant des compétences recherchées.

# Le Canada continue de se classer parmi les pays où la dette des ménages est la plus élevée

## Pertinence

S'attaquer à la dette élevée des ménages peut améliorer la croissance économique et réduire les obstacles aux choix des Canadiens quant à la taille de leur famille. La dette des ménages reflète la vulnérabilité économique des ménages et leur capacité de résister à un choc économique. Elle représente également un risque pour l'économie.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait au **25<sup>e</sup> rang** sur 33 pays de l'OCDE pour ce qui est de la dette des ménages en 2020.

La dette des ménages canadiens s'élevait à **178,6 % de leur revenu net disponible** en 2020.

## Cibel

Se maintenir **dans la moyenne des pays de l'OCDE** quant à la dette des ménages.

Seuil : la dette des ménages des pays de l'OCDE s'élevait en moyenne à **124,3 % de leur revenu net disponible** en 2020.

## Tendances pour le Canada

En retard

Le niveau de dette des ménages canadiens demeure parmi les plus élevés de l'OCDE. Bien qu'elle ait connu une légère baisse en 2020, vraisemblablement grâce aux mesures de soutien offertes pour faire face à la pandémie, la dette a atteint des niveaux records en 2021 et a continué d'être élevée en 2022, en raison de la hausse de l'inflation et du coût de la vie.

## Analyse

La dette des ménages est considérablement plus élevée au Canada que dans les pays comparables. Le Canada a le plus haut niveau de dette des ménages parmi les pays du G7, avec une différence de près de 30 points de pourcentage entre le Canada et le deuxième plus important pays du G7 en 2020.<sup>137</sup> On peut s'endetter pour de bonnes ou pour de mauvaises raisons : L'achat d'une maison peut occasionner une dette élevée, mais permet de se créer un patrimoine, alors que des dettes de carte de crédit ont une incidence défavorable sur l'accumulation de patrimoine à long terme.

Les emprunts des ménages ont atteint des niveaux records au deuxième trimestre de 2021, en grande partie du fait de niveaux sans précédent de demande de prêts hypothécaires, ces niveaux demeurant

élevés en 2022.<sup>138</sup> Les ménages canadiens ont une dette avoisinant 2 500 milliards de dollars, dont environ les deux tiers se composent de prêts hypothécaires et un tiers d'autres formes de dette, notamment des prêts automobiles ou des soldes de cartes de crédit.<sup>139</sup> En 2022, l'inflation et la hausse du coût de la vie ont également augmenté les niveaux de la dette canadienne.<sup>140</sup> En même temps, les économies des ménages ont diminué à mesure que leurs dépenses augmentaient et que les mesures de soutien liées à la pandémie étaient retirées, leurs niveaux de consommation étant plus élevés que leur revenu disponible.<sup>141</sup>

Dans l'ensemble, le bien-être financier des Canadiens a empiré en 2022 et est demeuré inférieur aux niveaux d'avant la pandémie. Les jeunes Canadiens

de 20 à 29 ans affichaient les niveaux de bien-être financier les plus bas, tandis que ceux de 70 à 79 ans affichaient les niveaux les plus élevés. En général, les résultats des femmes sont nettement inférieurs à ceux des hommes en matière de bien-être financier, tandis que les Canadiens qui ont des enfants ont des résultats inférieurs à ceux qui n'en ont pas.<sup>142</sup> Ces facteurs indiquent des risques pour la prospérité future du Canada, tant pour la santé économique globale que pour la capacité des ménages de créer de la richesse afin de maintenir un niveau de vie élevé, lesquelles sont les aspects clés d'une croissance saine. Il y a des risques que les difficultés continues relatives à la qualité de vie au Canada aient une incidence négative sur l'appui de la population à l'immigration.



# Les *inégalités de revenus* ont baissé grâce aux mesures d'aide offertes lors de la pandémie, mais les progrès sont menacés par les bouleversements économiques

## Pertinence

Il est nécessaire de réduire les inégalités au fur et à mesure que le Canada se développe pour en arriver à une prospérité qui profite à tous. L'inégalité des revenus pose un risque social, économique et politique pour les pays de l'OCDE, dont le Canada, et est associée à un accès réduit aux débouchés et à de piètres résultats sur les plans social et de la santé.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada occupait le **13<sup>e</sup> rang** sur 29 pays de l'OCDE en 2019 pour ce qui est de l'inégalité des revenus.

**L'inégalité des revenus, exprimée par le coefficient de Gini, était de 0,300** en 2019 (0 représentant l'égalité absolue et 1, l'inégalité absolue).

## Cibel

Être l'un des **10 pays** de l'OCDE les plus égalitaires.

Seuil : la Hongrie occupait le 10<sup>e</sup> rang en 2019 avec un **coefficient de Gini de 0,286**.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

Le Canada a observé une diminution de l'inégalité des revenus en 2019 et 2020. Les aides liées à la pandémie ont eu un effet particulièrement positif au début de celle-ci. Cependant, certains signes indiquent que cet élan positif ne s'est pas poursuivi en 2021 et 2022 sans offre de niveaux d'aide semblables et dans un contexte de hausse de l'inflation et du coût de la vie, surtout en 2022.

## Analyse

Le niveau d'inégalité des revenus a baissé au Canada avant la pandémie et au début de celle-ci.<sup>143</sup> Les niveaux d'inégalité des revenus ont diminué dans toutes les provinces canadiennes entre 2015 et 2020, représentant le plus grand recul des inégalités en cinq ans depuis 1976. Cependant, cette diminution a varié d'une province à l'autre. En 2020, le Nunavut, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique présentaient les niveaux les plus élevés d'inégalités de revenus selon le coefficient de Gini (fondé sur le revenu après impôt). Les grands centres urbains du Canada faisaient également état de niveaux particulièrement élevés d'inégalité des revenus.<sup>144</sup>

Les prestations d'urgence et de relance économique du gouvernement fédéral liées à la COVID-19, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), ont contribué à réduire l'inégalité des revenus en 2020.<sup>145</sup> On estime que 84 % des Canadiens âgés de 15 ans et plus ont reçu un revenu provenant des transferts gouvernementaux en 2020, une augmentation par rapport à 69 % en 2015.<sup>146</sup> Malgré le recul des inégalités de revenus, ces tendances ne se sont pas poursuivies en 2021 et 2022, car le versement de prestations liées à la pandémie a pris fin. En 2022, l'inégalité des revenus est remontée à des niveaux datant d'avant la pandémie.

Cette même année, le revenu et l'épargne de la plupart des Canadiens ont subi les conséquences négatives de la hausse de l'inflation. Les personnes à faible revenu et les jeunes étaient les plus touchés par l'augmentation du coût de la vie et les plus susceptibles de connaître une baisse du revenu disponible et de l'épargne.<sup>147</sup> Ces difficultés constituent une menace pour la capacité du Canada d'aider les jeunes à bâtir un avenir prospère.

# Éducation, compétences et emploi

## Vue d'ensemble

La qualité des systèmes d'éducation, des compétences et des emplois attirera des immigrants au Canada et offrira une base solide pour appuyer une population en croissance.

Alors que la reprise s'est poursuivie en 2022, les répercussions de la pandémie se faisaient encore sentir, en particulier chez les jeunes à l'école et au début de leur carrière. Bien que le Canada continue d'afficher un rendement scolaire et un niveau de scolarité élevés, des difficultés persistent en raison des perturbations causées par la pandémie. Les groupes en quête d'équité, dont les Autochtones et les Canadiens noirs, ont été particulièrement touchés, car les obstacles existants aux études et aux possibilités d'emploi ont été exacerbés. L'économie et le marché du travail du Canada doivent exploiter pleinement l'étendue des talents et des compétences qu'engendrent ses systèmes d'éducation et de formation, en offrant des emplois de qualité qui aident à bâtir un avenir prospère. Dans le même temps, les taux d'emploi ont augmenté parallèlement au resserrement du marché du travail. Dans ce contexte, les efforts visant à attirer et à conserver les employés, comme les milieux de travail flexibles, ont reçu une attention accrue. De même, le perfectionnement des compétences et les possibilités d'apprentissage continu sont devenus de plus en plus importants dans un marché du travail en évolution.



### En bref

- | Les **compétences des élèves canadiens de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques** sont parmi les meilleures, mais les répercussions de la pandémie pourraient nuire à leur rendement futur.
- | Le Canada est un chef de file sur le plan du **taux de scolarisation postsecondaire**, mais l'accès demeure un défi pour certains Canadiens.
- | Le taux des **jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET)** s'est aggravé par rapport aux niveaux du début de la pandémie.
- | La **participation des adultes à des activités de formation** est bonne, mais on pourrait en faire davantage pour soutenir l'apprentissage continu.
- | Le **taux d'emploi** a augmenté au Canada, mais les ralentissements économiques créent un risque pour l'avenir.
- | Le Canada a des taux élevés de **travail peu rémunéré** et les salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation.

# Les **compétences des élèves canadiens de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques** sont parmi les meilleures, mais les répercussions de la pandémie pourraient nuire à leur rendement futur



## Pertinence

Outre l'intérêt qu'il présente pour attirer des immigrants au Canada, un système d'éducation performant forme une base solide pour préparer les jeunes à participer à la société et à l'économie. Le niveau des élèves du secondaire en lecture, en sciences et en mathématiques reflète la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation canadiens. Un niveau élevé est plus susceptible de les inciter à poursuivre leurs études et à réussir sur le marché du travail.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada **se classait 4<sup>e</sup>** parmi les 36 pays de l'OCDE en 2018 sur le plan des compétences en lecture, en sciences et en mathématiques chez les élèves de 15 ans.

Le pays a obtenu un **score moyen de 516,7** pour la lecture, les sciences et les mathématiques en 2018.



## Cibel

Figurer parmi les **10 premiers** pays de l'OCDE sur le plan des compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques.

Seuil : la Nouvelle-Zélande se classait 10<sup>e</sup>, avec un **score moyen de 502,7** pour les trois compétences en 2018.



## Tendances pour le Canada

Le Canada figure parmi les pays les plus performants de l'OCDE en ce qui concerne les compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques. Cependant, il y a des indications selon lesquelles les effets de la pandémie sur l'éducation pourraient avoir une incidence négative sur le rendement des étudiants canadiens dans les années à venir, avec des effets disproportionnés pour les groupes en quête d'équité.

## En tête de file

## Analyse

Le Canada affiche d'excellents résultats scolaires parmi les élèves du secondaire. Avant la pandémie, les étudiants canadiens avaient d'excellentes notes en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences comparativement aux étudiants d'autres pays de l'OCDE. Le Canada était l'un des cinq seuls pays de l'OCDE à se classer parmi les cinq premiers dans au moins deux des trois domaines du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Le Canada s'est classé au premier rang des pays de l'OCDE en compréhension de l'écrit (2<sup>e</sup>), suivi des sciences (5<sup>e</sup>) et des mathématiques (7<sup>e</sup>)<sup>148</sup>. Cependant, on craint que les répercussions de la pandémie ne mènent à de piètres résultats

en compréhension de l'écrit et en mathématiques dans les années à venir, ainsi qu'à de l'absentéisme et du désengagement, en particulier chez les enfants et les jeunes vulnérables.<sup>149</sup> Les fermetures d'école pendant la pandémie pourraient creuser davantage les écarts dans les résultats scolaires, en particulier pour les familles à faible revenu, les groupes racialisés, les Autochtones, les nouveaux arrivants et les personnes handicapées.<sup>150</sup>

Dans certaines provinces, les élèves ont obtenu des résultats inférieurs aux attentes en lecture et en mathématiques en 2020 et 2021.<sup>151</sup> Une étude réalisée au Québec a révélé que 80 % des

élèves de quatrième année ont subi des pertes d'apprentissage à cause de la pandémie. Ces constatations ont soulevé l'inquiétude de certains experts, car le rendement scolaire est étroitement lié à la santé physique et mentale chez les enfants et les jeunes.<sup>152</sup> Alors que l'apprentissage en ligne a été introduit pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles, les étudiants à faible revenu avaient moins d'accès à Internet, ce qui a mis en péril leur progrès scolaire.<sup>153</sup> Peu de provinces et de territoires ont élaboré un plan de reprise complet en réponse aux répercussions de la pandémie sur l'éducation.<sup>154</sup>



# Le Canada est un chef de file sur le plan du **taux de scolarisation postsecondaire**, mais l'accès demeure un défi pour certains Canadiens



## Pertinence

Il existe souvent un lien entre un niveau d'études postsecondaires et les emplois de qualité supérieure et durables. Les pays affichant des taux de scolarisation postsecondaire élevés sont les mieux placés pour attirer des investissements et des immigrants hautement qualifiés, de même que pour stimuler l'innovation et la croissance économique.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada occupait le **2<sup>e</sup> rang** sur 37 pays de l'OCDE au chapitre du taux de scolarisation postsecondaire en 2021.

Quelque **66,4 %** des Canadiens de 25 à 34 ans avaient un diplôme d'études postsecondaires<sup>ii</sup> en 2021.



## Cibler

Figurer parmi les **cinq premiers** pays de l'OCDE au chapitre du taux de scolarisation postsecondaire.

Seuil : l'Irlande occupait le 5<sup>e</sup> rang des pays de l'OCDE, avec un taux de scolarisation postsecondaire de **62,9 %** en 2021.



## Tendances pour le Canada

Le Canada continue d'améliorer son taux de scolarisation postsecondaire et reste parmi les premiers pays de l'OCDE. Cependant, l'accès n'est pas le même pour tous, car les groupes en quête d'équité, comme les familles à faible revenu, font face à des obstacles. L'accès de tous les Canadiens à des études postsecondaires demeure un domaine clé à améliorer.

En tête de file

## Analyse

Le Canada figure parmi les chefs de file mondiaux en matière de taux de scolarisation postsecondaire. Il se classe depuis plusieurs années au deuxième rang des pays de l'OCDE dans ce domaine.<sup>155</sup> Son taux élevé de scolarisation postsecondaire est en partie attribuable à l'important réseau collégial canadien, puisque 24 % de la population a fait des études collégiales au Canada, comparativement à une moyenne de 8 % dans les autres pays de l'OCDE.<sup>156</sup> De plus, d'importantes hausses de l'immigration ont contribué à améliorer le taux de réussite du Canada, car le système d'immigration canadien favorise les immigrants qualifiés et instruits.<sup>157</sup> Les immigrants récents ont représenté

près de la moitié de la croissance du taux de Canadiens ayant un baccalauréat ou un niveau de scolarité supérieur entre 2016 et 2021.<sup>158</sup>

Les jeunes Canadiens ont un niveau de scolarité plus élevé et sont plus susceptibles que les autres générations d'avoir un diplôme d'études postsecondaires. En 2021, 39,7 % des jeunes Canadiens (de 25 à 34 ans) ont obtenu un baccalauréat ou un diplôme de niveau supérieur, comparativement à 22,5 % des Canadiens plus âgés (de 55 à 64 ans).<sup>159</sup> Cependant, des difficultés persistent en ce qui a trait à la poursuite d'études postsecondaires en raison des perturbations

liées à la pandémie. En 2021, 19 % des jeunes Canadiens ont interrompu ou reporté leurs études postsecondaires en raison de la pandémie, et la proportion la plus élevée d'entre eux faisaient partie de la cohorte la plus jeune.<sup>160</sup> De plus, les principaux groupes sous-représentés continuent de faire face à des difficultés pour accéder aux études postsecondaires, à y participer et à les terminer, ce qui a souvent été exacerbé par les perturbations causées par la pandémie, notamment pour : les Autochtones, les Canadiens noirs, les personnes vivant avec un handicap ou ayant des besoins spéciaux et les personnes dont les parents n'ont pas terminé leurs études postsecondaires.<sup>161</sup>

<sup>ii</sup> Dans cette analyse, nous utilisons le terme « postsecondaire » là où l'OCDE emploie le mot « supérieur ». Selon l'OCDE : « Les diplômés du postsecondaire sont ceux ayant atteint le plus haut niveau d'enseignement, par groupe d'âge (y compris les cursus conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié ou à des professions de haut niveau telles que la médecine, et les cursus professionnels donnant accès au marché du travail). »

# Le taux des *jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET)* s'est aggravé par rapport aux niveaux du début de la pandémie



## Pertinence

Un Canada en croissance doit soutenir et exploiter pleinement les talents et l'énergie de sa jeunesse pour générer une prospérité partagée. Les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) courent le risque d'être exclus d'une véritable participation à la société et à l'économie canadiennes et de connaître des difficultés d'ordre économique et social à long terme.



## Situation actuelle au Canada

En 2021, le Canada arrivait en **15<sup>e</sup> place** parmi 33 pays de l'OCDE sur la question du taux de jeunes NEET.

Le **taux de jeunes NEET était de 15,3 %** chez les 20 à 24 ans au Canada.



## Cibel

Compter parmi les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux de jeunes NEET les plus bas.

Seuil : l'Australie occupait le 10<sup>e</sup> rang en 2021, avec un **taux de jeunes NEET de 12,1 %**.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

La proportion de jeunes NEET canadiens a augmenté en 2021, passant des niveaux du début de la pandémie à son plus haut sommet depuis 2010. Contrairement à certains pays équivalents où les taux de jeunes NEET se sont améliorés de 2020 à 2021, ce taux a empiré au Canada. Bien que le tableau ne soit pas uniforme dans l'ensemble du pays, les répercussions de la pandémie ont été particulièrement graves pour les jeunes Canadiens, perturbant leurs plans d'emploi et d'études, et pouvant avoir des conséquences à long terme sur les cheminements de carrière.

## Analyse

Le taux de jeunes Canadiens qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (NEET) continue d'empirer; il a atteint en 2021 son niveau le plus élevé en plus d'une décennie. Le taux de jeunes NEET (de 20 à 24 ans) est passé de 12,6 % en 2019 à 14 % en 2020, puis à 15,3 % en 2021. Il était plus élevé chez les hommes (17,3 %) que chez les femmes (13,1 %) en 2021.<sup>162</sup> La pandémie a continué d'avoir un effet néfaste sur les jeunes en perturbant leur éducation, le perfectionnement de leurs compétences et leur transition vers le marché du travail. Alors que certains pays comparables ont vu leurs taux de NEET baisser en 2021, ce taux a continué d'augmenter au Canada en raison des restrictions liées à la pandémie, lesquelles ont influé sur l'emploi des jeunes. C'est parce que le Canada a compté parmi les

pays qui ont adopté des mesures de santé publique plus strictes en 2021, ce qui a eu des répercussions négatives sur l'emploi des jeunes. Dans ce contexte, l'Ontario et le Québec ont connu des augmentations des taux de NEET, avec la mise en place de mesures de santé publique plus strictes en 2021, tandis que d'autres provinces ont connu des baisses en raison de restrictions moins nombreuses. Les perturbations économiques ont également entraîné une hausse des taux de NEET dans certaines provinces en 2021, comme en Saskatchewan.<sup>163</sup>

Certains jeunes ont continué de subir les répercussions les plus importantes de la pandémie, même après que l'activité économique est revenue à son niveau d'avant celle-ci et que les établissements

postsecondaires ont repris leurs activités. Les jeunes Autochtones, les jeunes occupant des emplois liés à la vente et aux services et les jeunes vivant avec un handicap étaient les plus susceptibles d'avoir vu leurs heures de travail réduites ou d'avoir perdu un emploi en raison de la pandémie.<sup>164</sup> De plus, le taux NEET chez les femmes immigrantes a augmenté, ce qui a élargi l'écart avec les non immigrantes. Les taux NEET des jeunes femmes et hommes autochtones ont continué d'être plus élevés que ceux des jeunes non autochtones.<sup>165</sup>



# La participation des adultes à des activités de formation est bonne, mais on pourrait en faire davantage pour soutenir l'apprentissage continu

## Pertinence

Avec l'accélération des changements économiques et technologiques, il est de plus en plus important d'aider les Canadiens et les nouveaux arrivants à bénéficier d'une éducation permanente. La formation de la main-d'œuvre est cruciale pour doter le Canada des compétences essentielles requises pour répondre aux besoins du marché du travail et exploiter pleinement le potentiel du capital humain.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada **se classait 10<sup>e</sup>** parmi 31 pays de l'OCDE en matière de participation des adultes à des activités de formation.

Le taux d'adultes de 25 à 64 ans déclarant avoir participé à des activités de formation était de **46,7 %**.

## Cibel

Être dans les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux les plus élevés de participation des adultes à des activités de formation.

## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le Canada fait partie des 10 pays de l'OCDE les mieux classés quant à la participation des adultes à des activités de formation, selon les données de l'OCDE pour 2021. Cependant, des évaluations plus récentes indiquent qu'il y a du travail à faire pour bâtir un système canadien florissant de perfectionnement des compétences et pour promouvoir l'apprentissage continu.

## Analyse

Le Canada affiche des niveaux de participation à la formation des adultes supérieurs à la moyenne parmi les pays de l'OCDE.<sup>166</sup> En plus des taux de participation, la volonté de participer est meilleure que la moyenne dans un certain nombre d'aspects, y compris les pourcentages de désintérêt et les heures consacrées à l'apprentissage.<sup>167</sup> De plus, près de la moitié des Canadiens âgés de 18 à 34 ans ont indiqué avoir participé à une formation sur les compétences offerte par l'employeur ou autodirigée pendant la pandémie, et les jeunes travailleurs étaient plus susceptibles de le faire. La participation à la formation axée sur les compétences était également plus probable chez les personnes qui ont opté pour le travail à domicile pendant la pandémie.<sup>168</sup> Cependant, il y a aussi eu des

critiques à l'égard des systèmes de perfectionnement des compétences du Canada en comparaison de ceux d'autres pays, particulièrement en ce qui concerne l'absence de systèmes complets à long terme pour promouvoir l'apprentissage continu.<sup>169</sup> En outre, les adultes canadiens ont utilisé les services d'orientation professionnelle moins que ceux de nombreux autres pays de l'OCDE, 19 % seulement d'entre eux ayant utilisé ces services au cours des cinq dernières années. Cela donne à penser que les Canadiens sont moins susceptibles d'obtenir des conseils lorsqu'ils poursuivent des études ou effectuent une formation.<sup>170</sup>

Les adultes sans diplôme d'études secondaires étaient les moins susceptibles de se recycler ou de

perfectionner leurs compétences, malgré une plus grande vulnérabilité aux fluctuations du marché du travail. La faible participation des personnes peu scolarisées à la formation des adultes peut être causée par des difficultés comme les contraintes financières et temporelles, les obstacles institutionnels et les attitudes des apprenants, ainsi que leur perception de soi.<sup>171</sup> Dans le contexte de la pandémie, les jeunes Canadiens appartenant à des groupes en quête d'équité étaient plus susceptibles d'interrompre ou de reporter leur formation axée sur les compétences, notamment les Autochtones, les personnes vivant avec un handicap et les Canadiens noirs.<sup>172</sup>

# Le **taux d'emploi** a augmenté au Canada, mais les ralentissements économiques créent un risque pour l'avenir



## Pertinence

Un bon taux d'emploi est indispensable pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer et aux revenus des ménages d'augmenter, pour atténuer les effets du vieillissement de la population et pour générer les recettes fiscales nécessaires pour financer le développement des services essentiels à une population croissante.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada se **classait 14<sup>e</sup>** parmi 38 pays de l'OCDE en 2021 sur la question du taux d'emploi.

Le **taux d'emploi au pays s'établissait à 73,2 %** en 2021.



## Cibel

Figurer parmi les **10 pays** de l'OCDE ayant les taux d'emploi les plus élevés.

Seuil : le Royaume-Uni occupait le 10<sup>e</sup> rang en 2021, avec un **taux d'emploi de 75,1 %**.



## Tendances pour le Canada

Le taux d'emploi du Canada a augmenté en 2021 par rapport à l'année précédente. Le pays a enregistré une hausse de l'emploi en 2021 et 2022, alors que le marché du travail a rebondi grâce à l'élimination des restrictions liées à la pandémie. Cependant, les ralentissements économiques au deuxième semestre de 2022 ont entraîné des pertes d'emplois et une remontée du taux de chômage, dans un contexte d'inflation croissante.

À améliorer

## Analyse

Le taux d'emploi du Canada a augmenté en 2021, car l'élimination des restrictions liées à la pandémie a permis un rebond du marché du travail. Le taux d'emploi a continué de croître au début de 2022 et le taux de chômage a atteint un plancher record, tandis que l'inquiétude a grandi au sujet des pénuries de main-d'œuvre et du nombre important de postes vacants.<sup>173</sup> Toutefois, bien que le taux d'emploi ait atteint un sommet au deuxième trimestre de 2022, il a fluctué au fur et à mesure que l'année s'écoulait, en raison des niveaux croissants d'inflation.<sup>174</sup>

Les taux d'emploi ont grandement varié d'une province à l'autre. Au début de 2022, il y avait moins de chômeurs que de postes vacants au Québec et en Colombie-Britannique, tandis que le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard

et Terre-Neuve-et-Labrador comptaient plus de deux chômeurs par poste vacant, ce qui dénote un taux de chômage structurellement plus élevé dans le Canada atlantique.<sup>175</sup>

Les taux d'emploi des immigrants ont atteint un niveau record en octobre 2022, car ceux qui ont été admis au Canada au cours des cinq années précédentes avaient un taux d'emploi en hausse de 5,6 points de pourcentage par rapport à celui d'avant la pandémie.<sup>176</sup> Les Autochtones ont également observé des taux d'emploi records au début de 2022. Cependant, les Autochtones et les Canadiens noirs étaient plus susceptibles de connaître des niveaux d'emploi plus faibles que l'ensemble des Canadiens.<sup>177</sup> De plus, les Canadiens LGBTQ2+ ont fait face à d'importantes inégalités

sur le marché du travail pendant la pandémie, en particulier en raison de la proportion élevée de jeunes au sein de cette population et des difficultés qu'affrontent les jeunes sur le marché du travail.<sup>178</sup> Augmenter les possibilités d'emploi pour les groupes en quête d'équité est essentiel à la prospérité et à la croissance du Canada. La hausse de la participation des femmes à la vie active au cours des quelque 40 dernières années a représenté environ le tiers de l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel par habitant au Canada, ce qui signifie plus de 9 000 \$ par personne.<sup>179</sup>



# Le Canada a des taux élevés de *travail peu rémunéré* et les salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation

## Pertinence

La qualité des emplois est un indicateur important de la qualité de vie et un facteur fondamental pour créer une prospérité partagée. Les critères de qualité d'un emploi sont nombreux, que l'on songe à la régularité des heures de travail, aux possibilités de passer d'un emploi temporaire à un emploi permanent ou à l'accès à des avantages sociaux. Une faible rémunération est caractéristique d'un emploi de piètre qualité.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada occupait le **19<sup>e</sup> rang** parmi 25 pays de l'OCDE ayant communiqué des données sur l'incidence du travail peu rémunéré en 2020.

**L'incidence du travail peu rémunéré au Canada s'établissait à 18,7 %** en 2020.

## Cibel

Être dans la **moyenne de l'OCDE** en ce qui concerne l'incidence du travail peu rémunéré.

Seuil : la moyenne de l'OCDE de **l'incidence du travail peu rémunéré était de 14 %** en 2020.

## Tendances pour le Canada

En retard

Le Canada affiche un des taux de travail peu rémunéré les plus élevés parmi les pays de l'OCDE. Ces dernières années, les salaires de nombreux travailleurs n'ont pas suivi le rythme de la croissance de l'inflation, ce qui a exacerbé les difficultés liées au travail peu rémunéré. Les revenus d'emploi des jeunes en particulier n'ont pas suivi le coût de la vie. Les bas salaires nuisent à l'indice de fécondité et au taux de rétention des immigrants.

## Analyse

L'incidence du travail peu rémunéré au Canada est très élevée en comparaison d'autres pays de l'OCDE. Bien que les niveaux de travail peu rémunéré aient diminué en 2020, ils ont augmenté de nouveau pour la première fois en cinq ans en 2021.<sup>180</sup> La hausse des taux d'inflation a aggravé les difficultés en 2021, car les salaires n'ont pas suivi son rythme. Entre le début de 2020 et le début de 2022, 64 % des travailleurs ont eu des augmentations salariales moyennes inférieures au taux moyen d'inflation qui était de 3,4 % au cours de la même période, ce qui représente une baisse des salaires réels.<sup>181</sup> Malgré les pénuries de main-d'œuvre signalées en 2022, de nombreux employeurs se sont montrés réticents à

augmenter les salaires – une analyse a révélé que 63 % des offres d'emploi affichées provenaient de secteurs où l'échelle salariale était inférieure aux salaires recherchés par les chercheurs d'emploi.<sup>182</sup> Le travail temporaire a également augmenté au cours des dernières années, croissant de 50 % au cours des deux dernières décennies. Le travail temporaire s'associe à des salaires et à des avantages sociaux inférieurs à ceux des emplois permanents.<sup>183</sup>

Au cours de la pandémie, les Canadiens racialisés étaient plus susceptibles de travailler dans des emplois à faible rémunération où ils étaient exposés à la COVID-19.<sup>184</sup> Les jeunes étaient également plus susceptibles d'occuper des emplois peu

rémunérés. En 2021, 30 % des jeunes (de 15 à 29 ans) avaient un emploi précaire, comparativement à 17 % des travailleurs âgés de 30 ans et plus.<sup>185</sup> De plus, les travailleurs étrangers temporaires sont une source importante de main-d'œuvre à faible revenu au Canada.<sup>186</sup> Les bas salaires chez les nouveaux arrivants peuvent nuire à la capacité du Canada d'attirer et de retenir d'autres immigrants.

# Aide aux enfants et aux familles

## Vue d'ensemble

Un système accessible et fiable d'aide aux enfants et aux familles joue un rôle important pour le bien-être des enfants et de la jeunesse et pour appuyer la participation des parents, en particulier des mères, au marché du travail.

---

Apporter des améliorations ambitieuses aux politiques en faveur des enfants et des familles peut également aider les Canadiens à assumer leurs décisions quant à la taille de leur famille et accroître l'attrait du Canada à l'étranger. Dans l'ensemble, les enfants et les jeunes canadiens subissent toujours les répercussions négatives de la pandémie et la perturbation des années les plus importantes de leur formation. Toutefois, des efforts sont en cours pour améliorer la vie des enfants et des familles, comme la création à la grandeur du Canada d'un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants axé sur la qualité, l'abordabilité et l'accessibilité. L'élaboration de ce système en est à ses balbutiements, et la mise en œuvre réussie du plan est essentielle pour appuyer l'objectif d'une croissance responsable et assurer la prospérité à long terme du Canada.



### En bref

- | L'**utilisation des services** de garde continue à piétiner, car les difficultés d'accès persistent.
- | Le **recours aux congés parentaux** est stable dans l'ensemble du Canada, mais accuse un retard par rapport au système plus généreux du Québec.
- | Le **taux d'emploi des mères** a rebondi avec la reprise suivant la pandémie, mais demeure faible en comparaison d'autres groupes.
- | La **pauvreté chez les enfants et les jeunes** a considérablement diminué en raison des mesures d'aide offertes pendant la pandémie, mais ces progrès ne seront probablement pas durables.
- | Les difficultés sur le plan du **bien-être des jeunes** ont été exacerbées par la pandémie.

# L'utilisation de services de garde d'enfants stagne toujours en raison des difficultés d'accès qui persistent



## Pertinence

Des systèmes d'éducation préscolaire et de services de garde accessibles et de qualité peuvent améliorer le bien-être et l'apprentissage chez les enfants. Ils peuvent aussi aider les parents, notamment les mères, à entrer ou à revenir sur le marché du travail. En outre, de tels systèmes peuvent influencer le nombre d'enfants que les Canadiens choisissent d'avoir et faciliter la transition des nouveaux arrivants au Canada.



## Situation actuelle au Canada

En 2022, **51,6 % des enfants de 0 à 5 ans** au Canada fréquentaient une forme ou une autre de service de garde (en dehors de la famille immédiate, et sans compter de la maternelle).



## Cibel

**Augmenter les niveaux d'utilisation** des services d'éducation préscolaire et de garde, particulièrement les services de garde réglementés.



## Tendances pour le Canada

Le recours à une forme ou une autre de services de garde d'enfants est demeuré à peu près le même en 2022 que pendant la pandémie, et il a diminué par rapport aux niveaux pré-pandémiques. L'engagement en faveur d'un système pancanadien d'éducation préscolaire et de services de garde est un grand pas vers l'amélioration de l'accès aux services de garde réglementés. La mise en œuvre demeure toutefois un défi, car les approches varient considérablement d'un endroit à l'autre au pays.

À améliorer

## Analyse

L'utilisation de services de garde d'enfants en 2022 est demeurée à des niveaux semblables à ceux observés au plus fort de la pandémie. Environ la moitié des enfants de moins de cinq ans étaient inscrits à des services de garde réglementés ou non réglementés (en dehors de la famille immédiate, et à l'exclusion du gardiennage ou de la maternelle) en 2022 (51,6 %), ce qui représente une légère baisse par rapport à 2020 (52,3 %) et une diminution plus importante par rapport à 2019 (59,9 %), avant la pandémie.<sup>187</sup> Les données disponibles ne font pas de distinction entre les services de garde réglementés et non réglementés. Les récents efforts visaient à transformer le système afin de permettre l'accès à des services de garde abordables et de qualité partout au pays en misant sur le soutien aux services de garde d'enfants réglementés et sans but lucratif et aux travailleurs du secteur.

Les organismes gouvernementaux de partout au Canada en sont à la première phase de la mise en œuvre des plans pour un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE) conçu pour améliorer l'abordabilité, l'accessibilité et la qualité des services de garde. En 2021 et 2022, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont conclu des ententes bilatérales pour mettre sur pied un système d'AGJE de qualité à 10 \$ par jour dans l'ensemble du Canada. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont commencé à recevoir un financement public important pour mettre en œuvre ces ententes. Cependant, de nombreux problèmes demeurent sur le plan de la mise en œuvre, en raison de l'hétérogénéité des approches d'une province et d'un territoire à l'autre.<sup>188</sup> Alors que les frais de garde d'enfants devraient baisser de manière substantielle partout au Canada, on estime que plusieurs provinces n'atteindront

pas les cibles de réduction de 50 % des frais établies pour 2022. En 2021, les frais mensuels pour les tout-petits en service de garde atteignaient 1 615 \$.<sup>189</sup>

L'inégalité d'accès aux services de garde demeure un problème au Canada, notamment pour les familles à faible revenu et celles qui occupent des emplois précaires, comme les travailleurs étrangers temporaires ou ceux qui ont un horaire de travail atypique.<sup>190</sup> Des centaines de milliers de nouvelles places en service de garde seront nécessaires au cours des prochaines années pour répondre à la demande.<sup>191</sup> L'un des principaux obstacles à l'augmentation du nombre de places en garderie réglementées est la pénurie chronique d'éducateurs qualifiés en AGJE partout au Canada.<sup>192</sup>



# Le recours aux congés parentaux est stable dans l'ensemble du Canada, mais accuse un retard par rapport au système plus généreux du Québec



## Pertinence

Les congés parentaux payés peuvent contribuer au bien-être des mères et des nourrissons. Un système de congés parentaux payés efficace aide les nouveaux parents, en particulier les mères, à mettre leur carrière entre parenthèses tout en conservant leur sécurité d'emploi et en bénéficiant d'une aide financière. Des options de congés généreuses peuvent aussi avoir une incidence sur le nombre d'enfants que les Canadiens choisissent d'avoir.



## Situation actuelle au Canada

Parmi les nouvelles mères ayant un emploi assurable (soit environ 77,8 % des nouvelles mères), **91 %** des nouvelles mères vivant à l'extérieur du Québec ont déclaré avoir reçu des prestations parentales, et **19,5 %** des conjoints ont aussi déclaré avoir reçu des prestations parentales en 2020.



## Cibler

**Augmenter le recours aux congés parentaux** par les mères et les pères à l'extérieur du Québec.



## Tendances pour le Canada

Le nombre de nouvelles mères ayant un emploi assurable qui touchent des prestations parentales a augmenté au cours des dernières années au Canada. Cependant, la proportion est beaucoup plus élevée au Québec, dont le système plus généreux assure que presque toutes les nouvelles mères ayant un emploi assurable reçoivent des prestations. La proportion de toutes les nouvelles mères qui reçoivent des prestations de congé parental, y compris celles qui n'ont pas d'emploi assurable, est beaucoup plus faible que chez les nouvelles mères qui ont un emploi assurable.

À améliorer

## Analyse

Le recours aux congés parentaux payés était sensiblement le même en 2020 que lors des années précédentes, mais l'accès demeure un défi pour les parents qui ont des modalités de travail atypiques. Les prestations parentales sont versées par le gouvernement fédéral au Canada par l'entremise de l'assurance-emploi, sauf au Québec, qui a son propre système comportant des critères d'admissibilité moins sévères et des prestations plus généreuses (y compris des taux de remplacement du salaire et des plafonds salariaux plus élevés). Alors que 91 % des nouvelles mères ayant un emploi assurable à l'extérieur du Québec ont déclaré recevoir des prestations parentales en 2020, 99,1 % des nouvelles mères dans des circonstances semblables ont reçu des prestations au Québec.<sup>193</sup> Toutefois, si l'on tient aussi compte de celles qui n'ont pas un emploi assurable, environ 70 % de toutes les mères

du Canada, à l'exception de celles vivant au Québec, reçoivent des prestations parentales, contre près de 90 % au Québec.<sup>194</sup> Les mères qui n'ont pas un emploi assurable comprennent les travailleuses autonomes, les étudiantes et les femmes sans emploi depuis peu.

Le Québec comporte aussi une proportion beaucoup plus élevée de conjoints qui touchent des prestations (78,1 %) comparativement au reste du Canada (19,5 %), en grande partie en raison de son approche des prestations de paternité, qui sont plus généreuses et constitue un droit individuel indépendant du choix de la mère de prendre ou non un congé. Les principales raisons pour lesquelles les conjoints hors Québec n'ont pas demandé de prestations étaient la préférence, l'inadmissibilité ou des raisons financières.<sup>195</sup> La hausse des congés parentaux chez les pères présente des avantages importants pour les

familles, dans la mesure où cela normalise le congé parental et favorise l'équité sur le marché du travail.<sup>196</sup>

Les familles à faible revenu, les Canadiens racisés, les nouveaux arrivants et les Autochtones sont moins susceptibles d'être admissibles aux prestations parentales. Les perturbations entraînées par la pandémie ont exacerbé les difficultés pour ces groupes, les pertes de travail ayant eu un impact sur leur capacité d'avoir un emploi assurable.<sup>197</sup> Un système de congés parentaux intégré aux services de garde d'enfants offrirait aux parents plus de certitude que les besoins de leurs enfants seront satisfaits. Le système actuel est un obstacle à l'entrepreneuriat pour les futurs parents, en particulier les femmes, du fait que les travailleurs autonomes ont plus de difficulté à obtenir des prestations.

# Le **taux d'emploi des mères** s'est redressé avec la reprise postpandémique, mais demeure faible comparativement à d'autres groupes



## Pertinence

Le taux d'emploi des mères est un facteur clé du progrès social et économique du Canada, car la contribution des femmes est essentielle à la réussite du pays à long terme. La présence des femmes sur le marché du travail contribue à l'augmentation de la productivité et à la réduction des inégalités salariales.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada s'est classé **12<sup>e</sup>** sur 36 pays de l'OCDE au chapitre du taux d'emploi des mères.

Le taux d'emploi des mères s'établissait à **76,5 %** au Canada en 2021.



## Cibel

Figurer parmi les **10 pays** de l'OCDE affichant les taux d'emploi des mères les plus élevés.

Seuil : Le pays se classant au **10<sup>e</sup>** rang affichait un taux d'emploi des mères de **77,6 %**.



## Tendances pour le Canada

Le taux d'emploi des mères a rebondi en 2021, atteignant des niveaux prépandémiques après avoir chuté en 2020. Toutefois, il demeure plus faible que celui des femmes sans enfants, ainsi que celui des hommes avec ou sans enfants. Les taux d'emploi sont également plus faibles chez les mères moins scolarisées.

À améliorer

## Analyse

Le taux d'emploi des mères a augmenté récemment avec la levée des restrictions liées à la pandémie. Le taux d'emploi des mères (âgées de 20 à 49 ans et ayant des enfants de 17 ans ou moins) a chuté en 2020, au début de la pandémie, pour s'établir à 74,1 %, mais il est remonté à 76,5 % en 2021.<sup>198</sup> Pendant la pandémie, les mères ont dû relever des défis en matière d'emploi parce qu'elles s'occupaient simultanément de leurs enfants tout en travaillant de plus en plus à la maison. La tâche de s'occuper des enfants retombait souvent de façon disproportionnée sur les femmes. Les efforts visant à renforcer le système de garde d'enfants du Canada pourraient contribuer à accroître la présence des femmes sur le marché du travail, car un plus grand nombre de mères seraient en mesure de retourner au travail si elles avaient accès à des services de garde à frais réduits.<sup>199</sup>

En 2022, il y a eu une augmentation notable du taux d'emploi par rapport aux niveaux prépandémiques chez les mères de jeunes enfants.<sup>200</sup>

Toutefois, malgré les récentes augmentations, le taux d'emploi des mères en 2021 était inférieur à celui des pères (91,8 %), des femmes sans enfants (77,6 %) et des hommes sans enfants (77,9 %). Le taux d'emploi des mères en 2021 variait selon le niveau de scolarité, s'établissant à 82,8 % pour les mères détenant au moins un baccalauréat, et à 57,8 % pour les mères détenant un diplôme d'études secondaires ou moins.<sup>201</sup>

Les mères peuvent subir une « pénalité de la maternité », car elles continuent de faire plus de travail non rémunéré à la maison que les hommes, ce qui peut avoir une incidence sur leur capacité à saisir des occasions en dehors du foyer. Une

enquête menée en 2021 a révélé que 40 % des mères avaient envisagé de démissionner après être retournées au travail suivant un congé de maternité, 95 % des mères déclarant avoir reçu un soutien inadéquat à leur retour au travail et 33 % affirmant s'être senties victimes de discrimination parce qu'elles étaient mères.<sup>202</sup> De plus, une enquête menée en 2022 a montré que les mères ayant un enfant de moins de 16 ans étaient deux fois plus susceptibles de ne pas postuler un emploi ou une promotion au cours des douze mois précédents que leurs homologues masculins et près de deux fois plus susceptibles de refuser une offre d'emploi au cours de la dernière année en raison de leurs responsabilités liées à la garde des enfants.<sup>203</sup>



# La **pauvreté chez les enfants et les jeunes** a considérablement diminué en raison des mesures d'aide offertes pendant la pandémie, mais ces progrès ne seront probablement pas durables

## Pertinence

La pauvreté infantile peut avoir un effet négatif à long terme. Elle peut constituer un obstacle au développement des enfants et leur limiter l'accès aux possibilités plus tard dans leur vie. Le taux de pauvreté infantile au Canada reflète le niveau de vie des familles.

## Situation actuelle au Canada

**4,7 %** des Canadiens de moins de 18 ans vivaient dans des familles à faible revenu en 2020.<sup>iii</sup>

## Cibel

**Réduire progressivement la pauvreté infantile** au Canada jusqu'à l'éradiquer, conformément à l'objectif du gouvernement canadien.

## Tendances pour le Canada

En bonne voie

Le Canada a enregistré une baisse importante de la pauvreté infantile en 2020, après avoir connu des baisses constantes au cours des dernières années. La baisse observée en 2020 était étroitement liée aux mesures de soutien liées à la pandémie. Toutefois, ces mesures étaient temporaires. Il est peu probable que l'important recul de la pauvreté auquel on a assisté se poursuive dans les années à venir en l'absence de mesures semblables.

## Analyse

Les taux de pauvreté infantile ont diminué considérablement en 2020, en grande partie grâce aux mesures de soutien liées à la pandémie. Le taux de pauvreté des Canadiens de moins de 18 ans est passé de 10,6 % en 2018 à 9,4 % en 2019, puis à 4,7 % en 2020.<sup>204</sup> Les revenus de nombreuses familles à faible revenu ont augmenté en raison des programmes de soutien gouvernementaux visant à aider les Canadiens touchés par les restrictions liées à la pandémie.<sup>205</sup> En outre, les prestations de l'Allocation canadienne pour enfants ont contribué à réduire la pauvreté chez les jeunes Canadiens en 2020.<sup>206</sup>

On prévoit cependant que la baisse du taux de pauvreté ne sera pas permanente, car les transferts gouvernementaux qui ont fait reculer la pauvreté en 2020 étaient temporaires. De plus, après 2020, certaines prestations liées à la pandémie ont été récupérées par le gouvernement fédéral, y compris des prestations pour enfants versées aux familles à faible revenu ayant plusieurs enfants.<sup>207</sup> Les hauts taux d'inflation enregistrés au cours de la dernière année devraient avoir un effet négatif sur les revenus réels et faire augmenter la pauvreté.<sup>208</sup> Bien que le taux de pauvreté infantile au Canada ait diminué ces dernières années, le Canada se situe habituellement dans la moyenne des pays de l'OCDE à cet égard.<sup>209</sup>

Les taux de pauvreté infantile variaient quelque peu selon la province de résidence, les provinces de l'Atlantique comme Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard affichant un taux plus élevé, et le Québec et l'Alberta affichant un taux plus faible. De plus, les enfants vivant dans une famille monoparentale étaient plus susceptibles de vivre sous le seuil de pauvreté (16,9 %) que ceux vivant avec deux parents (3 %) en 2020.<sup>210</sup> Les plus jeunes enfants étaient également plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, les 0 à 5 ans connaissant des niveaux de pauvreté plus élevés que les enfants plus âgés. Les taux de pauvreté globaux sont plus élevés chez les Autochtones, les nouveaux arrivants et les groupes racisés.<sup>211</sup>

<sup>iii</sup> Le taux de pauvreté infantile au Canada est plus élevé lorsqu'on utilise d'autres mesures que la mesure du panier de consommation. Par exemple, il était de 7,5 % en 2020 selon la mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI).

# Les défis pour le *bien-être des jeunes* ont été exacerbés par la pandémie

## Pertinence

Le bien-être des enfants et des jeunes est une condition fondamentale de leur développement, de leur santé, de leur réussite et de leur qualité de vie futurs. De lui dépend la capacité du Canada à préparer la relève à participer pleinement à la société et à l'économie, ainsi que l'attrait que peut avoir le pays pour les personnes qui souhaitent y élever une famille.

## Situation actuelle au Canada

Le Canada se classait **26<sup>e</sup> parmi 32 pays de l'OCDE** sur le plan du bien-être des jeunes en 2018.

Quelque **9% des étudiants canadiens déclaraient éprouver constamment un sentiment de tristesse** en 2018.

## Cibél

Figurer parmi les **10 premiers pays** de l'OCDE sur la question du bien-être des jeunes.

Seuil : La Slovaquie se classait au 10<sup>e</sup> rang des pays de l'OCDE en 2018, avec **5 % d'étudiants se déclarant constamment tristes**.

## Tendances pour le Canada

En retard

Selon plusieurs évaluations, le bien-être des jeunes Canadiens est bien inférieur à celui des pays comparables. Il a aussi été influencé par la pandémie, notamment en raison des perturbations de la scolarité, de la montée de l'isolement et des répercussions sur la santé mentale.

## Analyse

La pandémie a eu un effet néfaste sur le bien-être des enfants et des jeunes au Canada. Cependant, même avant la pandémie, les jeunes Canadiens ont déclaré connaître des niveaux de tristesse plus élevés que les jeunes de la plupart des pays de l'OCDE.<sup>212</sup> En outre, une étude de 2019 a révélé que plus du quart des enfants canadiens ont déclaré s'être sentis tristes ou désespérés pendant une longue période.<sup>213</sup>

La santé mentale des jeunes Canadiens a été particulièrement éprouvée par la pandémie. Selon une enquête de 2021, plus de 70 % des enfants et des jeunes ont déclaré que la pandémie les avait fait se sentir déprimés, anxieux et irritables, entre autres symptômes. Dans une autre enquête, 62 % des

parents ont déclaré que la pandémie avait exacerbé les problèmes de santé mentale de leurs enfants, et 48 % des parents ont indiqué qu'elle avait engendré de nouveaux problèmes.<sup>214</sup> La mauvaise santé mentale, le racisme systémique et la discrimination figuraient parmi les principales menaces à l'enfance identifiées par Les enfants d'abord Canada en 2022. La perturbation de l'éducation constitue l'un des défis les plus importants pour les enfants, et ce sont les enfants de familles à faible revenu qui ont été le plus durement touchés par les pertes d'apprentissage.<sup>215</sup>

La pandémie a également eu des répercussions sur la santé physique des enfants et des jeunes. Par exemple, selon une enquête sur le bien-être des

enfants et des jeunes en Alberta, 73 % des jeunes de la province ont été moins actifs physiquement en raison de la pandémie, tandis que 51 % mangeaient moins d'aliments sains et 48 % dormaient moins. Dans l'ensemble, environ 60 % des parents ont déclaré que la santé physique de leurs enfants s'était détériorée en raison de la pandémie.<sup>216</sup>



# Infrastructure et environnement

## Vue d'ensemble

La croissance démographique ne peut se faire convenablement que si elle s'accompagne d'une planification à long terme et d'investissements dans les infrastructures de base et l'adaptation aux changements climatiques.

Au cours des dernières années, l'infrastructure du Canada n'a pas répondu aux besoins d'une population croissante, notamment parce que le prix des logements continue de monter, que la congestion augmente et que la couverture des services à large bande demeure inégale d'un bout à l'autre du pays. Les municipalités canadiennes ont la plus grande part de responsabilité en matière d'infrastructure, mais ce sont elles qui sont le moins équipées pour relever ces défis. De plus, les récentes catastrophes climatiques ont mis en évidence l'importance d'une infrastructure résiliente. Les performances du Canada en matière de protection du climat d'adaptation aux nouvelles variations climatiques méritent une attention particulière, car les phénomènes météorologiques extrêmes, les inondations et les incendies menacent de plus en plus la vie des Canadiens, leurs foyers, leurs entreprises et le monde naturel. Une infrastructure robuste est fondamentale pour un Canada en croissance qui répond aux besoins de tous les Canadiens.



### En bref

- | **Les investissements dans les infrastructures** ont diminué au cours des dernières années et stagnent globalement
- | **L'abordabilité du logement** s'est légèrement améliorée grâce aux mesures d'aide offertes pendant la pandémie, mais les prix ont grimpé et les taux de propriété ont diminué
- | Il y a un écart entre la **couverture à large bande en milieu rural** et dans le reste du Canada
- | **La densité de population des régions métropolitaines** a augmenté au Canada, mais est inférieure à celle des pays comparables
- | Le Canada fait piètre figure sur le plan de la **performance en matière de changements climatiques** parmi les pays comparables
- | La **résilience** du Canada demeure stable, mais des défis subsistent en matière d'adaptation



# Investment in infrastructure has declined in recent years and stagnated overall



## Pertinence

Pour construire un Canada plus grand et plus audacieux, il faut investir dans les infrastructures comme le logement abordable, les infrastructures d'adaptation aux changements climatiques, la large bande, les routes, les ponts et le transport en commun. Sans investissements planifiés et stratégiques dans les infrastructures, la croissance démographique mettra à rude épreuve notre économie, notre qualité de vie et notre bien-être.



## Situation actuelle au Canada

En 2020, les investissements dans les infrastructures équivalaient à **3,7 % du PIB**.



## Cibler

Augmenter le taux de l'infrastructure

Augmenter le taux d'investissement dans les infrastructures à **5 % du PIB** afin de combler les lacunes.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

Les investissements dans les infrastructures au Canada ont diminué en 2021 par rapport à l'année précédente. L'investissement stagne depuis plusieurs années. Une augmentation des dépenses et une planification à long terme sont nécessaires pour tenir compte de la croissance démographique du Canada. Des investissements accrus doivent être consentis pour compenser des décennies de sous-investissement dans les infrastructures du Canada et pour s'adapter aux changements climatiques et aux conditions météorologiques extrêmes.

## Analyse

Le niveau d'investissement dans les infrastructures du Canada a diminué au cours de la dernière décennie, de même qu'en 2021 par rapport à l'année précédente. Les dépenses sont généralement demeurées à moins de 4 % du PIB au cours des dernières années.<sup>217</sup> Comparativement à d'autres pays, le Canada a des niveaux moyens d'investissement dans les infrastructures. En particulier, le Canada traîne de la patte en ce qui concerne les dépenses en matière de transport, de services publics et d'infrastructure énergétique.<sup>218</sup> Le niveau actuel de dépenses du pays ne compense pas le sous-investissement considérable des décennies précédentes. La Fédération canadienne des municipalités estime qu'il y a un retard d'au moins

175 milliards de dollars en matière d'infrastructure.<sup>219</sup> De plus, la pandémie a mis en évidence d'importantes lacunes en matière d'infrastructure dans de nombreuses collectivités autochtones, comme des logements surpeuplés, une mauvaise connectivité et un accès limité à de l'eau potable propre et fiable.<sup>220</sup>

Selon un récent bulletin de rendement des infrastructures du Canada, l'infrastructure publique du Canada est « à risque », car une partie importante des actifs est en mauvais état. Près de 40 % des routes, ponts et tunnels du Canada sont dans un état passable ou pire et seulement 20 % ont été construits au cours des 20 dernières années.<sup>221</sup> Comme le Canada compte sur le mouvement des

marchandises pour environ les deux tiers de ses revenus, l'infrastructure revêt une importance considérable pour l'économie canadienne. Pourtant, une analyse récente a révélé que, contrairement à de nombreux pays comparables, le Canada n'a pas de stratégie nationale à long terme pour la planification de ses grands projets de transport. Le Canada a été reconnu comme l'un des pays les moins rigoureux et les moins prévoyants en matière d'infrastructures.<sup>222</sup>

# L'abordabilité du logement s'est légèrement améliorée grâce aux mesures d'aide offertes pendant la pandémie, mais les prix ont grimpé et les taux de propriété ont diminué

## Pertinence

L'accès à des logements abordables, convenables et adéquats est nécessaire pour soutenir la santé et le bien-être d'une population canadienne croissante. La qualité et la sécurité du logement sont corrélées à une meilleure santé et favorisent la cohésion sociale à long terme, contribuant ainsi à la croissance du Canada dans les années à venir.

## Situation actuelle au Canada

La proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement était de **10,1 %** au Canada et de **11,2 %** dans les grands centres urbains en 2021.

## Cibel

Atteindre l'objectif de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) de **fournir à tous un logement abordable** d'ici 2030.

## Tendances pour le Canada

En retard

Les besoins impérieux en matière de logement ont légèrement diminué en 2021, avec la baisse de la proportion de personnes vivant dans des logements inabordables. L'augmentation des revenus des ménages a joué un rôle clé dans cette amélioration, mais cela pourrait être en partie attribuable aux mesures temporaires de soutien au revenu liées à la pandémie, qui ont pris fin depuis. Le Canada demeure aux prises avec des défis importants liés à l'augmentation du coût de la vie, notamment dans les grands centres urbains et au sein des populations vulnérables, où les problèmes d'abordabilité sont les plus graves.

## Analyse

Le nombre de Canadiens vivant dans des logements inabordables a diminué en 2021, avec l'augmentation du revenu des ménages. Cette amélioration pourrait toutefois être attribuable en partie aux mesures temporaires de soutien au revenu liées à la pandémie, comme la PCU, qui ont pris fin depuis.<sup>223</sup> Les progrès accomplis pourraient donc être temporaires. La proportion de ménages au Canada qui ont des besoins impérieux en matière de logement (c'est-à-dire des ménages dans des logements inabordables, non convenables ou inadéquats) est passée de 12,7 % en 2016 à 10,1 % en 2021.<sup>224</sup> La même tendance a été observée dans les grands centres urbains, où la proportion est passée de 13 % en 2018 à 11,2 % en 2021.<sup>225</sup>

Cependant, les logements au Canada demeurent hors de prix pour beaucoup de gens, près de 1,5 million de ménages canadiens ayant des besoins impérieux en matière de logement en 2021. Cette même année,

les besoins impérieux en matière de logement étaient beaucoup plus élevés chez les locataires (20 %) que chez les propriétaires (5 %).<sup>226</sup> Les coûts d'habitation mensuels moyens (y compris le loyer ou les hypothèques, les services publics, les impôts fonciers et les frais de copropriété) ont augmenté partout au Canada entre 2018 et 2021. De plus, la proportion de Canadiens qui sont propriétaires d'une maison a légèrement diminué entre 2018 et 2021, et les Canadiens qui s'identifient comme étant racisés ont déclaré des niveaux plus faibles de propriété que les Canadiens non racisés.<sup>227</sup> Les Autochtones étaient également plus susceptibles que la population générale de vivre dans des logements surpeuplés ou dans des logements nécessitant des réparations majeures.<sup>228</sup>

Il demeure difficile d'acheter une maison car l'abordabilité continue de diminuer. Les prix des logements ont fluctué en 2022, tandis qu'il devenait plus coûteux d'emprunter.<sup>229</sup> L'augmentation de

l'immigration est l'un des nombreux facteurs qui ont accru le besoin de logements abordables, dans un contexte de pénurie de logements et vu les prix élevés du marché. Le Canada a connu l'une des plus importantes hausses du prix des logements de tous les pays comparables.<sup>230</sup> On estime qu'il faudra 3,5 millions de logements abordables de plus d'ici 2030 pour rétablir l'abordabilité au Canada.<sup>231</sup> L'immigration contribuera grandement à la croissance de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour accroître l'offre de logements.<sup>232</sup> Bien que le gouvernement fédéral ait pris des engagements et investi dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement, appuyant la création de centaines de milliers de nouveaux logements, d'autres efforts sont nécessaires.<sup>233</sup> Une croissance robuste de l'offre de logements grâce à des investissements et à des politiques qui éliminent les obstacles à l'expansion de l'offre de logements est essentielle à un Canada en croissance.



# Il y a un écart entre la **couverture à large bande en milieu rural** et dans le reste du Canada

## Pertinence

L'accès aux services à large bande partout au Canada, y compris dans les régions rurales et éloignées du pays, est essentiel pour que le Canada puisse croître de telle manière que sa prospérité profite à tous. Cela permettra aux Canadiens et aux nouveaux arrivants d'avoir accès à l'éducation et aux services essentiels et de participer pleinement à l'économie et à la société du Canada, et ce, partout au pays.

## Situation actuelle au Canada

La couverture à large bande illimitée de 50/10 était de **54,4 %** dans les régions rurales du Canada en 2020.

## Cible

Atteindre une couverture à large bande illimitée de 50/10 dans les régions rurales du Canada comparable à celle de l'ensemble du Canada, soit **89,7 %** en 2020.

## Tendances pour le Canada

À améliorer

Bien que le Canada soit sur la bonne voie pour offrir une couverture à large bande à des vitesses de 50/10 Mb/s à l'ensemble des Canadiens, d'importantes lacunes subsistent dans les régions rurales, les collectivités autochtones et les régions nordiques du Canada. Les régions rurales et éloignées du Canada sont beaucoup moins bien couvertes que le reste du Canada. Au cours des dernières années, l'accès aux services à large bande est devenu essentiel pour que tous les Canadiens puissent profiter de l'éducation, des soins de santé et du travail, surtout depuis la pandémie.

## Analyse

Bien que la couverture à large bande à des vitesses de 50/10 Mb/s se soit étendue au cours des dernières années, il subsiste un écart important entre la couverture dans les régions rurales et éloignées du Canada et le reste du pays. Le Canada a atteint son objectif de fournir un accès à large bande illimitée de 50/10 à 90 % des ménages au pays en 2021. Cependant, la proportion de ménages ayant accès à la large bande est beaucoup plus faible dans les régions rurales et éloignées du Canada. Il pourrait donc être difficile pour le gouvernement fédéral d'atteindre sa cible de 100 % des ménages au Canada d'ici 2031.<sup>234</sup> En 2020, 54,4 % des régions rurales du Canada avaient une couverture à large bande à des vitesses de 50/10, comparativement à 38,9 % en 2016. Bien que cela représente un progrès, la couverture dans les centres urbains était de 99 % en 2020, ce qui indique que la majorité des personnes qui n'y ont pas accès vivent à l'extérieur des régions

urbaines. Environ 1,5 million de ménages canadiens n'étaient pas couverts en 2020.<sup>235</sup> Pour combler l'écart en matière de connectivité à large bande, il faudra fournir des services à large bande dans les régions rurales et éloignées du Canada comparables à ceux des centres urbains sur le plan de la vitesse, de la qualité et du coût.<sup>236</sup> Des solutions novatrices pourraient être nécessaires pour relever les défis liés à l'accès dans les régions rurales et éloignées, comme des approches de financement et de gestion de réseau.<sup>237</sup>

Les collectivités du Nord et les réserves des Premières Nations affichaient également de faibles niveaux de couverture des services à large bande en 2020, soit 44,1 % et 39,1 % respectivement.<sup>238</sup> De nombreuses collectivités autochtones des régions éloignées n'ont pas accès en ligne à des services essentiels comme les soins de santé, l'éducation, le counseling et les

médias d'information.<sup>239</sup> La couverture à large bande est devenue encore plus nécessaire au début de la pandémie en 2020 pour travailler, étudier, magasiner et rester connecté de la maison – des tendances qui se sont poursuivies et enracinées depuis. D'autres événements survenus au cours des dernières années, y compris la panne nationale d'Internet et de Rogers sans fil en 2022, ont mis en évidence le besoin de services Internet de qualité, fiables, abordables et sécuritaires pour tous les Canadiens. Les prix de l'Internet haute vitesse ont aussi augmenté partout au Canada, ce qui complique les choses. Les prix d'Internet au Canada sont plus élevés que dans de nombreux autres pays et, pour certains types d'Internet, par exemple les vitesses de 101 à 150 Mb/s, c'est au Canada que les coûts sont les plus élevés.<sup>240</sup>

# La densité de population des régions métropolitaines a augmenté au Canada, mais est inférieure à celle des pays comparables



## Pertinence

Une densité bien planifiée peut régler les problèmes liés à l'abordabilité du logement, à l'accès aux services, à la santé et à l'environnement, et sera essentielle à mesure que la population du Canada croîtra pour assurer une croissance durable dont tous les Canadiens pourront profiter.



## Situation actuelle au Canada

La densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines comptant au moins 250 000 habitants (16 villes) était de **1 233 habitants par kilomètre carré** au Canada en 2020.



## Cibler

Être dans la moyenne de l'OCDE pour la densité de population des régions métropolitaines.

Seuil : La densité moyenne de la population dans les centres urbains des zones métropolitaines des pays de l'OCDE était de **1 394 habitants par kilomètre carré** en 2020.



## Tendances pour le Canada

À améliorer

La densité de la population dans les centres urbains du Canada a augmenté au cours des dernières années. Bien que les villes canadiennes soient devenues plus denses, le Canada demeure en dessous de la moyenne de l'OCDE. Les niveaux de densité sont également très variés d'un endroit à l'autre au pays. Le Canada a tout ce qu'il faut pour grandir plutôt que de s'étaler afin de répondre aux besoins d'une population croissante dans des collectivités plus abordables, plus vivables, à faibles émissions de carbone et axées sur le transport en commun.

## Analyse

Le Canada est devenu de plus en plus urbanisé et les villes canadiennes sont devenues de plus en plus denses au cours des dernières années.<sup>241</sup> En 2021, près des trois quarts des Canadiens vivaient dans l'un des 41 plus grands centres urbains du Canada.<sup>242</sup> La population des centres-villes des grands centres urbains a augmenté de 10,9 % entre 2016 et 2021, soit le double du taux de croissance de la période de cinq ans précédente. Cette croissance s'est produite malgré le ralentissement dû à la pandémie en 2020, un plus grand nombre de personnes travaillant à domicile et moins de déplacements vers les bureaux du centre-ville. Néanmoins, de nombreux Canadiens souhaitent toujours vivre dans des zones urbaines dynamiques et travailler plus près de chez eux. Le centre-ville de Vancouver affichait le plus

haut niveau de densité de population en 2021. Le centre-ville des plus grandes villes du Canada a connu l'une des plus fortes croissances de 2016 à 2021, notamment celui de Montréal (24,2 %), de Calgary (21 %) et de Toronto (16,1 %). Le centre-ville d'Halifax a connu la croissance la plus rapide, avec une augmentation de 26,1 %. La croissance de la population dans les centres-villes du Canada s'est accompagnée d'efforts par de nombreuses villes pour adopter des plans incluant une augmentation de la densité et de l'offre de logements.<sup>243</sup>

Toutefois, le niveau de densité du Canada demeure inférieur à celui observé dans les zones urbaines des pays comparables. Par exemple, Toronto a 64 % de la densité de Copenhague, selon une

étude. Il y a des possibilités de densification accrue dans les centres urbains du Canada. Des réseaux de transport en commun solides sont l'un des moyens les plus efficaces d'encourager la densité.<sup>244</sup> En outre, moins d'un quart (23 %) des résidents des villes canadiennes habitent dans les quartiers les plus habitables.<sup>245</sup> Avec une densité bien planifiée, le nombre de quartiers habitables pourrait augmenter et le bien-être des personnes vivant dans ces quartiers pourrait être rehaussé.



# Le Canada fait piètre figure sur le plan de la *performance en matière de changements climatiques* parmi les pays comparables



## Pertinence

Les changements climatiques posent un risque existentiel pour la prospérité du Canada et du monde, ainsi que pour la santé et le bien-être des gens. Améliorer la performance du Canada dans la lutte contre les changements climatiques est crucial pour les contemporains et les générations futures.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada **s'est classé au 58<sup>e</sup> rang** sur 63 selon l'Indice de performance climatique (IPC) en 2023.<sup>iv</sup>



## Cibel

Figurer **15 meilleurs pays** de l'IPC et obtenir la note « bien ».



## Tendances pour le Canada

En retard

Le Canada demeure parmi les pays les moins performants selon l'IPC, qui lui attribue une piètre performance en matière d'émissions de GES, d'énergie renouvelable et d'utilisation de l'énergie. Le Canada a légèrement amélioré son classement dans l'indice grâce à l'amélioration des évaluations de sa politique climatique dans la foulée de son Plan de réduction des émissions annoncé en 2022.

## Analyse

Le Canada est l'un des pays les moins performants en matière de protection du climat. Le Canada a été l'un des pays ayant une performance « très mauvaise » selon l'indice de performance climatique (IPC) de 2023 et a été reconnu comme l'un des pays ayant les émissions de GES par habitant les plus élevées. Le Canada a obtenu une meilleure note pour ses politiques climatiques que l'année précédente, ce qui a légèrement amélioré son classement général aux résultats de l'IPC pour 2023.

Le niveau d'émissions du Canada a augmenté en 2021, notamment de 3 % pour les émissions de CO<sub>2</sub> après une baisse de 10 % l'année précédente en raison du ralentissement économique attribuable à la pandémie. Parmi les pays du G7, le Canada arrive en queue de peloton dans la réduction des émissions depuis 2005.<sup>246</sup> Le CCPI voit d'un bon œil le fait qu'en 2022, le Canada a publié son plan de réduction des

émissions à l'horizon 2030. Le plan contient une feuille de route pour réduire les émissions de 40 % d'ici 2030 et atteindre l'objectif net zéro d'ici 2050.<sup>247</sup> Cependant, des préoccupations ont été soulevées quant au manque d'ambition du plan et à la probabilité de mettre en œuvre des engagements tels que l'élimination des subventions aux combustibles fossiles.<sup>248</sup> Le Canada a également publié en novembre 2022 sa toute première Stratégie nationale d'adaptation, visant à aider le Canada à s'adapter aux effets des changements climatiques. La mise en œuvre de la Stratégie jouera un rôle important dans l'amélioration de la performance du Canada dans les années à venir.<sup>249</sup>

Au cours des dernières années, le Canada a connu des événements climatiques majeurs comme des vagues de chaleur mortelles, des feux de forêt, des inondations et des ouragans. Les communautés marginalisées et racisées sont particulièrement vulnérables aux

phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier la chaleur extrême. Les aînés et les ménages à faible revenu font aussi partie des groupes vulnérables qui ont besoin d'un soutien ciblé pour réduire les risques liés aux phénomènes météorologiques extrêmes.<sup>250</sup> Bien que la plupart des régions du Canada puissent être touchées par les changements climatiques, certaines sont plus susceptibles d'être durement touchées, comme les régions du Nord et l'Alberta.<sup>251</sup> On estime que les phénomènes météorologiques extrêmes ont entraîné des dommages assurés de 2,1 milliards de dollars dans l'ensemble du Canada en 2021.<sup>252</sup> De plus, les changements climatiques pourraient ralentir la croissance économique de 25 milliards de dollars par année, ce qui aurait des répercussions négatives sur les budgets gouvernementaux, le revenu des ménages et la compétitivité.<sup>253</sup> La capacité du Canada à assurer sa croissance à long terme sera étroitement liée à ses performances en matière de changement climatique.

<sup>iv</sup> Le Climate Change Performance Index (CCPI) indique qu'aucun pays n'atteint la note globale « très élevée » en ce qui a trait au rendement en matière de changements climatiques et, par conséquent, laisse les trois premiers rangs vides. Ainsi, le Canada occupe techniquement le 55<sup>e</sup> rang sur 60 dans l'indice, en raison des trois premiers rangs vides.

# La **résilience** du Canada demeure stable, mais des défis subsistent en matière d'adaptation



## Pertinence

Des systèmes résilients qui peuvent résister aux chocs climatiques sont essentiels au succès d'un Canada en croissance et nécessaires pour aider le pays à se préparer aux risques associés aux défis mondiaux.



## Situation actuelle au Canada

Le Canada **se classe au 14<sup>e</sup> rang** sur 47 pays à revenu élevé au chapitre de l'indice de 2020 de la Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN).



## Cibler

Figurer parmi **les 10 pays** les plus résilients selon l'indice ND-GAIN.



## Tendances pour le Canada

**À améliorer**

Le Canada a affiché une légère tendance à la baisse au cours de la dernière décennie en ce qui concerne l'indice ND-GAIN, qui évalue la vulnérabilité des pays aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux ainsi que leur préparation à s'adapter. Cependant, les performances du Canada sur le plan de la préparation et de la vulnérabilité se sont détériorées au cours des dernières années et des défis subsistent en matière d'adaptation. Le Canada demeure par ailleurs encore peu vulnérable dans le contexte mondial, et il a l'occasion de jouer un rôle de chef de file mondial.

## Analyse

Le niveau de résilience du Canada demeure stable, mais le pays a perdu du terrain par rapport à l'indice de la Global Adaptation Initiative (ND-GAIN) au cours des deux dernières décennies. L'indice souligne que le Canada continue de faire face à des défis en matière d'adaptation. Néanmoins, on a constaté qu'en 2020, le Canada était peu vulnérable aux changements climatiques dans un contexte mondial et bien préparé pour s'adapter (voir **l'annexe A** pour les définitions de ces dimensions).<sup>254</sup> Les événements climatiques de 2022, comme l'ouragan Fiona, qui a frappé le Canada atlantique et l'est du Québec, ont mis en évidence la nécessité d'un processus d'adaptation national robuste au Canada.<sup>255</sup> De plus, les collectivités nordiques et autochtones vivent dans des régions qui se réchauffent plus rapidement que le reste du Canada et les répercussions des changements climatiques y seront probablement encore plus prononcées et nécessiteront des niveaux de soutien supplémentaires.<sup>256</sup>

En novembre 2022, le Canada a publié sa toute première Stratégie nationale d'adaptation et son Plan d'action fédéral. La stratégie provisoire vise à fournir un cadre de travail pour l'ensemble de la société afin de rendre le Canada plus résilient aux répercussions des changements climatiques, y compris un cadre de surveillance et d'évaluation. Le Plan d'action comprend une série de mesures fédérales existantes et nouvelles appuyant la mise en œuvre de la stratégie.<sup>257</sup> Un groupe d'experts sur la résilience en cas de catastrophe a indiqué que d'ici 2030, le Canada a la capacité de « démontrer une réduction mesurable » du nombre de Canadiens exposés aux dangers des conditions météorologiques extrêmes.<sup>258</sup>

Climate Proof Canada, une coalition axée sur l'adaptation aux changements climatiques et la résilience aux catastrophes, a souligné l'importance d'établir des cibles d'adaptation, y compris des plans de protection contre les incendies de forêt pour les collectivités à risque et des exigences relatives à la climatisation de tous les bâtiments en raison de

la chaleur extrême en été. D'ici 2050, on s'attend à ce que la plupart des villes du Canada aient des températures estivales quotidiennes jusqu'à 5 degrés plus élevées que la normale et à ce que le nombre de jours où la température dépasse 30 degrés Celsius double ou triple. La coalition affirme également que le Canada devrait réduire les risques en protégeant les maisons à risque élevé d'inondation d'ici 2028.<sup>259</sup> Un sondage mené en 2022 par le Bureau d'assurance du Canada a révélé que 85 % des Canadiens appuient l'adaptation aux changements climatiques et veulent que le gouvernement prenne des mesures pour assurer la protection contre les catastrophes naturelles liées au climat.<sup>260</sup>



# La voie à suivre

Le Canada est une société multiculturelle en pleine croissance et une destination mondiale pour travailler, étudier et vivre. Le niveau de vie élevé, la qualité de vie et les bons services publics du pays profitent à tous ceux qui considèrent le Canada comme leur pays.

Cependant, des défis structurels menacent cette position au pays et à l'international. Le vieillissement de la population, les faibles taux de fécondité et la faible croissance de la main-d'œuvre mettent en péril l'économie et les services publics du Canada. Les nouveaux défis mondiaux, y compris les conflits et les risques liés au climat, sont aussi des menaces pour l'avenir du Canada.

Une population croissante peut aider à promouvoir nos intérêts économiques, sociaux, environnementaux et de sécurité nationale. *Le Tableau de bord national* met en évidence les domaines dans lesquels nous avons établi les conditions propices à une croissance réussie – et ceux où nous devons faire plus de progrès.

Malgré d'importants problèmes systémiques, le Canada est un chef de file mondial en matière d'immigration. L'appui soutenu du public à l'égard de l'immigration permet au Canada de faire de l'immigration une stratégie nationale fondamentale, même face à des crises comme la pandémie. Le Canada a continué de manifester un soutien élevé à l'immigration avec les récentes augmentations des cibles dans le cadre du Plan annuel des niveaux d'immigration du gouvernement fédéral. Si l'on maintient le cap actuel, le Canada est en bonne voie d'atteindre l'objectif de 100 millions de Canadiens d'ici 2100. Le Canada a également

réalisé des progrès importants en matière d'infrastructure sociale, nécessaire à la croissance du pays dans les décennies à venir. Le bon système d'éducation publique du pays et l'engagement à améliorer l'accès à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants renforcent son attrait pour les gens du monde entier, tout en stimulant l'économie du Canada et en favorisant le bien-être de tous les Canadiens.

Toutefois, le Canada a de nombreux défis à relever. Par exemple, les investissements tardifs du Canada dans l'infrastructure et la R-D empêchent le pays de bâtir une économie dynamique et une prospérité dont tous profitent. Des logements de plus en plus inabordables, l'augmentation du coût de la vie, l'incertitude économique et les risques climatiques croissants sont autant de facteurs qui compromettent le bien-être des Canadiens.

En nous attaquant à ces problèmes et à mesure que nous prendrons appui sur nos réussites, nous devons garder à l'esprit notre objectif d'un Canada en croissance. En agissant aujourd'hui, nous pouvons bâtir un avenir plus grand, plus audacieux et plus brillant pour tous les Canadiens – ceux qui vivent déjà ici et ceux qui ne sont pas encore arrivés.

# Sources des données

## Domaine d'intervention : *Atteindre une population de 100 millions d'habitants*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
<b>Croissance démographique</b>	<b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Estimations des composantes de la croissance démographique, annuelles</a> Indique les changements annuels de la population résultant des naissances, des décès, de la migration nette et d'autres composantes de la croissance démographique. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation proposant des points de repère afin de déterminer le taux de croissance nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants d'ici 2100, à partir d'hypothèses portant notamment sur l'indice de fécondité.
<b>Admissions d'immigrants</b>	<b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Estimations des composantes de la croissance démographique, annuelles</a> Indique le nombre d'immigrants admis chaque année au Canada. À l'aide des données de Statistique Canada, le Conference Board du Canada a établi à la demande de l'Initiative du Siècle une modélisation estimant le taux d'immigration nécessaire pour atteindre 100 millions d'habitants d'ici 2100, en tenant compte des cibles d'immigration annoncées par le gouvernement fédéral pour les prochaines années et à partir d'hypothèses portant notamment sur l'indice de fécondité.
<b>Indice de fécondité</b>	<b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Taux brut de natalité, taux de fécondité par groupe d'âge et indice synthétique de fécondité (naissances vivantes)</a> Indique le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde si elle vivait jusqu'à la fin de sa période de fécondité et si elle donnait naissance au nombre d'enfants correspondant au taux de fécondité par âge de l'année considérée. Le Conference Board du Canada a utilisé la cible de taux de fécondité pour établir son modèle de population.
<b>Espérance de vie</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Espérance de vie à la naissance</a> Mesure l'espérance de vie à la naissance en fonction de la durée moyenne de vie d'un nouveau-né si le taux de mortalité actuel reste inchangé.



## Domaine d'intervention : *Immigration*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
Réputation mondiale	<p><b>Ipsos</b> – <a href="#">Anholt-Ipsos Nation Brands Index 2022</a></p> <p>Fondé sur une étude annuelle des perceptions de 60 pays réalisée au moyen d'entrevues en ligne avec plus de 60 000 adultes âgés de 18 ans et plus dans les principaux pays membres. Les pays visés par l'étude sont évalués dans plusieurs catégories liées à la réputation, notamment les exportations, l'immigration et l'investissement, la culture et la gouvernance.</p>
Appui de la population à l'égard de l'immigration	<p><b>Environics Institute for Survey Research</b> – <a href="#">Focus Canada Fall 2022: Public opinion about immigration and refugees</a></p> <p>Fondé sur une enquête annuelle d'opinion publique sur les vues des Canadiens en matière d'immigration, à partir d'entrevues avec 2 000 Canadiens, à savoir si les personnes interrogées pensent que les niveaux d'immigration sont trop élevés.</p>
Rétention des immigrants par province	<p><b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Migration interprovinciale des déclarants immigrants selon l'expérience avant l'admission et l'année d'imposition, pour le Canada et les provinces</a></p> <p>Mesure le taux de rétention des immigrants cinq ans après leur arrivée au Canada.</p>
Politiques d'intégration des migrants	<p><b>Migration Policy Group</b> – <a href="#">Migrant Integration Policy Index 2020</a></p> <p>Fondé sur un indice qui mesure les politiques d'intégration des migrants dans 52 pays sur cinq continents, notamment la mobilité du marché du travail, la réunification des familles, l'éducation, la santé, la participation politique, la résidence permanente, l'accès à la nationalité et la lutte contre la discrimination.</p>
Écart de revenu	<p><b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Revenu des déclarants immigrants selon la catégorie d'admission et l'année d'imposition, pour le Canada et les provinces, dollars constants de 2020; Revenu des particuliers selon le groupe d'âge, le sexe et la source de revenu, Canada, provinces et certaines régions métropolitaines de recensement</a></p> <p>Mesure l'écart du revenu total médian entre les immigrants cinq ans après leur arrivée et l'ensemble de la population canadienne.</p>
Établissement permanent des étudiants étrangers	<p><b>IRCC</b> – <i>Admissions des résidents permanents qui ont déjà eu un permis d'études par catégorie d'immigration, 2015 - 30 juin 2022 (données fournies par le bureau principal des données d'IRCC)</i></p> <p>Représente le nombre de résidents permanents admis annuellement qui détenaient auparavant un permis d'études.</p>
Travailleurs étrangers temporaires	<p><b>IRCC</b> – <a href="#">Titulaires de permis de travail du programme de mobilité internationale (PMI) en date du 31 décembre selon le pays de citoyenneté; en date du 31 décembre selon le pays de citoyenneté</a></p> <p><b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Caractéristiques de la population active selon l'industrie, données annuelles (x 1 000)</a></p> <p>Indique la proportion de travailleurs étrangers temporaires dans la population active occupée. Le nombre annuel de travailleurs étrangers temporaires se base sur les données d'IRCC sur les titulaires de permis de travail recueillies dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires et du Programme de mobilité internationale.</p>

## Domaine d'intervention : *Économie, innovation et entrepreneuriat*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
<b>Entrepreneuriat au stade initial</b>	<p><b>Global Entrepreneurship Monitor</b> – <a href="#">GEM 2021/2022 Global Report: Opportunity and Disruption</a></p> <p>Mesure les activités entrepreneuriales au stade initial, soit le pourcentage d'adultes âgés de 18 à 64 ans qui participent activement au démarrage ou à l'exploitation d'une nouvelle entreprise. Il s'agit d'un indicateur parmi plusieurs qui figurent dans le rapport annuel de Global Entrepreneurship Monitor.</p>
<b>Dépenses des entreprises en R-D</b>	<p><b>OCDE</b> – <a href="#">Principaux indicateurs de la science et de la technologie : DIRD en pourcentage du PIB</a></p> <p>Représente les dépenses des entreprises en recherche et développement exprimées en pourcentage du PIB.</p>
<b>Innovation</b>	<p><b>Indice mondial d'innovation</b> – <a href="#">Global Innovation Index 2022: What is the future of innovation-driven growth?</a></p> <p>Fondé sur un indice et fournit un classement des pays en fonction de leur capacité d'innovation et de leur succès en matière d'innovation. L'indice examine l'innovation sous l'angle des investissements dans les sciences et l'innovation, du progrès technologique et de l'impact socioéconomique.</p>
<b>Productivité</b>	<p><b>OCDE</b> – <a href="#">PIB par heure travaillée</a></p> <p>Représente la productivité du travail mesurée par le PIB par heure travaillée.</p>
<b>Croissance des entreprises</b>	<p><b>Statistique Canada</b> – <i>Entreprises à forte croissance (croissance fondée sur le revenu) (données fournies par le Centre des projets spéciaux sur les entreprises de Statistique Canada)</i></p> <p>Indique le nombre d'entreprises en forte croissance au Canada, en fonction de leurs revenus. Statistique Canada considère qu'une entreprise est en forte croissance lorsque sa croissance moyenne annualisée dépasse 20 % par an pendant trois ans.</p>
<b>Diversité au sein des postes de direction</b>	<p><b>Innovation, Sciences et Développement économique Canada</b> – <a href="#">Diversité au sein des conseils d'administration et de la haute direction des sociétés ayant fait appel au public de régime fédéral – Rapport annuel 2021</a></p> <p>Données basées sur le rapport annuel du gouvernement fédéral mesurant la représentation des femmes, des minorités visibles, des Autochtones et des personnes handicapées au sein des conseils d'administration et de la haute direction des sociétés ayant fait appel au public régies par la Loi canadienne sur les sociétés par actions.</p>
<b>Force de l'économie autochtone</b>	<p><b>Statistique Canada</b> – <a href="#">Indicateurs économiques des peuples autochtones, produit intérieur brut selon l'industrie, Canada</a></p> <p>Représente les niveaux du PIB attribuables aux peuples autochtones au Canada, selon un projet pilote de Statistique Canada visant à élaborer des indicateurs économiques pour mesurer la contribution économique des peuples autochtones à l'économie canadienne.</p>
<b>PIB par habitant</b>	<p><b>OCDE</b> – <a href="#">Produit intérieur brut (dollars américains/habitant)</a></p> <p>Mesure le niveau de vie en divisant le PIB par la population.</p>



## Domaine d'intervention : *Économie, innovation et entrepreneuriat (cont.)*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
<b>Dette des ménages</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Dette des ménages (% du revenu disponible net)</a> Représente le passif des ménages nécessitant le paiement d'intérêts ou de capital aux créanciers et se mesure en pourcentage du revenu disponible net des ménages.
<b>Inégalité des revenus</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Inégalité de revenu (coefficient de Gini)</a> Mesure comment le revenu est réparti dans une population par le coefficient de Gini, allant de 0 dans le cas de l'égalité totale à 1 dans le cas de l'inégalité totale, d'après une comparaison des proportions cumulatives de la population par rapport aux proportions cumulatives du revenu qu'elles reçoivent.
<b>Compétitivité mondiale</b>	<b>Forum économique mondial</b> – <a href="#">Global Competitiveness Report 2019</a> Fondé sur un indice axé sur les principaux facteurs de compétitivité; classe les pays du monde entier en fonction de 12 piliers, soit les institutions, l'infrastructure, l'adoption des TIC, la stabilité macroéconomique, la santé, les compétences, le marché des produits, le marché du travail, le système financier, la taille du marché, le dynamisme des entreprises et la capacité d'innovation.

## Domaine d'intervention : *Éducation, compétences et emploi*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
<b>Compétences des élèves de 15 ans en lecture, en sciences et en mathématiques</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Compétences à l'écrit</a> , <a href="#">Compétences en mathématiques</a> , <a href="#">Compétences en sciences</a> Mesure les résultats moyens aux tests en sciences, en mathématiques et en alphabétisation des jeunes de 15 ans sur la base du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).
<b>Taux de scolarisation postsecondaire</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Population ayant fait des études supérieures</a> Représente le pourcentage de la population de 25 à 34 ans ayant fait des études supérieures. Les diplômés du supérieur sont ceux ayant atteint le plus haut niveau d'enseignement, par groupe d'âge (y compris les cursus conduisant à un titre de chercheur hautement qualifié ou à des professions de haut niveau telles que médecine, et les cursus plus professionnels donnant accès au marché du travail).
<b>Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)</b>	<b>OCDE</b> – <a href="#">Jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation (indicateur NEET)</a> Correspond au pourcentage de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni aux études, ni en formation, par rapport à l'ensemble des jeunes du même groupe d'âge (de 20 à 24 ans).

## Domaine d'intervention : *Éducation, compétences et emploi (cont.)*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
Participation des adultes à des activités de formation	<p>OCDE – <a href="#">Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021 : Stimuler l'intérêt des adultes pour la formation et les encourager à se former (participation à la formation des adultes, par pays)</a></p> <p>Mesure le pourcentage de personnes âgées de 25 à 65 ans qui déclarent avoir participé à au moins une forme d'éducation formelle ou non formelle des adultes au cours des 12 mois précédents, sur la base de l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC). Ces données ont été rapportées par l'OCDE en 2021 et sont les plus récentes disponibles sur le sujet, mais elles sont basées sur les informations publiées dans les éditions précédentes du PIAAC.</p>
Taux d'emploi	<p>OCDE – <a href="#">Taux d'emploi</a></p> <p>Mesure le pourcentage de personnes en âge de travailler qui ont un emploi.</p>
Incidence du travail peu rémunéré	<p>OCDE – <a href="#">Niveaux de salaires (bas salaires)</a></p> <p>Mesure l'incidence des bas salaires, c'est-à-dire la proportion de travailleurs à temps plein gagnant moins des deux tiers du salaire médian.</p>

## Domaine d'intervention : *Aide aux enfants et aux familles*

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
Utilisation des services de garde	<p>Statistique Canada – <a href="#">Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, 2022</a></p> <p>Mesure la participation à toute forme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (réglementés ou non) chez les enfants de 0 à 5 ans selon l'Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Cette enquête mesure la participation à une forme quelconque de garde d'enfants en dehors la famille immédiate, à l'exclusion du gardiennage ou de la maternelle.</p>
Utilisation des congés parentaux	<p>Commission de l'assurance-emploi du Canada – <a href="#">Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi 2020-2021</a></p> <p>Mesure la proportion de nouvelles mères ayant un emploi assurable qui ont reçu des prestations de maternité ou des prestations parentales dans le cadre de l'AE.</p>
Taux d'emploi des mères	<p>OCDE – <a href="#">Taux d'emploi des mères, 2019 ou dernière année disponible</a></p> <p>Statistique Canada – <a href="#">Taux d'emploi des mères et des pères, 1976 à 2021</a></p> <p>Les données sur le taux d'emploi des mères au Canada, issues de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, correspondent au taux d'emploi des mères âgées de 20 à 49 ans. Les comparaisons internationales sur l'emploi des mères basées sur les plus récentes données disponibles de la base de données de l'OCDE sur la famille correspondent taux d'emploi des femmes âgées de 15 à 64 ans ayant au moins un enfant.</p>



## Domaine d'intervention : Aide aux enfants et aux familles (cont.)

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
Enfants et jeunes en situation de pauvreté	<p>Statistique Canada – <a href="#">Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique (personnes de moins de 18 ans)</a></p> <p>Mesure du taux de pauvreté, selon l'indicateur officiel du seuil de pauvreté (la mesure du panier de consommation) chez les moins de 18 ans.</p>
Bien-être des jeunes	<p>OCDE – <a href="#">PISA 2018 Results: What school life means for students' lives (Percentage of students who reported always feeling sad)</a></p> <p>Mesure le pourcentage d'élèves de 15 ans qui déclarent se sentir toujours tristes selon le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).</p>

## Domaine d'intervention : Infrastructure et environnement

INDICATEUR	SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR
Investissements dans les infrastructures	<p>Statistique Canada – <a href="#">Centre de statistiques sur l'infrastructure : Total des actifs d'infrastructure</a></p> <p>Statistique Canada – <a href="#">Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, annuel (x 1 000 000) (produit intérieur brut, prix courants)</a></p> <p>Représente l'investissement dans les infrastructures divisé par le PIB en prix courants.</p>
Coût du logement	<p>Statistique Canada – <a href="#">Pourcentage de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement selon le mode d'occupation, 2016 et 2021</a></p> <p>Statistique Canada – <a href="#">Besoins impérieux en matière de logement, selon le mode d'occupation, y compris le statut d'accédant à la propriété et de logement social et abordable.</a></p> <p>Comprend la proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement dans l'ensemble du Canada et la proportion de ménages ayant des besoins impérieux en matière de logement dans les grands centres urbains.</p>
Accès aux services Internet à large bande en milieu rural	<p>CRTC – <a href="#">Couverture à large bande au Canada : Résumé de la couverture de 50/10 avec un transfert illimitée totale à la fin de l'année</a></p> <p>Représente la proportion de ménages et d'entreprises qui ont accès et sont abonnés à des services avec des vitesses de téléchargement de 50 Mb/s et des vitesses de téléversement de 10 Mb/s sans limite de transfert de données.</p>
Densité de la population dans les régions métropolitaines	<p>OCDE – <a href="#">Aires métropolitaines : Densité de population du centre urbain (habitants par km<sup>2</sup>)</a></p> <p>Mesure la densité de population des centres urbains en nombre d'habitants par kilomètre carré d'après la base de données métropolitaines de l'OCDE. 16 villes canadiennes de plus de 250 000 habitants figurent dans la base de données de l'OCDE.</p>

## Domaine d'intervention : *Infrastructure et environnement (cont.)*

### INDICATEUR

### SOURCE ET DESCRIPTION DES DONNÉES DE L'INDICATEUR

<b>Performance en matière de changements climatiques</b>	<b>Indice de performance climatique</b> – <a href="#">Indice de performance climatique 2023</a> Données basées sur un indice de suivi des performances de protection du climat de 59 pays et de l'UE. Cet indice est publié chaque année par des organisations axées sur l'environnement et l'équité : Germanwatch, le NewClimate Institute et le Climate Action Network.
<b>Résilience</b>	<b>University of Notre Dame</b> – <a href="#">Indice des pays de la Notre Dame Global Adaptation Initiative</a> Données basées sur un indice évaluant l'adaptation des pays sur deux plans : 1) la vulnérabilité aux perturbations liées aux changements climatiques; et 2) l'état de préparation pour améliorer la résilience et prendre des mesures d'adaptation. Cet indice s'appuie sur 20 années de données et 45 indicateurs pour classer 181 pays chaque année.



# Sélection et interprétation des données

L'Initiative du Siècle a cherché à sélectionner les sources de données pour ses indicateurs en fonction de leur capacité à faciliter les comparaisons internationales et à permettre un suivi de leur évolution dans le temps.

L'objectif global était que le Canada se classe parmi les 10 premiers pays de l'OCDE ou de tout autre groupe international similaire, ou qu'il se classe dans les 5 premiers rangs dans les domaines où le pays se devait d'être un chef de file. Dans certains cas, il a été déterminé que la moyenne des pays comparables était la cible la plus appropriée. Le Tableau de bord national ne suit pas cette logique de comparaison internationale pour les indicateurs assortis de méthodes d'évaluation des progrès et de cibles à l'échelle nationale, ou pour lesquels il manquait de données comparatives. Dans tous les cas, les données de la dernière année accessible au public ont été utilisées, principalement à partir de 2018 ou plus tard. Dans certains cas, les données ayant fait l'objet de comparaisons internationales accusaient un retard par rapport aux données portant uniquement sur le Canada. Par conséquent, certains indicateurs peuvent se baser sur des données moins récentes que celles utilisées dans l'analyse intégrant les données nationales. (Remarque : Toutes les données ont été consultées à l'automne 2022. Il est possible qu'elles aient été actualisées ou modifiées depuis.) Le format de la date utilisé dans le Tableau de bord (comme 2021-2022) peut prendre plusieurs sens selon la façon dont les données sont récoltées par les sources. Ce format peut faire référence à un exercice d'avril à mars ou à d'autres périodes s'étendant sur plus d'une année civile, selon la source.

Pour trois indicateurs de la section « Population de 100 millions d'habitants » (croissance démographique, admissions d'immigrants et indice de fécondité), les cibles s'appuient sur la modélisation démographique réalisée par le Conference Board du Canada à l'hiver 2022, à la demande de l'Initiative du Siècle. Cette modélisation tient compte du déclin de l'immigration durant la pandémie de COVID-19, mais aussi de la hausse de l'immigration attendue étant donné que le gouvernement fédéral a relevé sa cible d'immigration pour les trois prochaines années. Ces projections à long terme, bien qu'elles soient utiles à l'établissement des objectifs, nécessiteront une révision continue des hypothèses en fonction des circonstances et des facteurs imprévisibles.

Le Tableau de bord national de 2023 tire généralement parti des données accessibles au public pour les 39 indicateurs et pour l'analyse entourant chaque indicateur. Les principales priorités pour les sources de données des indicateurs étaient de choisir des données qui sont publiées annuellement, de façon uniforme et qui peuvent être comparées à l'échelle internationale. Cependant, dans bien des cas, il est difficile de trouver des données régulièrement mises à jour, provenant de sources canadiennes et internationales, pour évaluer les sujets qui ont

été jugés importants pour la prospérité future du Canada. Par exemple, des sources de données internationales comme l'OCDE publient des rapports sur un sujet à intervalles de quelques années et, par conséquent, les données les plus à jour ne sont pas toujours disponibles. Il y a aussi des sujets importants où la disponibilité et la fiabilité des données doivent être améliorées. Dans le Tableau de bord national, les lacunes dans les données des indicateurs sont comblées par une analyse plus approfondie qui suit les grilles d'évaluation.

La plupart des indicateurs du Tableau de bord présentent les grandes lignes de la situation ou de la tendance des enjeux qui touchent l'ensemble de la population. Selon l'origine ethnique, le genre, le statut d'Autochtone, le revenu, le handicap ou la catégorie ou le statut d'immigrant, la différence du vécu est souvent énorme et met en lumière les problèmes criants et les écarts à combler. Les répercussions sur l'équité ont été prises en compte dans l'analyse des indicateurs pertinents présentés dans chaque domaine d'intervention. Plusieurs indicateurs, notamment la vigueur du marché autochtone, le taux d'emploi des mères et la diversité du leadership, sont axés sur certains aspects précis de l'équité.

# Notes

- 1 Institut Environics (2022). « The Evolution of the Canadian Identity ». [En ligne], [https://www.environmentalinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/fc\\_evolution-of-the-canadian-identity\\_rev47b5cd16f3649899acc3d49006a8a48.pdf?sfvrsn=964d1510\\_0](https://www.environmentalinstitute.org/docs/default-source/default-document-library/fc_evolution-of-the-canadian-identity_rev47b5cd16f3649899acc3d49006a8a48.pdf?sfvrsn=964d1510_0).
- 2 Statistique Canada (2022). Le Canada enregistre une croissance démographique record. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220928/dq220928c-fra.htm>.
- 3 Statistique Canada (2022). La population autochtone continue de croître et est beaucoup plus jeune que la population non autochtone, malgré un ralentissement de son rythme de croissance. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921a-fra.htm>.
- 4 Statistique Canada (2021). Population autochtone au Canada – projections jusqu'en 2041. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2021066-fra.htm>.
- 5 Stratégie Économique Nationale pour les Autochtones au Canada. (2022). Stratégie Économique Nationale pour les Autochtones au Canada 2022 : Les voies de la parité socioéconomique pour les peuples autochtones. [En ligne], [https://niestrategy.ca/wp-content/uploads/2022/05/NIES\\_French\\_FullStrategy.pdf](https://niestrategy.ca/wp-content/uploads/2022/05/NIES_French_FullStrategy.pdf).
- 6 Statistique Canada (2022). Le Canada premier de la croissance du G7 malgré la COVID. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220209/dq220209a-fra.htm>.
- 7 Statistique Canada (2022). Projections démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires : tableau de bord interactif. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2022015-fra.htm>.
- 8 Initiative du Siècle. « Why 100 million? » [En ligne], <https://www.centuryinitiative.ca/why-100m>.
- 9 Statistique Canada (2022). Les immigrants représentent la plus grande part de la population depuis plus de 150 ans et continuent de façonner qui nous sommes en tant que Canadiens. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221026/dq221026a-fra.htm>.
- 10 Statistique Canada (2022). Estimations de la population du Canada : âge et sexe, 1 juillet 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220928/dq220928c-fra.htm>.
- 11 Robitaille, E. (2023). « Canada breaks record by welcoming over 437,000 new immigrants in 2022 ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2023/01/canada-reached-highest-ever-target-for-admissions-of-permanent-residents-in-2022-0132326.html>
- 12 Gouvernement du Canada (2022). Avis – Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2023-2025. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2023-2025.html>.
- 13 Robitaille, E. (2022). « IRCC has processed all-time high 4.8 million applications in 2022 ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2022/12/ircc-has-processed-all-time-high-4-8-million-applications-in-2022-1232258.html#gs.llrz4>.
- 14 Conseil canadien des affaires (2022). « Des retards inacceptables dans les demandes exigent une intervention de crise ». [En ligne], <https://thebusinesscouncil.ca/fr/publication/des-retards-inacceptables-dans-les-demandes-exigent-une-intervention-de-crise/>.
- 15 Subramaniam, V. (2022). « Canada's permanent resident application backlog is forcing thousands of skilled workers to quit and return home ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-canada-permanent-residence-application-backlog/>.
- 16 Statistique Canada (2022). Estimations de la population du Canada : âge et sexe, 1er juillet 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220928/dq220928c-fra.htm>.
- 17 Statistique Canada (2022). Indicateurs de fécondité, provinces et territoires : tableau de bord interactif. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2022003-fra.htm>.
- 18 Statistique Canada (2021). Projections des populations et des ménages autochtones au Canada, 2016 à 2041 : aperçu des sources de données, méthodes, hypothèses et scénarios. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/17-20-0001/172000012021001-fra.htm>.
- 19 Statistique Canada (2021). Naissances, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210928/dq210928d-eng.htm>.
- 20 Fostik, A. et Galbraith, N. (2021). Changements dans les intentions d'avoir des enfants en réponse à la pandémie de COVID-19. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/45-28-0001/2021001/article/00041-fra.htm>.
- 21 OCDE (2022). Taux de fécondité (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/pop/taux-de-fecondite.htm>.
- 22 Statistique Canada (2022). Moins de bébés naissent au Canada en raison d'un creux record du taux de fécondité en 2020. [En ligne], <https://www.statcan.gc.ca/o1/fr/plus/960-moins-de-bebes-naissent-au-canada-en-raison-dun-creux-record-du-taux-de-fecondite-en-2020>.
- 23 OCDE (2022). Espérance de vie à la naissance (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/healthstat/esperance-de-vie-a-la-naissance.htm>.
- 24 Statistique Canada (2022). Décès, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm?HPA=1>.
- 25 Statistique Canada (2022). Décès, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm?HPA=1>; OCDE (2022), Espérance de vie à la naissance (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/healthstat/esperance-de-vie-a-la-naissance.htm>.
- 26 Little, S. (2022). « Life expectancy in Canada took its biggest-ever dip in 2020, and COVID-19 was a factor: StatCan ». Global News. [En ligne], <https://globalnews.ca/news/8541293/life-expectancy-in-canada-statscan/>; Statistique Canada. (2022). Décès, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm?HPA=1>.
- 27 Statistique Canada (2022). Décès, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm?HPA=1>.
- 28 Yun, T. (2022). « COVID-19 contributed to largest single-year decline of life expectancy in Canada: StatCan ». CTV News. [En ligne], <https://www.ctvnews.ca/health/coronavirus/covid-19-contributed-to-largest-single-year-decline-of-life-expectancy-in-canada-statcan-1.5752169>; Statistique Canada (2022). Décès, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220124/dq220124a-fra.htm?HPA=1>.

- 29 Park, J. (2021). La mortalité chez les Premières Nations, 2006 à 2016. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-003-x/2021010/article/00001-fra.htm>; Turner, L. (2021). « Indigenous people likely affected by COVID-19 at disproportionate rate in Thunder Bay, but no clear data ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/indigenous-covid-rates-tbay-1.6027643>.
- 30 Ipsos (2022). « Nation Brand Index 2022: Germany finishes first again with Japan and Canada rounding out the top three nations ». [En ligne], <https://www.ipsos.com/en/nation-brands-index-2022>.
- 31 Ipsos (2021). « Canada's Reputation Shines Internationally and at Home ». [En ligne], <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/canada-reputation-shines-internationally-and-at-home>.
- 32 Initiative du Siècle (2022). The impact of immigration on prosperity in Canada. [En ligne], <https://century-initiative.s3.amazonaws.com/reports/The+impact+of+immigration+on+prosperity+in+Canada.pdf>.
- 33 Robitaille, E. (2022). « Three Canadian cities made the top 10 of the Global Livability Index 2022 ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2022/07/three-canadian-cities-made-the-top-10-of-the-global-livability-index-2022-0729131.html#gs.ay62xp>; Economist Intelligence Unit (2022). The Global Livability Index 2022. [En ligne], <https://www.eiu.com/n/campaigns/global-liveability-index-2022/>.
- 34 Ipsos (2022). « Nation Brand Index 2022: Germany finishes first again with Japan and Canada rounding out the top three nations ». [En ligne], <https://www.ipsos.com/en/nation-brands-index-2022>.
- 35 Bureau canadien de l'éducation internationale (2022). La voix des étudiants : Résultats nationaux du Sondage des étudiants internationaux 2021 du BCEI. [En ligne], <https://cbie.ca/wp-content/uploads/2022/08/Sondage-2021-du-BCEI.pdf>.
- 36 Institut pour la citoyenneté canadienne (2022). « Canadian and New Immigrant Attitudes Towards Canada ». [En ligne], [http://inclusion.ca/wp-content/uploads/2022/05/Leger\\_ICC\\_Citizenship-Report-March-2022.pdf](http://inclusion.ca/wp-content/uploads/2022/05/Leger_ICC_Citizenship-Report-March-2022.pdf).
- 37 Steenkamp, P. (2022). « Canada must get its house in order, or risk losing the global fight for talent ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2022/12/07/canada-must-get-its-house-in-order-or-risk-losing-the-global-fight-for-talent.html>.
- 38 Institut Environics et Initiative du Siècle (2022). « Focus Canada – Fall 2022: Canadian public opinion about immigration and refugees ». [En ligne], [https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada---fall-2022---immigration-refugees/focus-canada-fall-2022---canadian-public-opinion-about-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=b31e22c9\\_2](https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada---fall-2022---immigration-refugees/focus-canada-fall-2022---canadian-public-opinion-about-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=b31e22c9_2).
- 39 Aytac, S.E., Parkin, A. et Triandafyllidou, A. (2022). Why are Public Attitudes Towards Immigration in Canada Becoming Increasingly Positive? Université métropolitaine de Toronto. [En ligne], [https://www.torontomu.ca/content/dam/centre-for-immigration-and-settlement/tmcis/publications/workingpapers/2022\\_5\\_Aytac\\_Seyda\\_Ece\\_Parkin\\_Andrew\\_Triandafyllidou\\_Anna\\_Why\\_are\\_public\\_attitudes\\_towards\\_immigration\\_in\\_Canada\\_becoming\\_increasingly\\_positive.pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/centre-for-immigration-and-settlement/tmcis/publications/workingpapers/2022_5_Aytac_Seyda_Ece_Parkin_Andrew_Triandafyllidou_Anna_Why_are_public_attitudes_towards_immigration_in_Canada_becoming_increasingly_positive.pdf).
- 40 Institut Environics et Initiative du Siècle (2022). Focus Canada – Fall 2022: Canadian public opinion about immigration and refugees. [En ligne], [https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada---fall-2022---immigration-refugees/focus-canada-fall-2022---canadian-public-opinion-about-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=b31e22c9\\_2](https://www.environicsinstitute.org/docs/default-source/project-documents/focus-canada---fall-2022---immigration-refugees/focus-canada-fall-2022---canadian-public-opinion-about-immigration-refugees---final-report.pdf?sfvrsn=b31e22c9_2).
- 41 Statistique Canada (2022). Migration interprovinciale des déclarants immigrants selon l'expérience avant l'admission et l'année d'imposition, pour le Canada et les provinces. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4310001801>.
- 42 Kelly, M., Brown, N. et Esses, V. M. (2022). Improving the Attraction and Retention of Internationally Educated Healthcare Professionals in Small and Rural Communities. Appendix: Summary of Evidence. CERC. [En ligne], [https://www.torontomu.ca/content/dam/cerc-migration/Policy/CERCMigration\\_Appendix06\\_JAN2022.pdf](https://www.torontomu.ca/content/dam/cerc-migration/Policy/CERCMigration_Appendix06_JAN2022.pdf).
- 43 Statistique Canada (2022). Les immigrants représentent la plus grande part de la population depuis plus de 150 ans et continuent de façonner qui nous sommes en tant que Canadiens. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221026/dq221026a-fra.htm>.
- 44 Lundy, M. (2022). « More people are fleeing Ontario – and moving to Alberta ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-ontario-alberta-population-migration/>.
- 45 Singer, C. (2022). « Double Our Canada Immigration Allotment, Newfoundland PNP Tells Federal Government ». Canada Immigration News. [En ligne], <https://www.cimmigrationnews.com/double-our-canada-immigration-allotment-newfoundland-pnp-tells-federal-government/>.
- 46 Statistique Canada (2022). Le Canada atlantique connaît une récente hausse du taux de rétention des immigrants qualifiés. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221212/dq221212b-fra.htm>.
- 47 Solano, G. et Huddleston, T. (2020). « Migrant Integration Policy Index 2020. Measuring policies to integrate migrants across five continents ». Migrant Integration Policy Index. [En ligne], <https://www.migpolgroup.com/wp-content/uploads/2021/02/Solano-Giacomo-Huddleston-Thomas-2020-Migrant-Integration-Policy-Index-2020.pdf>.
- 48 Van Haren, I. (2022). Global Literature Synthesis Report: Recent Canadian Research on Migrant Integration using Administrative Data. Université d'Ottawa. Le carrefour des réfugiés. [En ligne], [https://refugeehub.ca/wp-content/uploads/2022/08/Canadian-Integration-Data-Report\\_AUG-2022.pdf](https://refugeehub.ca/wp-content/uploads/2022/08/Canadian-Integration-Data-Report_AUG-2022.pdf).
- 49 Institut pour la citoyenneté canadienne (2022). « Canadian and New Immigrant Attitudes Towards Canada ». [En ligne], [http://inclusion.ca/wp-content/uploads/2022/05/Leger\\_ICC\\_Citizenship-Report-March-2022.pdf](http://inclusion.ca/wp-content/uploads/2022/05/Leger_ICC_Citizenship-Report-March-2022.pdf).
- 50 Institut canadien pour les identités et les migrations et Association d'études canadiennes (2020). Canadian Index for Measuring Integration (CIMI): National Trends and Regional Profiles (1991 to 2020). [En ligne], [https://www.integrationindex.ca/wp-content/uploads/2020/06/CIMI\\_TrendsandProfiles\\_EN\\_Final-1.pdf](https://www.integrationindex.ca/wp-content/uploads/2020/06/CIMI_TrendsandProfiles_EN_Final-1.pdf).
- 51 Statistique Canada (2022). Aperçu de la citoyenneté canadienne en 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022070-fra.htm>.
- 52 Statistique Canada (2022). Un portrait de la citoyenneté au Canada selon le Recensement de 2021. [En ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-X/2021008/98-200-X2021008-fra.cfm>.
- 53 Thevenot, S. (2021). « How Canadian citizenship processes may change in the future ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2020/12/how-canadian-citizenship-process-may-change-in-the-future-1216391.html#gs.k5ilig>.



- 54 Statistique Canada (2022). Tableau 43-10-0026-01 – Revenu des déclarants immigrants selon la catégorie d'admission et l'année d'imposition. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4310002601>; Statistique Canada (2022). Tableau 11-10-0008-01 – Déclarants et dépendants selon le revenu total, le sexe et l'âge. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=1110000801>.
- 55 Statistique Canada (2022). Tableau 43-10-0026-01 – Revenu des déclarants immigrants selon la catégorie d'admission et l'année d'imposition. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=4310002601>.
- 56 Picot, G., Xu, L., Hou, F. et Bonikowska, A. (2020). Quels facteurs de sélection permettent le mieux de prédire les gains des demandeurs principaux d'une catégorie de l'immigration économique? IRCC. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/rapports-statistiques/recherche/facteurs-selection-predire-gains-demandeurs-principaux-immigration-economique.html>.
- 57 Banerjee, R., Hou, F., Reitz, J. et Zhang, T. (2021). « Evaluating Foreign Skills: Effects of Credential Assessment on Skilled Immigrants' Labour Market Performance in Canada ». Canadian Public Policy. [En ligne], <https://doi.org/10.3138/cpp.2021-014>.
- 58 Crossman, E., Hou, F. et Picot, G. (2021). Les écarts relatifs à la situation sur le marché du travail entre les immigrants et leurs homologues nés au Canada commencent ils à se resserrer? Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2021004/article/00004-fra.htm>.
- 59 Centre des Compétences futures (2021). Exacerbation des inégalités : répercussions de la pandémie sur les emplois et les revenus. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/exacerbation-des-inegalites-repercussions-de-la-pandemie-sur-les-emplois-et-les-revenus/>.
- 60 Momani, B. et coll. (2021). Knowledge Synthesis Report on Canada's Racialized Immigrant Women and the Labour Market. Université de Waterloo. [En ligne], [https://uwaterloo.ca/women-work-and-the-economy/sites/default/files/uploads/files/ircc\\_knowledge\\_synthesis\\_august\\_23\\_2021.pdf](https://uwaterloo.ca/women-work-and-the-economy/sites/default/files/uploads/files/ircc_knowledge_synthesis_august_23_2021.pdf).
- 61 Statistique Canada (2022). Résultats socioéconomiques des immigrants admis au Canada en tant qu'enfants, 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220203/dq220203b-fra.htm>.
- 62 IRCC (2022). DPD, données sur les résidents permanents au 30 juin 2022.
- 63 Richardson, B. et Hussain, Y. (2022). Changement de cap : Comment les étudiants étrangers peuvent aider à résoudre la pénurie de main-d'œuvre au Canada. Services économiques RBC. [En ligne], <https://leadershipavise.rbc.com/changement-de-cap-comment-les-etudiants-etrangers-peuvent-aider-a-resoudre-la-penurie-de-main-doeuvre-au-canada/>.
- 64 ICEF Monitor (2022). « Canada removes limits on off-campus work for international students ». [En ligne], <https://monitor.icef.com/2022/10/canada-removes-limit-on-off-campus-work-hours-for-international-students/>.
- 65 Friesen, J. (2022). « Canada risks losing its edge on international student recruitment over visa delays, universities say ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com.cdn.ampproject.org/c/s/www.theglobeandmail.com/amp/canada/article-international-students-visa-delays/>.
- 66 Keung, N. et Pereira, A. (2022). « How Canada can fix its 'predatory' relationship with international students ». The Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/news/canada/2022/12/04/how-canada-can-fix-its-predatory-relationship-with-international-students.html>.
- 67 Bureau canadien de l'éducation internationale (2022). La voix des étudiants : Résultats nationaux du Sondage des étudiants internationaux 2021 du BCEI. [En ligne], <https://cbie.ca/wp-content/uploads/2022/08/Sondage-2021-du-BCEI.pdf>.
- 68 Radio Canada International (2022). « International students enticed to Canada on dubious promises of jobs and immigration ». [En ligne], <https://ici.radio-canada.ca/rci/en/news/1924414/international-students-enticed-to-canada-on-dubious-promises-of-jobs-and-immigration>.
- 69 Richardson, B. et Hussain, Y. (2022). Changement de cap : Comment les étudiants étrangers peuvent aider à résoudre la pénurie de main-d'œuvre au Canada. Services économiques RBC. [En ligne], <https://leadershipavise.rbc.com/changement-de-cap-comment-les-etudiants-etrangers-peuvent-aider-a-resoudre-la-penurie-de-main-doeuvre-au-canada/>.
- 70 Conference Board du Canada (2022). « From Student to Immigrant? Multi-step Pathways to Permanent Residence ». [En ligne], <https://www.cicnews.com/wp-content/uploads/2022/11/From-Student-to-Immigrant-Multi-step-Pathways-to-Permanent-Residence.pdf>.
- 71 Statistique Canada (2022). L'immigration comme source de main-d'œuvre. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220622/dq220622c-fra.htm>.
- 72 Gouvernement du Canada (2022). Titulaires de permis de travail du programme de mobilité internationale en date du 31 décembre selon le pays de citoyenneté. [En ligne], [https://www.cic.gc.ca/opendata-donneesouvertes/data/FR\\_ODP\\_annual-TR-work-IMP\\_CITZ\\_year\\_end.xlsx](https://www.cic.gc.ca/opendata-donneesouvertes/data/FR_ODP_annual-TR-work-IMP_CITZ_year_end.xlsx); Gouvernement du Canada (2022). Titulaires de permis de travail du programme des travailleurs étrangers temporaires en date du 31 décembre selon le pays de citoyenneté. [En ligne], [https://www.cic.gc.ca/opendata-donneesouvertes/data/FR\\_ODP\\_annual-TR-work-TFW\\_CITZ\\_year\\_end.xlsx](https://www.cic.gc.ca/opendata-donneesouvertes/data/FR_ODP_annual-TR-work-TFW_CITZ_year_end.xlsx); Statistique Canada (2022). Caractéristiques de la population active selon l'industrie, données annuelles (x 1 000). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410002301>.
- 73 Statistique Canada (2022). L'immigration comme source de main-d'œuvre. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220622/dq220622c-fra.htm>.
- 74 Statistique Canada (2022). Statistiques sur la main-d'œuvre agricole et agroalimentaire. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220613/dq220613d-fra.htm>.
- 75 Statistique Canada (2022). Estimations de la population du Canada, troisième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221221/dq221221f-fra.htm>.
- 76 Lange, F., Skuterud, M. et Worswick, C. (2022). « The economic case against low-wage temporary foreign workers ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/magazines/april-2022/temporary-foreign-workers-wages/>.
- 77 CIC News (2021). « More low-skilled workers should become permanent residents, study says ». [En ligne], <https://www.cicnews.com/2021/06/more-low-skilled-workers-should-become-permanent-residents-study-says-0618400.html>.
- 78 Lundy, M. et Subramaniam, V. (2022). « How Canada became a hotbed for low-wage foreign labour ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-tfw-program-canada-low-wages/>.
- 79 Robitaille, E. (2022). « Annual immigration report highlights IRCC's pandemic recovery effort ». CIC News. [En ligne], <https://www.cicnews.com/2022/11/annual-immigration-report-highlights-irccs-pandemic-recovery-effort-1131820.html>.
- 80 Global Entrepreneurship Monitor (2022). « Global Entrepreneurship Monitor 2021/2022 Global Report: Opportunity Amid Disruption ». [En ligne], <https://www.gemconsortium.org/file/open?fileid=50900>.

- 81 Bundale, B. (2022). « Pandemic spurs entrepreneurial boom in Canada as new startups surge ». CityNews. [En ligne], <https://toronto.citynews.ca/2022/06/14/pandemic-spurs-entrepreneurial-boom-in-canada-as-new-startups-surge-new-poll-says/>; QuickBooks Canada Team (2022). « The New Generation of Entrepreneurship in Canada: 2022 Report ». [En ligne], <https://quickbooks.intuit.com/ca/resources/news/new-entrepreneurship-canada-report/#the-state-of-entrepreneurship-in-canada>.
- 82 Global Entrepreneurship Monitor (2022). « Global Entrepreneurship Monitor 2021/2022 Global Report: Opportunity Amid Disruption ». [En ligne], <https://www.gemconsortium.org/file/open?fileId=50900>.
- 83 Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat (2022). État des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Canada. [En ligne], [https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/11/Etat\\_des\\_lieux\\_de\\_l-entrepreneuriat\\_feminin\\_au\\_Canada\\_2021.pdf](https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/11/Etat_des_lieux_de_l-entrepreneuriat_feminin_au_Canada_2021.pdf).
- 84 Tam, S., Sood, S. et Johnston, C. (2022). Analyse des petites entreprises au Canada, premier trimestre de 2022. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-621-m/11-621-m2022004-fra.htm>; Chambre de commerce du Canada (2022). Tendances et perspectives des entreprises canadiennes. [En ligne], [https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/06/2022-Q2-CSBC-Insight\\_June\\_20\\_2022\\_FR\\_Final.pdf](https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/06/2022-Q2-CSBC-Insight_June_20_2022_FR_Final.pdf).
- 85 Ontario Chamber of Commerce (2021). « Entrepreneurial Success Can Drive Canada's Economic Recovery if Given the Chance ». [En ligne], <https://occ.ca/mediareleases/entrepreneurial-success-can-drive-canadas-economic-recovery-if-given-a-chance/>.
- 86 OCDE (2022). Principaux indicateurs de la science et de la technologie (DIRD en pourcentage du PIB). [En ligne], <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=e64e948b-7702-4e0f-9033-3d5e0c838e30&themetreeid=19>.
- 87 KPMG (2022). Productivité et innovation : Récompenser l'innovation pour soutenir les solutions et l'ingéniosité du Canada. [En ligne], <https://home.kpmg/ca/fr/home/insights/2022/05/productivity-and-innovation.html>.
- 88 OCDE (2022). Dépenses intérieures brutes de R-D (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/rd/depenses-interieures-brutes-de-r-d.htm>.
- 89 Statistique Canada (2022). Recherche et développement industriels, 2020 (données réelles), 2021 (données provisoires) et 2022 (perspectives). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220624/dq220624c-fra.htm>.
- 90 Conseil des académies canadiennes (2018). Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : L'état de la R-D au Canada. [En ligne], [https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2018/09/Rivaliser\\_dans\\_une\\_economie\\_mondiale\\_axee\\_sur\\_linnovation\\_Sommaire\\_FR.pdf](https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2018/09/Rivaliser_dans_une_economie_mondiale_axee_sur_linnovation_Sommaire_FR.pdf).
- 91 Lundy, M. (2022). « How the housing slowdown could hobble Canada's economy ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-the-housing-slowdown-could-hobble-canadas-economy/>.
- 92 Marple, J. (2021). « Meeting Canada's Innovation Challenge Through Targeted Investment and Competition ». Services économiques TD. [En ligne], <https://economics.td.com/ca-innovation>.
- 93 Asselin, R. (2022). « Growth, Innovation and the Organization of Science Policy in Canada ». Forum des politiques publiques. [En ligne], <https://ppforum.ca/publications/growth-innovation-and-the-organization-of-science-policy-in-canada/>.
- 94 Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (2022). « Global Innovation Index 2022: What is the future of innovation-driven growth? ». [En ligne], <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo-pub-2000-2022-section1-en-gii-2022-at-a-glance-global-innovation-index-2022-15th-edition.pdf>.
- 95 Gaskell, A. (2022). « How Innovation Changes During a Recession ». Forbes. [En ligne], <https://www.forbes.com/sites/adigaskell/2022/10/04/how-innovation-changes-during-a-recession>.
- 96 Marple, J. (2021). « Meeting Canada's Innovation Challenge Through Targeted Investment and Competition ». Services économiques TD. [En ligne], <https://economics.td.com/ca-innovation>.
- 97 Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (2022). « Global Innovation Index 2022: What is the future of innovation-driven growth? ». [En ligne], <https://www.wipo.int/edocs/pubdocs/en/wipo-pub-2000-2022-section1-en-gii-2022-at-a-glance-global-innovation-index-2022-15th-edition.pdf>.
- 98 Inclusive Innovation Monitor (2021). Canada's Innovation Ecosystem: How we measure up to our international peers. [En ligne], [https://uploads-ssl.webflow.com/5fa04fa06f78952d8b8408ee/602597eb920e903f8f2c05f6\\_Inclusive\\_Innovation\\_Monitor-Report.pdf](https://uploads-ssl.webflow.com/5fa04fa06f78952d8b8408ee/602597eb920e903f8f2c05f6_Inclusive_Innovation_Monitor-Report.pdf).
- 99 Munro, D., Ornston, D. et Wolfe, D.A. (2022). « Breaking Canada's innovation inertia ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/magazines/may-2022/breaking-canadas-innovation-inertia/>.
- 100 OCDE (2022). PIB par heure travaillée (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/lprdy/pib-par-heure-travillee.htm>.
- 101 Gouvernement du Canada (2022). Budget de 2022 : Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable. [En ligne], <https://www.budget.canada.ca/2022/home-accueil-fr.html>.
- 102 Statistique Canada (2022). Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'œuvre, deuxième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220902/dq220902a-fra.htm>.
- 103 Chambre de commerce du Canada (2022). « Labour Force Survey for July 2022: Historic and unprecedented low unemployment remains, wage pressures continue to mount ». [En ligne], <https://chamber.ca/labour-force-survey-for-july-2022-historic-and-unprecedented-low-unemployment-remains-wage-pressure-continue-to-mount/>.
- 104 BDC (2022). Selon une étude de BDC, les entreprises qui améliorent leur productivité subissent moins les effets de l'inflation et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. [En ligne], <https://www.bdc.ca/fr/a-propos/centre-des-medias/communiqués-presse/selon-une-etude-bdc-entreprises-qui-améliorent-leur-productivité-subissent-moins-effets-linflation-perturbations-chaîne-dapprovisionnement>; Institut Fraser (2022). « Federal government should help increase productivity to tame inflation ». [En ligne], <https://www.fraserinstitute.org/article/federal-government-should-help-increase-productivity-to-tame-inflation>.
- 105 Koloskova, K., Saxena, S. et Jaumotte, F. (2017). « Immigration and economic prosperity ». Centre for Economic Policy Research. [En ligne], <https://cepr.org/voxeu/columns/immigration-and-economic-prosperity>.
- 106 Initiative du Siècle (2021). Driving innovation and entrepreneurship in Canada: The benefits of immigration. [En ligne], [https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bff6aee7ca287dbada2/61b77e0e0f07f59ea83dba78\\_Key-Insight-Report%232-FINAL.pdf](https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bff6aee7ca287dbada2/61b77e0e0f07f59ea83dba78_Key-Insight-Report%232-FINAL.pdf).

- 107 World Economic Forum (2019). « The Global Competitiveness Report 2019 ». [En ligne], [https://www3.weforum.org/docs/WEF\\_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf](https://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf).
- 108 International Institute for Management Development (2022). « Competitiveness Ranking : Canada ». [En ligne], <https://worldcompetitiveness.imd.org/countryprofile/CA/wcy/#attractiveness>.
- 109 Nye, J., Powell, N. et Leach, C. (2021). Interversion : La place du Canada dans une économie mondiale en plein changement. Services économiques RBC. [En ligne], <https://leadershipavise.rbc.com/interversion-la-place-du-canada-dans-une-economie-mondiale-en-plein-changement/>.
- 110 Hussain, Y. (2021). « Posthaste: Move over America, Canada is now the most desirable destination for international workers ». The Financial Post. [En ligne], <https://financialpost.com/executive/posthaste-move-over-america-canada-is-now-the-most-desirable-destination-for-international-workers>.
- 111 Kovacs-Ondrejckovic, O. et coll. (2021). « Decoding Global Talent, Onsite and Virtual ». BCG. [En ligne], <https://web-assets.bcg.com/cf/76/00bdede345b09397d1269119e6f1/bcg-decoding-global-talent-onsite-and-virtual-mar-2021-rr.pdf>.
- 112 Centre des projets spéciaux sur les entreprises de Statistique Canada (2022). Entreprises à forte croissance (croissance selon le revenu); Statistique Canada (2022). Indicateurs d'entrepreneuriat des entreprises canadiennes, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221114/dq221114e-fra.htm>.
- 113 Betakit (2022). « 2022 Narwhal List tracks Canada's unicorn explosion ». [En ligne], <https://betakit.com/2022-narwhal-list-tracks-canadas-unicorn-explosion/>.
- 114 Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat (2022). État des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Canada. [En ligne], [https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/11/Etat\\_des\\_lieux\\_de\\_l-entrepreneuriat\\_feminin\\_au\\_Canada\\_2021.pdf](https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/11/Etat_des_lieux_de_l-entrepreneuriat_feminin_au_Canada_2021.pdf).
- 115 Chambre de commerce du Canada (2022). Rapport sur l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises : T3 2022. [En ligne], [https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/09/2022Q3\\_BDL\\_CSBC\\_Report\\_FINAL\\_FR.pdf](https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/09/2022Q3_BDL_CSBC_Report_FINAL_FR.pdf).
- 116 Chambre de commerce du Canada (2022). Rapport sur l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises : T3 2022. [En ligne], [https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/09/2022Q3\\_BDL\\_CSBC\\_Report\\_FINAL\\_FR.pdf](https://chamber.ca/wp-content/uploads/2022/09/2022Q3_BDL_CSBC_Report_FINAL_FR.pdf); Brookfield Institute (2019). « Getting to Scale: Accelerating Canada's high-growth companies ». [En ligne], <https://brookfieldinstitute.ca/wp-content/uploads/Getting-to-Scale-FINAL-online.pdf>.
- 117 Gouvernement du Canada (2022). Diversité au sein des conseils d'administration et de la haute direction des sociétés ayant fait appel au public de régime fédéral. [En ligne], <https://www.ic.gc.ca/eic/site/cd-dgc.nsf/fra/cs09445.html>.
- 118 Statistique Canada (2022). Journée internationale des femmes de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-28-0001/2022001/article/00002-fra.htm>.
- 119 Statistique Canada (2022). Représentation des femmes au sein des conseils d'administration, 2019. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220518/dq220518c-fra.htm>.
- 120 Subramaniam, V., O'Hara, C., Galea, I. et Bradshaw, J. (2022). « Two years after signing BlackNorth Initiative, majority of companies have failed to make substantial progress on diversity, survey shows ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-hire-black-employees-corporate-canada/>.
- 121 In Good Company (2022). « Diversity within SMEs is key to Canada's economic recovery from pandemic shocks ». Canadiansme. [En ligne], <https://canadiansme.ca/diversity-within-smes-is-key-to-canadas-economic-recovery-from-pandemic-shocks/>.
- 122 Omidvar, R. (2021). « Les conseils d'administration des organismes de bienfaisance doivent être le reflet de la diversité canadienne ». Sénat du Canada. [En ligne], <https://sencanada.ca/fr/sencaplus/opinion/les-conseils-dadministration-des-organismes-de-bienfaisance-doivent-etre-le-reflet-de-la-diversite-canadienne-senatrice-omidvar/>.
- 123 Ayotte, C. et Bridger, J. (2022). Compte économique des peuples autochtones. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-604-m/13-604-m2022001-fra.htm>.
- 124 Conseil canadien pour le commerce autochtone (2020). Promesse et prospérité : L'Enquête sur les entreprises autochtones de l'Ontario 2020. (en anglais) [En ligne], <https://www.ccab.com/fr/research/publications/private-business/promise-and-prosperity-the-2020-ontario-aboriginal-business-survey/>.
- 125 Conseil canadien pour le commerce autochtone (2022). Sondage sur la COVID-19 auprès des entreprises autochtones : Phase III. (en anglais) [En ligne], <https://www.ccab.com/fr/research/publications/community-development/covid-phase-iii/>.
- 126 Ayotte, C. et Bridger, J. (2022). Compte économique des peuples autochtones. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/13-604-m/13-604-m2022001-fra.htm>.
- 127 Cameron, G. (2022). « Largest Indigenous-led economic project in Canadian history underway in Vancouver ». ConstructConnect. [En ligne], <https://canada.constructconnect.com/joc/news/projects/2022/10/largest-indigenous-led-economic-project-in-canadian-history-underway-in-vancouver>.
- 128 Stueck, W. (2022). « Indigenous economic strategy offers blueprint for reducing poverty and bolstering economy, agencies say ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/cdn.ampproject.org/c/s/www.theglobeandmail.com/amp/business/article-business-blueprint-will-reduce-poverty-among-indigenous-peoples-and/>; Stratégie Économique Nationale pour les Autochtones au Canada (2022). Les voies de la parité socioéconomique pour les peuples autochtones. [En ligne], [https://niestrategy.ca/wp-content/uploads/2022/05/NIES\\_French\\_FullStrategy.pdf](https://niestrategy.ca/wp-content/uploads/2022/05/NIES_French_FullStrategy.pdf).
- 129 OCDE (2022). Produit intérieur brut (PIB) (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/gdp/produit-interieur-brut-pib.htm>.
- 130 Wang, W. (2022). La pandémie de COVID-19 et la croissance du produit intérieur brut par habitant au Canada. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/36-28-0001/2022005/article/00002-fra.htm>.
- 131 OCDE (2022). Produit intérieur brut (PIB) (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/gdp/produit-interieur-brut-pib.htm>.
- 132 OCDE (2022). Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2022, Numéro 1 : Canada. [En ligne], [https://www.oecd-ilibrary.org/sites/ede49c4e-fr/1/3/2/9/index.html?itemId=/content/publication/ede49c4e-fr&\\_csp\\_=74fa4969d4f26bac53d2af7d2843bda0&itemIGO=oecd&itemContentType=book](https://www.oecd-ilibrary.org/sites/ede49c4e-fr/1/3/2/9/index.html?itemId=/content/publication/ede49c4e-fr&_csp_=74fa4969d4f26bac53d2af7d2843bda0&itemIGO=oecd&itemContentType=book).
- 133 Statistique Canada (2022). Produit intérieur brut, revenus et dépenses, deuxième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220831/dq220831a-fra.htm>; OCDE (2022). Économie du Canada en un coup d'œil : Perspectives économiques (juin 2022). [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/economie/canada-en-un-coup-d-oeil/>.



- 134 Guillemette, Y. et Turner, D. (2021). « The long game: Fiscal outlooks to 2060 underline need for structural reform. » OECD Economic Policy Papers. [En ligne], [https://www.oecd-ilibrary.org/economics/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform\\_a112307e-en](https://www.oecd-ilibrary.org/economics/the-long-game-fiscal-outlooks-to-2060-underline-need-for-structural-reform_a112307e-en).
- 135 Conference Board du Canada (2021). « Building on COVID-Period Immigrant Levels: The Economic Case. » [En ligne], <https://www.conferenceboard.ca/product/building-on-covid-period-immigration-levels-the-economic-case/>.
- 136 Initiative du Siècle (2022). The impact of immigration on prosperity in Canada. [En ligne], [https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bfff6aee7ca287dbada2/629e3a449dd2c43d2481416f\\_Key-Insight-Report%233-FINAL.pdf](https://uploads-ssl.webflow.com/5f931bfff6aee7ca287dbada2/629e3a449dd2c43d2481416f_Key-Insight-Report%233-FINAL.pdf); Jaumotte, F., Koloskova, K. et Saxena, S. (2016). « Impact of migration on income levels in advanced economies ». [En ligne], <https://www.imf.org/en/Publications/Spillover-Notes/Issues/2016/12/31/Impact-of-Migration-on-Income-Levels-in-Advanced-Economies-44343>.
- 137 OCDE (2022). Dette des ménages (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/hha/dette-des-menages.htm>.
- 138 Statistique Canada (2022). Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220912/dq220912a-fra.htm>.
- 139 Statistique Canada (2021). Étude : Tendances relatives aux prêts non hypothécaires des ménages : l'évolution de la dette des ménages canadiens avant et pendant la COVID-19. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210823/dq210823c-fra.htm>.
- 140 Charbonneau, K. (2022). « How'd we get into so much debt? » Maclean's. [En ligne], <https://www.macleans.ca/economy/canadian-economy-guide-2022-debt/>.
- 141 Statistique Canada (2022). Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220912/dq220912a-fra.htm>.
- 142 Solutions Mieux-être LifeWorks (2022). Indice de mieux-être financier : Hiver 2022. [En ligne], <https://lifeworks.com/fr/ressources/indice-de-mieux-etre-financier-hiver-2022>.
- 143 OCDE (2022). Inégalité de revenu (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/inequality/inegalite-de-revenu.htm>.
- 144 Statistique Canada (2022). Les prestations reçues durant la pandémie amortissent les pertes des travailleurs à faible revenu et rétrécissent l'inégalité du revenu – le revenu après impôt grimpe dans tout le Canada sauf en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220713/dq220713d-fra.htm>.
- 145 Alsharif, G. (2022). « Income inequality in Canada declines with help from CERB, other pandemic support programs, census data shows ». The Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/news/gta/2022/07/13/income-inequality-in-canada-declines-with-help-from-cerb-other-pandemic-support-programs-census-data-shows.html>.
- 146 Statistique Canada (2022). Le revenu au Canada, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-627-m/11-627-m2022040-fra.htm>.
- 147 Statistique Canada (2022). Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le revenu, la consommation et l'épargne, premier trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220803/dq220803a-fra.htm?HPA=1>; Statistique Canada (2022). Comptes économiques du secteur des ménages canadiens répartis selon le revenu, la consommation et l'épargne, deuxième trimestre de 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221003/dq221003b-fra.htm?HPA=1>.
- 148 OCDE (2018). Résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2018. [En ligne], [https://www.oecd-ilibrary.org/education/resultats-du-pisa-2018-volume-i\\_ec30bc50-fr](https://www.oecd-ilibrary.org/education/resultats-du-pisa-2018-volume-i_ec30bc50-fr).
- 149 UNESCO (2021). Supplément au Cadre pour la réouverture des écoles : de la réouverture à la reprise – ressources clés. (en anglais) [En ligne], <https://www.unicef.org/media/94871/file/Framework%20for%20Reopening%20Schools%20Supplement-From%20Reopening%20to%20Recovery-Key%20Resources.pdf>; Whitley, J., Beauchamp, M. H. et Brown, C. (2021). « The impact of COVID-19 on the learning and achievement of vulnerable Canadian children and youth ». FACETS. [En ligne], <https://www.facetsjournal.com/doi/10.1139/facets-2021-0096>.
- 150 Gallagher-Mackay, K. et coll. (2021). « COVID-19 and Education Disruption in Ontario: Emerging Evidence on Impacts ». Université Wilfrid Laurier. [En ligne], [https://scholars.wlu.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1001&context=laso\\_faculty](https://scholars.wlu.ca/cgi/viewcontent.cgi?article=1001&context=laso_faculty).
- 151 Cook, S. (2020). « Young Alberta readers falling behind during pandemic, studies say ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/alberta-reading-lag-pandemic-1.5814752>; Nerestant, A. (2021). « The first report cards are in for Quebec students, and the results are worrisome ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/report-cards-quebec-students-1.5908257>.
- 152 Instituts de recherche en santé du Canada (2022). « Assurer un avenir sain aux enfants canadiens au lendemain de la COVID-19 ». [En ligne], <https://cihr-irsc.gc.ca/f/53116.html>.
- 153 Frenette, M., Frank, K. et Deng, Z. (2020). Fermeture des écoles et préparation des enfants à l'apprentissage en ligne pendant la pandémie de COVID-19. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020001-fra.htm>.
- 154 People for Education (2022). « Pan-Canadian scan reveals large gaps in education recovery and renewal plans ». [En ligne], <https://peopleforeducation.ca/fr/pan-canadian-scan-reveals-large-gaps-in-education-recovery-and-renewal-plans/>.
- 155 OCDE (2022). Diplômés de l'enseignement supérieur (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/eduatt/diplomes-de-l-enseignement-superieur.htm>.
- 156 Statistique Canada (2021). Étude : Les jeunes et l'éducation au Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/211004/dq211004c-fra.htm>.
- 157 Higher Education Strategy Associates (2021). « The State of Postsecondary Education in Canada ». [En ligne], [https://higherstrategy.com/wp-content/uploads/2022/01/HESA\\_SPEC\\_2021.pdf](https://higherstrategy.com/wp-content/uploads/2022/01/HESA_SPEC_2021.pdf).
- 158 Statistique Canada (2022). Le Canada est en tête des pays du G7 pour ce qui est de la main-d'œuvre la plus scolarisée, grâce aux immigrants, aux jeunes adultes et à un solide secteur collégial, mais il subit des pertes importantes de titulaires de certificats d'apprenti dans les principaux domaines de métiers. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221130/dq221130a-fra.htm>.

- 159 Statistique Canada (2022). Tableau 98-10-0414-01 Plus haut niveau de scolarité selon le principal domaine d'études et l'identité autochtone : Canada, provinces et territoires, régions métropolitaines de recensement et agglomérations de recensement y compris les parties. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=9810041401>.
- 160 Centre des Compétences futures (2021). Temps de rattrapage : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/temps-de-rattrapage-limpact-de-la-pandemie-chez-les-jeunes-adultes-au-canada/>.
- 161 Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires (2021). Enquête de 2021 auprès des étudiants de dernière année – Rapport général. [En ligne], <https://cusc-ccreu.ca/wordpress/?lang=fr&download=926&tmstv=1680165644>; Centre des Compétences futures (2021). Temps de rattrapage : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/temps-de-rattrapage-limpact-de-la-pandemie-chez-les-jeunes-adultes-au-canada/>
- 162 OCDE (2022). Jeunes déscolarisés sans emploi (NEET) (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/youthinac/jeunes-descolarises-sans-emploi-neet.htm>.
- 163 Layton, J. (2022). Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la proportion de jeunes ni en emploi, ni aux études, ni en formation : une analyse régionale et une perspective internationale. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-599-x/81-599-x2022001-fra.htm>.
- 164 Centre des Compétences futures (2021). Temps de rattrapage : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], [https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report\\_Making-up-time\\_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults\\_FR.pdf](https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report_Making-up-time_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults_FR.pdf).
- 165 Wall, K. (2021). Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la proportion de jeunes ni en emploi ni aux études au début de l'année scolaire selon le genre. Statistique Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2021001/article/00003-fra.htm>.
- 166 OCDE (2021). Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021 : Stimuler l'intérêt des adultes pour la formation et les encourager à se former (Participation à la formation des adultes, par pays). [En ligne], <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/248ddcd4-fr/index.html?itemId=/content/component/248ddcd4-fr>.
- 167 OCDE (2021). Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021 : Canada. [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/canada/Skills-Outlook-Canada-FR.pdf>.
- 168 Centre des Compétences futures (2021). Temps de rattrapage : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], [https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report\\_Making-up-time\\_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults\\_FR.pdf](https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report_Making-up-time_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults_FR.pdf).
- 169 Mahboubi, P. et Mokaya, M. (2021). « The Skills Imperative: Workforce Development Strategies Post-COVID ». Institut C.D. Howe. [En ligne], [https://www.cdhowe.org/sites/default/files/2021-10/Commentary\\_609\\_0.pdf](https://www.cdhowe.org/sites/default/files/2021-10/Commentary_609_0.pdf).
- 170 OCDE (2022). Orientation professionnelle des adultes au Canada. [En ligne], <https://www.oecd.org/fr/publications/career-guidance-for-adults-in-canada-0e596882-en.htm>.
- 171 Soliman, A. et coll. (2021). « Improving the participation of low-skilled adults in lifelong learning in Canada ». Université McGill. [En ligne], [https://www.mcgill.ca/maxbellschool/files/maxbellschool/improving\\_the\\_participation\\_of\\_low-skilled\\_adults\\_in\\_lifelong\\_learning\\_in\\_canada.pdf](https://www.mcgill.ca/maxbellschool/files/maxbellschool/improving_the_participation_of_low-skilled_adults_in_lifelong_learning_in_canada.pdf).
- 172 Centre des Compétences futures (2021). Temps de rattrapage : L'impact de la pandémie chez les jeunes adultes au Canada. [En ligne], [https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report\\_Making-up-time\\_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults\\_FR.pdf](https://fsc-ccf.ca/wp-content/uploads/2021/11/Report_Making-up-time_The-impact-of-the-pandemic-on-young-adults_FR.pdf).
- 173 Statistique Canada (2022). Enquête sur la population active, octobre 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221104/dq221104a-fra.htm>.
- 174 OCDE (2022). Taux d'emploi (indicateur). <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm>.
- 175 Bonen, T. (2022). Les pénuries de main-d'œuvre à court et à long terme : Comment se porte le Canada? OCDE. [En ligne], <https://oecdcogito.blog/2022/07/05/les-penuries-de-main-doeuvre-a-court-et-a-long-terme-comment-se-porte-le-canada/>.
- 176 Statistique Canada (2022). Enquête sur la population active, octobre 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221104/dq221104a-fra.htm>.
- 177 Statistique Canada (2022). Enquête sur la population active, février 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220311/dq220311a-fra.htm>.
- 178 Statistique Canada (2021). Un portrait statistique des diverses communautés LGBTQ2+ du Canada. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210615/dq210615a-fra.htm>.
- 179 Ministère des Finances Canada (2020). Énoncé économique de l'automne 2020 : Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19. [En ligne], <https://www.budget.canada.ca/fes-eea/2020/report-rapport/toc-tdm-fr.html>.
- 180 OCDE (2022). Niveaux de salaires (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/earnwage/niveaux-de-salaires.htm>.
- 181 Macdonald, D. (2022). « Pressure Cooker: Declining real wages and rising inflation in Canada during the pandemic, 2020-22 ». Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], <https://policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2022/04/Pressure%20cooker.pdf>.
- 182 Macdonald, D. (2022). « Show me the money: It's not a worker shortage, it's a wage shortage ». The Monitor. [En ligne], <https://monitormag.ca/articles/show-me-the-money-its-not-a-worker-shortage-its-a-wage-shortage/>.
- 183 Cameron, D. (2022). « The key to improving workers' lives is hiding in plain sight ». Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/june-2022/collective-bargaining-legislation/>.
- 184 Statistique Canada (2020). Répercussions sur les immigrants et les personnes désignées comme minorités visibles. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/2020004/s6-fra.htm>.
- 185 Conseil canadien pour la réussite des jeunes (2021). L'emploi précaire chez la jeunesse canadienne : Faits et chiffres préliminaires. [En ligne], <https://ccyp-ccpj.wildapricot.org/resources/Knowledge%20Centre/FR%20Snapshot%20Issue%2011.pdf>.
- 186 Lundy, M. et Subramaniam, V. (2022). « How Canada became a hotbed for low-wage foreign labour ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-tfw-program-canada-low-wages/>.
- 187 Statistique Canada, (2022). Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220601/dq220601a-fra.htm>.
- 188 Friendly, M. (2022). « What goes around comes around when it comes to for-profit child care. » Rabble. [En ligne], <https://rabble.ca/human-rights/what-goes-around-comes-around-when-it-comes-to-for-profit-child-care/>.

- 189 Macdonald, D. et Friendly, M. (2022). « Game Changer: Will provinces and territories meet the new federal child care fee targets? Canadian child care fees 2021. » Centre canadien de politiques alternatives. [En ligne], <https://policyalternatives.ca/gamechanger>.
- 190 Acre, F. (2022). « Immigration status can exclude parents from childcare support ». New Canadian Media. [En ligne], <https://newcanadianmedia.ca/immigration-status-can-exclude-parents-from-childcare-subsidies-child-care/>; Childcare Resource and Research Unit (2022). « Developing non-standard hours child care. » [En ligne], <https://childcarecanada.org/publications/other-publications/22/03/developing-non-standard-hours-child-care>.
- 191 Jabakhanji, S. (2022). « Advocates call on Ontario to add daycare spaces after FAO warns of shortage. » CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/ontario-child-care-spending-plan-review-1.6652129>.
- 192 Child Care Now (2022). « Ministers responsible for child care urged to make workforce crisis their first priority. » [En ligne], <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/22/07/ministers-responsible-child-care-urged-make-workforce-crisis-their>.
- 193 Commission de l'assurance-emploi du Canada (2022). Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi de 2020-2021. [En ligne], [https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/ei/ei-list/reports/monitoring2021/2020-2021\\_EI\\_MAR-FR.pdf](https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/ei/ei-list/reports/monitoring2021/2020-2021_EI_MAR-FR.pdf).
- 194 Doucet, A. et de Laat, K. (2022). « Parental leave needs an overhaul. » Policy Options. [En ligne], <https://policyoptions.irpp.org/magazines/february-2022/parental-leave-needs-an-overhaul/>.
- 195 Commission de l'assurance-emploi du Canada (2022). Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi de 2020-2021. [En ligne], [https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/ei/ei-list/reports/monitoring2021/2020-2021\\_EI\\_MAR-FR.pdf](https://www.canada.ca/content/dam/esdc-edsc/documents/programs/ei/ei-list/reports/monitoring2021/2020-2021_EI_MAR-FR.pdf).
- 196 Lawrence, D. (2022). « How more men taking paternity leave could save mothers' careers. » The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-men-taking-more-paternity-leave-could-save-mothers-careers/>.
- 197 Doucet, A., Mathieu, S. et McKay, L. (2021). « Reconceptualizing Parental Leave Benefits in COVID-19 Canada: From Employment Policy to Care and Social Protection Policy ». [En ligne], <https://www.utpjournals.press/doi/full/10.3138/cpp.2020-091?role=tab>.
- 198 Statistique Canada (2022). Taux d'emploi des mères et des pères, 1976 à 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-0001/2020001/article/00012-fra.htm>.
- 199 Bharti, B. (2022). « Record employment rate for women shows Trudeau's subsidized daycare plan is working. » Financial Post. [En ligne], <https://financialpost.com/news/economy/record-employment-rate-women-trudeau-subsidized-daycare-plan-working>.
- 200 Statistique Canada (2023). Enquête sur la population active, décembre 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/230106/dq230106a-fra.htm>
- 201 Statistique Canada (2022). Taux d'emploi des mères et des pères, 1976 à 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-0001/2020001/article/00012-fra.htm>.
- 202 Choi, S. (2022). « Canadian women need more help returning to work after maternity leave ». CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/canadian-women-need-more-help-returning-to-work-after-maternity-leave-survey-suggests-1.6019001>.
- 203 Statistique Canada (2022). Enquête sur la population active, septembre 2022. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221007/dq221007a-fra.htm>.
- 204 Statistique Canada (2022). Tableau 11-10-0135-01 Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110013501>.
- 205 Statistique Canada (2022). Enquête canadienne sur le revenu, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220323/dq220323a-fra.htm>.
- 206 Scott, K. (2021). « An unexpected consequence of the pandemic : Poverty declined sharply in Canada ». Monitor Mag. [En ligne], <https://monitormag.ca/articles/all-across-canada-children-are-growing-up-in-poverty>.
- 207 Campagne 2000 (2022). « Mothers with multiple children most affected by punitive CERB clawbacks ». [En ligne], <https://campaign2000.ca/mothers-with-multiple-children-most-affected-by-punitive-cerb-clawbacks/>
- 208 Statistique Canada (2022). Enquête canadienne sur le revenu, 2020. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220323/dq220323a-fra.htm>.
- 209 OCDE (2022). Taux de pauvreté (indicateur). [En ligne], <https://data.oecd.org/fr/inequality/taux-de-pauvrete.htm>.
- 210 Statistique Canada (2022). Tableau 11-10-0135-01 Statistiques du faible revenu selon l'âge, le sexe et le type de famille économique. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110013501>.
- 211 Statistique Canada (2022). Tendances désagrégées en matière de pauvreté tirées du Recensement de la population de 2021. [En ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-X/2021009/98-200-x2021009-fra.cfm>.
- 212 OCDE (2019). PISA 2018 Results (Volume III): What School Life Means for Students' Lives. [En ligne], <https://www.oecd.org/publications/pisa-2018-results-volume-iii-acd78851-en.htm>.
- 213 UNICEF (2019). Quelle est la situation au Canada? L'Indice canadien du bien-être chez les enfants et les jeunes : Rapport de référence 2019. [En ligne], <https://www.unicef.ca/sites/default/files/2022-10/Rapport-indice-canadien-du-bien-etre-chez-les-enfants-2.0.pdf>.
- 214 Santé des enfants Canada (2022). « Santé mentale des enfants et des jeunes. » [En ligne], <https://www.childrenshhealthcarecanada.ca/fr/child-health-advocacy/child-and-youth-mental-health.aspx>.
- 215 Children First Canada (2022). Élever le Canada 2022 : Les 10 principales menaces pour l'enfance au Canada. [https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2022/09/RC2022\\_CFC\\_RC-Report\\_09-02.pdf](https://childrenfirstcanada.org/wp-content/uploads/2022/09/RC2022_CFC_RC-Report_09-02.pdf).
- 216 Cook, S. (2021). « Child well-being panel stresses access to support for children through pandemic. » CBC News. [En ligne], <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/child-well-being-panel-stresses-access-to-support-for-children-through-pandemic-1.6290762>.
- 217 Statistique Canada (2022). Compte économique d'infrastructure, investissement et stock net par actif, par industrie et par fonction de l'actif (x 1 000 000). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610060801>; Statistique Canada (2022). Tableau 36-10-0222-01 Produit intérieur brut, en termes de dépenses, provinciaux et territoriaux, annuel (x 1 000 000). [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3610022201>.
- 218 Boston Consulting Group (2020). « 15 things to know about Canadian Infrastructure ». [En ligne], [https://static1.squarespace.com/static/59c96387268b96752fdd6100/t/59d3ee32d7bdcef89793aee4/1507061319999/15\\_things\\_to\\_know.pdf](https://static1.squarespace.com/static/59c96387268b96752fdd6100/t/59d3ee32d7bdcef89793aee4/1507061319999/15_things_to_know.pdf).



- 219 Banque de l'infrastructure du Canada (2022). « Conversation avec Carole Saab, cheffe de la direction, Fédération canadienne des municipalités ». [En ligne], <https://cib-bic.ca/fr/medias/structures/automne-2022/>.
- 220 Assemblée des Premières Nations (2021). Projet de résolution n° 12/2021. Soutien à l'élimination du déficit d'infrastructures d'ici à 2030. [En ligne], <https://www.afn.ca/wp-content/uploads/2021/12/DR-12-Soutien-a-lelimination-du-deficit-dinfrastructures-dici-a-2030.pdf>.
- 221 Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes (2019). Suivi de l'état des infrastructures publiques essentielles du Canada : Bulletin de rendement des infrastructures canadiennes de 2019. [En ligne], <http://canadianinfrastructure.ca/downloads/bulletin-rendement-infrastructures-canadiennes-2019.pdf>.
- 222 Canada West Foundation (2022). From Shovel Ready to Shovel Worthy: The Path to a National Trade Infrastructure Plan for the Next Generation of Economic Growth. [En ligne], [https://cwf.ca/wp-content/uploads/2022/05/CWF\\_ShovelReadytoShovelWorthy\\_Report\\_10MAY2022.pdf](https://cwf.ca/wp-content/uploads/2022/05/CWF_ShovelReadytoShovelWorthy_Report_10MAY2022.pdf).
- 223 Wellesley Institut (2022). « Erosion of Affordable Rental Housing in Toronto ». [En ligne], <https://www.wellesleyinstitute.com/housing/erosion-of-affordable-rental-housing-in-toronto-findings-from-the-2021-census/>.
- 224 Statistique Canada (2022). Acheter ou louer : le marché du logement continue d'être transformé par plusieurs facteurs alors que les Canadiens sont à la recherche d'un chez-soi abordable. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921b-fra.htm>.
- 225 Statistique Canada (2022). Tableau 46-10-0065-01 – Besoins impérieux en matière de logement, selon le mode d'occupation, y compris le statut d'accédant à la propriété et de logement social et abordable. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=4610006501>.
- 226 Statistique Canada (2022). Acheter ou louer : le marché du logement continue d'être transformé par plusieurs facteurs alors que les Canadiens sont à la recherche d'un chez-soi abordable. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921b-fra.htm>.
- 227 Statistique Canada (2022). Les défis liés au logement persistent chez les populations vulnérables en 2021. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220721/dq220721b-fra.htm>.
- 228 Statistique Canada (2022). Les conditions de logement des Premières Nations, des Métis et des Inuit au Canada selon les données du Recensement de 2021. [En ligne], <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/98-200-X/2021007/98-200-x2021007-fra.cfm>.
- 229 Hogue, R. (2022). « Canada's housing market stays quiet as end of year nears ». Services économiques RBC. [En ligne], <https://thoughtleadership.rbc.com/canadas-housing-market-stays-quiet-as-end-of-year-nears/>; Feinstein, C. (2022). « Mortgage interest costs soar at rates not seen since the 1990s – stoking fears of another crash ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/business/2022/11/22/how-much-worse-will-it-be-canadian-mortgage-interest-costs-increased-to-highest-levels-since-1990s-housing-crash.html>.
- 230 Vieira, P. (2022). « Canada's Immigration Problem: Not Enough Homes for Newcomers ». Wall Street Journal. [En ligne], <https://www.wsj.com/articles/canadas-immigration-problem-not-enough-homes-for-newcomers-11665144002>.
- 231 SCHL (2022). Pénurie de logements au Canada : Rétablir l'abordabilité d'ici 2030. [En ligne], <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/lobserveur-du-logement/2022/retablir-labordabilite-dici-2030>.
- 232 Feinstein, C. (2022). « How Canada's new immigration targets will help housing recover – and push prices higher long-term ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/business/2022/11/03/home-prices-will-benefit-from-record-high-immigration-targets-for-years-to-come-economists-say.html>.
- 233 SCHL (2022). État d'avancement de la Stratégie nationale sur le logement – septembre 2022. [En ligne], <https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/place-to-call-home/pdfs/progress/nhs-progress-quarterly-report-q3-2022-fr.pdf?rev=0b1db004-9f0f-4615-8eac-7254d759052c>.
- 234 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (2022). Tendances actuelles – Large bande à haute vitesse. [En ligne], <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/ban.htm>.
- 235 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (2022). Tendances actuelles – Large bande à haute vitesse. [En ligne], <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/ban.htm>.
- 236 Conseil des académies canadiennes (2021). Les écarts de connectivité accentuent les disparités au pays entre collectivités rurales, éloignées et autochtones et centres urbains : nouveau rapport. [En ligne], <https://www.rapports-cac.ca/les-ecarts-de-connectivite-accentuent-les-disparites-au-pays-entre-collectivites-rurales-eloignees-et-autochtones-et-centres-urbains-nouveau-rapport/>.
- 237 Chambre des communes du Canada (2018). Connectivité à large bande dans les régions rurales du Canada : Comblent le fossé numérique – Rapport du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie. [En ligne], <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/INDU/Reports/RP9711342/indurp11/indurp11-f.pdf>.
- 238 Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (2022). Tendances actuelles – Large bande à haute vitesse. [En ligne], <https://crtc.gc.ca/fra/publications/reports/policymonitoring/ban.htm>.
- 239 Hobart, J. et Woodhouse, C. (2022). « Bridge the Digital Divide for Indigenous Communities. » The Tyee. [En ligne], <https://thetyee.ca/Analysis/2022/04/25/Bridge-Digital-Divide-Indigenous-Communities/>.
- 240 Dobby, C. (2022). « Canada's internet prices are rising again – and critics say the CRTC's broadband reversal is to blame ». Toronto Star. [En ligne], <https://www.thestar.com/business/2022/07/20/canadas-internet-prices-now-highest-in-the-world-for-some-speeds-continue-to-climb-report-finds.html>.
- 241 OCDE (2022). Aires métropolitaines – Densité de population du centre urbain (habitants par km<sup>2</sup>). [En ligne], <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=345f3ed6-02de-444a-bc75-12aababe84ab&themetreeid=23>.
- 242 Statistique Canada (2022). Le Canada premier de la croissance du G7 malgré la COVID. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220209/dq220209a-fra.htm>.
- 243 Statistique Canada (2022). La croissance et l'étalement des grands centres urbains du Canada se poursuivent. [En ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220209/dq220209b-fra.htm>.
- 244 Israelson, D. (2022). « Intensification préférable to urban sprawl in cities with room to grow, experts say ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/business/article-how-women-can-get-themselves-on-boards/>.

- 245 Bozikovic, A., Castaldo, J. et Webb, D. (2020). « The 15-minute city aims to build more liveable neighbourhoods. In Canada, only 23 per cent of urban dwellers live in this type of area ». The Globe and Mail. [En ligne], <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-when-it-comes-to-liveable-neighbourhoods-theres-a-wide-divide-in/>.
- 246 Rabson, M. (2022). « COP27: Canada has made ‘tremendous progress,’ says Guilbeault as emissions grow ». Global News. [En ligne], <https://globalnews.ca/news/9271125/cop27-canada-climate-progress-guilbeault/>.
- 247 Gouvernement du Canada (2022). Plan de réduction des émissions pour 2030 : Un air pur, et une économie forte. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/survol-plan-climatique/reduction-emissions-2030.html>.
- 248 Indice de performance climatique (2022). 2023 Results: Monitoring Climate Mitigation Efforts of 60 Countries plus the EU – covering 92% of the Global Greenhouse Gas Emissions. [En ligne], <https://ccpi.org/wp-content/uploads/CCPI-2023-Results-2.pdf>.
- 249 Climate Scorecard (2023). « Canada: A Climate Look Past and Forward ». [En ligne], <https://www.climate-scorecard.org/2023/02/canada-a-climate-look-past-and-forward/>.
- 250 Intact Centre on Climate Adaptation (2022). « The Ultimate Code Red: Preparing Canada for Extreme Heat. » [En ligne], <https://www.intactcentreclimateadaptation.ca/irreversible-extreme-heat-protecting-canadians-and-communities-from-a-lethal-future/>.
- 251 Institut Climatique du Canada (2022). Limiter les dégâts : Réduire les coûts des impacts climatiques au Canada. [En ligne], [https://institutclimatique.ca/wp-content/uploads/2022/09/Limiter-les-degats\\_FR\\_0927.pdf](https://institutclimatique.ca/wp-content/uploads/2022/09/Limiter-les-degats_FR_0927.pdf).
- 252 Bureau d’assurance du Canada (2022). « Severe Weather Caused \$2.4 Billion in Insured Damage in 2020 ». [En ligne], [http://www.ibc.ca/on/resources/media-centre/media-releases/severe-weather-caused-\\$2-4-billion-in-insured-damage-in-2020](http://www.ibc.ca/on/resources/media-centre/media-releases/severe-weather-caused-$2-4-billion-in-insured-damage-in-2020).
- 253 Institut Climatique du Canada (2022). Limiter les dégâts : Réduire les coûts des impacts climatiques au Canada. [En ligne], [https://institutclimatique.ca/wp-content/uploads/2022/09/Limiter-les-degats\\_FR\\_0927.pdf](https://institutclimatique.ca/wp-content/uploads/2022/09/Limiter-les-degats_FR_0927.pdf).
- 254 ND-GAIN (2022). 2020 ND-GAIN Country Index, Vulnerability and Readiness. [En ligne], <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>.
- 255 Williams, N. (2022). « After Fiona, climate experts urge Canada to fix flagship adaptation strategy ». Reuters. [En ligne], <https://www.reuters.com/world/americas/after-fiona-climate-experts-urge-canada-fix-flagship-adaptation-strategy-2022-09-28/>.
- 256 Blake, E. (2022). « ‘The time to act is now.’ Territories call for climate change support ». Cabin Radio. [En ligne], <https://cabinradio.ca/92419/news/politics/the-time-to-act-is-now-territories-call-for-climate-change-support/>; Gouvernement du Canada (2022). L’adaptation au changement climatique au Canada [En ligne], <https://ressources-naturelles.canada.ca/changements-climatiques/en-quoi-consiste-ladaptation/10026>.
- 257 Gouvernement du Canada (2022). Stratégie nationale d’adaptation pour le Canada. [En ligne], <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/strategie-nationale-adaptation/strategie-complete.html>.
- 258 Rabson, M. (2022). « As Canada boosts climate adaptation efforts, experts urge action on rising threats ». Global News. [En ligne], <https://globalnews.ca/news/8838375/canada-climate-change-national-adaptation-strategy-next-phase/>.
- 259 Rabson, M. (2022). « Canada needs hard targets on disaster resilience, climate advocates say ». Global News. [En ligne], <https://globalnews.ca/news/9123136/canada-climate-change-targets/>.
- 260 Bureau d’assurance du Canada (2022). « New data shows 85% of Canadians want action on climate adaptation ». [En ligne], <http://www.ibc.ca/on/resources/media-centre/media-releases/new-data-shows-85-percent-of-canadians-want-action-on-climate-adaptation>.